



Gazette officielle de Québec

QUEBEC OFFICIAL GAZETTE

Québec, samedi 18 février 1967

Quebec, Saturday, February 18, 1967

Règlements

Rules

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When copy is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3° Indiquer le nombre d'insertions.

3. Specify the number of insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous, excepté lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. En ce cas, l'intéressé doit acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

4. Pay cash and before publication for advertising copy according to the rates set forth below, exception when the copy is to be published several times. In that event, the interested party shall pay upon receipt of his account and before the second insertion: otherwise this insertion will be suspended without further notice and without prejudice to the Queen's Printer who will refund any overpayment.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

5. Subscriptions, price of documents, etc., are payable strictly in advance.

6° Tout paiement doit être fait par chèque ou mandat à l'ordre du Ministre des Finances.

6. Remittance must be made to the order of the Department of Finance, by cheque or money order.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, expire à midi, le *mercredi*, à moins que ce jour soit un jour férié. Dans ce cas, l'ultime délai expire à midi, le *mardi*. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the dead line for receiving notices, documents or advertising copy expires at noon on *Wednesday*, unless it is a holiday. In that event the dead line is noon, on *Tuesday*. Notices, documents or advertising copy not received on time will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, because of their length or for reasons of administration.

8° Toute demande d'annulation ou tout paiement sont soumis aux dispositions de l'article 7.

8. Any demand for cancellation or any remittance of money is subject to the provisions of article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en aviser l'Imprimeur de la reine avant la seconde insertion et ce, afin d'éviter de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Tarif des annonces, abonnements, etc.

Première insertion: 30 cents la ligne agate, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 270 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 10 cents la ligne agate pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: \$1 des 100 mots.

Exemplaire séparé: 40 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1.50 la douzaine.

Abonnement: \$10 par année à compter de janvier.

N. B.—Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier nombre réfère à notre numéro de facture; le deuxième à celui de l'édition de la Gazette pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertion, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro de facture.

L'Imprimeur de la reine,
ROCH LEFEBVRE

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 mai 1962

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 30 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, or 270 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 10 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (lists of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: \$1 per 100 words.

Single copies: 40 cents each.

Slips: \$1.50 per dozen.

Subscriptions: \$10 per year from January.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the Gazette for the first insertion; the third to the number of insertion, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notices published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer

Parliament Buildings,
Québec, May 5, 1962

13377 — 1-52-0

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Authorized as second class mail by the Post Office Department, Ottawa, and for payment of postage in cash.

Lettres patentes**Jacques Adam inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Adam, quincaillier, 5280, rue Thackeray, Charles-Eugène Adam, rentier, 1966, rue Laurier est, et Claudette Raymond, secrétaire, fille majeure, 561, boulevard Crémazie est, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter le commerce de quincaillerie, sous le nom de « Jacques Adam inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0

5402-66

**Les Aliments Mont St-Hilaire inc.
Mont St-Hilaire Food Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Tancrède Gaboury, Mont-St-Hilaire, Jules Pinsonnault, 785, Dieppe, Douville, tous deux hommes d'affaires, et René Déry, avocat, 1626, Des Cascades, St-Hyacinthe, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, viandes, volailles et vivres d'éleveurs

Letters Patent**Jacques Adam inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Adam, hardware dealer, 5280 Thackeray St., Charles-Eugène Adam, annuitant, 1966 Laurier St. East, and Claudette Raymond, secretary, fille majeure, 561 Crémazie Blvd. East, all three of Montreal, for the following purposes:

To operate a hardware business, under the name of "Jacques Adam inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

5402-66

**Les Aliments Mont St-Hilaire inc.
Mont St-Hilaire Food Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Tancrède Gaboury, Mont-St-Hilaire, Jules Pinsonnault, 785 Dieppe, Douville, both businessmen, and René Déry, advocate, 1626 Des Cascades, St-Hyacinthe, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, groceries, meat, poultry and stock-breeders

de toutes sortes, sous le nom de "Les Aliments Mont St-Hilaire inc.—Mont St-Hilaire Food Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 785, Dieppe, Douville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5272-66

Artisanat Renel inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Beldent, manufacturier, Huguette Bazille, ménagère, épouse dudit Jacques Beldent, tous deux de 3829, rue Viger, Laval, et Antonio Vizioli, contremaître, 8373, 9e Avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles et marchandises fabriqués totalement ou en partie de bois, sous le nom de "Artisanat Renel inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5274-66

Ateliers Albert inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: John P. Lanthier, 339, avenue Westminster nord, Neil D. Shee, 5311, rue Sherbrooke ouest, tous deux avocats, de Montréal, et Guy Châtelain, notaire, 291, avenue de l'Épée, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'équipements de théâtre, leurs parties et accessoires, sous le nom de "Ateliers Albert inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2531, rue Ontario est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5276-66

Au Garçonnet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Justin Tessier, commerçant, 46, boulevard Duplessis, Réjean Giroux, notaire, 90, Bourbeau, tous deux de Cap-de-la-Madeleine, et Jules Lemay, gérant, 325, boulevard Mauricien, Trois-Rivières-Ouest, pour les objets suivants:

Faire le commerce de vêtements et tissus de toutes sortes, sous le nom de "Au Garçonnet inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

provisions of all kinds, under the name of "Les Aliments Mont St-Hilaire inc.—Mont St-Hilaire Food Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 785 Dieppe, Douville, judicial district of St-Hyacinthe.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5272-66

Artisanat Renel inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Beldent, manufacturer, Huguette Bazille, housewife, wife of the said Jacques Beldent, both of 3829 Viger St., Laval, and Antonio Vizioli, foreman, 8373, 9th Ave., St-Michel, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles and merchandise made wholly or partially of wood, under the name of "Artisanat Renel inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company is at St-Michel, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5274-66

Ateliers Albert inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John P. Lanthier, 339 Westminster Ave. North, Neil D. Shee, 5311 Sherbrooke St. West, both advocates, of Montreal, and Guy Châtelain, notary, 291 de l'Épée Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on business dealing in theatre equipment, their parts and accessories, under the name of "Ateliers Albert inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2531 Ontario St. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18442 5276-66

Au Garçonnet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of October, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Justin Tessier, trader, 46 Duplessis Blvd., Réjean Giroux, notary, 90 Bourbeau, both of Cap-de-la-Madeleine, and Jules Lemay, manager, 325 Mauricien Blvd., Trois-Rivières-West, for the following purposes:

To carry on business dealing in clothing and woven materials of all kinds, under the name of "Au Garçonnet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4369-66

Les Autobus Richelieu limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Léonard Fortin, Médard Fortin et Bernard Fortin, tous trois hommes d'affaires, de 481, St-Jacques, Napierville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport, sous le nom de « Les Autobus Richelieu limitée », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune, 650 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 2,500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Napierville, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5121-66

B. & H. Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Benjamin J. Greenberg, 4211, Grand Boulevard, Montréal, Stephen Goldschleger, 5758, Glenarden, Côte St-Luc, tous deux avocats, et Ida Polisuck, secrétaire, célibataire, 2070, Veniard, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, d'immeuble et de placements, sous le nom de « B. & H. Holdings Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et 35,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5312-66

Bauche & Grodde Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: André Lesage, notaire, 154, boulevard Riel, Paulette Paré, secrétaire, fille majeure, 90, St-Rédempteur, tous deux de Hull, et Frederick Grodde, 25, Corktown Road, Ottawa, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Faire le commerce de peintures, papier mural, sableuses, enduits spéciaux, plâtre, tuile et toutes sortes d'articles de décoration, sous le nom de « Bauche & Grodde Ltd. », avec un capital-actions divisé en 40,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est à Old Chelsea, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 4175-66

The head office of the company is at Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4369-66

Les Autobus Richelieu limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léonard Fortin, Médard Fortin and Bernard Fortin, all three businessmen, of 481 St-Jacques, Napierville, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, under the name of "Les Autobus Richelieu limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each, 650 preferred class "A" shares of a nominal value of \$100 each and 2,500 preferred class "B" shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Napierville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5121-66

B. & H. Holdings Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Benjamin J. Greenberg, 4211 Grand Boulevard, Montreal, Stephen Goldschleger, 5758 Glenarden, Côte St-Luc, both advocates, and Ida Polisuck, secretary, spinster, 2070 Veniard, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on the business of a construction, real estate and investment company, under the name of "B. & H. Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 35,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5312-66

Bauche & Grodde Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: André Lesage, notary, 154 Riel Boulevard, Paulette Paré, secretary, fille majeure, 90 St-Rédempteur, both of Hull, and Frederick Grodde, manager, 25 Corktown Road, Ottawa, in the Province of Ontario, for the following purposes:

To deal in paints, wall-papers, sandblasting, special coatings, plaster, tile and decorating materials of all kinds, under the name of "Bauche & Grodde Ltd.", with a capital stock divided into 40,000 common shares without par value.

The head office of the company is at Old Chelsea, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 4175-66

Beau Rivage construction Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Yvon Beurivage, entrepreneur, Madeleine Desrochers, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Yvon Beurivage, tous deux de 759, rue Beaugé, et René-M. Boulet, comptable agréé, 2774, rue Louisbourg, tous trois de Ste-Foy, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Beau Rivage construction Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 759, rue Beaugé, Ste-Foy, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5323-66

Marc Bergeron inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marc Bergeron, garagiste, 832, rue Frigon, Pierre Deschênes, avocat, 4263, rue Bertrand, tous deux de Shawinigan, et Lionel Janna, comptable agréé, 365, 122e Rue, Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs parties et accessoires, sous le nom de « Marc Bergeron inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 750 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Shawinigan, district judiciaire de St-Maurice.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5297-66

Bole service inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Sydney Lazarovitz, 984, Mont St-Denis, Sillery, Jean McNicoll, 2529, rue Gregg, Ste-Foy, et Jules Bernatchez, 8170, de Vienne, Charlesbourg, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils de chauffage, ventilation, air climatisé, air conditionné et appareils de réfrigération, sous le nom de « Bole service inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 25,000 actions classe "A" d'une valeur nominale de \$1 chacune, 10,000 actions classe "B" d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Giffard, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5216-66

Beau Rivage construction Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Beurivage, contractor, Madeleine Desrochers, housewife, wife contractually separate as to property of the said Yvon Beurivage, both of 759 Beaugé St., and René-M. Boulet, chartered accountant, 2774 Louisbourg St., all three of Ste-Foy, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Beau Rivage construction Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 759 Beaugé St., Ste-Foy, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5323-66

Marc Bergeron inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marc Bergeron, garageman, 832 Frigon St., Pierre Deschênes, advocate, 4263 Bertrand St., both of Shawinigan, and Lionel Janna, chartered accountant, 365, 122nd Street, Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Marc Bergeron inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 750 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Shawinigan, judicial district of St-Maurice.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5297-66

Bole service inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Sydney Lazarovitz, 984 Mont St-Denis, Sillery, Jean McNicoll, 2529 Gregg St., Ste-Foy, and Jules Bernatchez, 8170 de Vienne, Charlesbourg, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of heating, ventilation, air conditioning and refrigeration apparatus, under the name of "Bole service inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 25,000 class "A" shares of a nominal value of \$1 each, 10,000 class "B" shares of a nominal value of \$1 each and 500 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Giffard, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5216-66

Bonto Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placement, sous le nom de « Bonto Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5230, avenue Musset, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

4820-66

Brick & Stone Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de septembre 1966, constituant en corporation: Daniel Kingstone, 4985, Iona, Montréal, Irving L. Adessky, 56, place Heath, Hampstead, et Dionysia Zerbias, 5525, Westbourne, Côte-St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits en aluminium, sous le nom de « Brick & Stone Industries Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

3703-66

Cabarets Historiques inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Richard Gareau, avocat, 11771, de Poutrincourt, Liette M. Parent, secrétaire, épouse séparée de biens de J.-J. Parent, 2449, avenue Benny, tous deux de Montréal, et Milton Brock, administrateur, 251 ouest, 19^e Rue, New York, état de New York, États-Unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Exploiter des cabarets et restaurants, sous le nom de « Cabarets Historiques inc. », avec un capital-actions divisé en 1,000 actions ordinaires sans valeur au pair.

Le siège social de la compagnie est 635, ouest, boulevard Dorchester, suite 604, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5039-66

Carny Construction Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bernard C. Forest, 3760, avenue Harvard, Guy Lacoste, 3787, avenue Vendôme, tous deux notaires, et René

Bonto Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Bonto Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5230 Musset Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o

4820-66

Brick & Stone Industries Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Daniel Kingstone, 4985 Iona, Montreal, Irving L. Adessky, 56 Heath Place, Hampstead, and Dionysia Zerbias, 5525 Westbourne, Côte St-Luc, all three advocates, for the following purposes:

To deal in all kinds of aluminum products, under the name of "Brick & Stone Industries Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 3,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o

3703-66

Cabarets Historiques inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Richard Gareau, advocate, 11771 de Poutrincourt, Liette M. Parent, secretary, wife separate as to property of J.-J. Parent, 2449 Benny Avenue, both of Montreal, and Milton Brock, executive, 251, 19th Street West, New York City, State of New York, United States of America, for the following purposes:

To operate cabarets and restaurants, under the name of "Cabarets Historiques inc.", with a capital stock divided into 1,000 shares having no par value.

The head office of the company is at 635 Dorchester Boulevard West, Suite 604, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o

5039-66

Carny Construction Co.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bernard C. Forest, 3760 Harvard Avenue, Guy Lacoste, 3787 Vendôme Avenue, both notaries, and René Forest, provin

Forest, employé provincial, 4343, avenue Earnscliffe, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs, sous le nom de « Carny Construction Co. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1662, rue Sauriol, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5411-66

Cartier Holdings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Allard, 10420, rue Meunier, Montréal, Gilles-G. René, 330, rue Labonté, Longueuil, tous deux administrateurs, et Jean Lajoie, comptable, 7130, rue Milan, Brossard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de gestion, sous le nom de « Cartier Holdings Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 50, Crémazie ouest, suite 909, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5247-66

**Centre d'Achats St-François inc.
St-François Shopping Center Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 6e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Armand Desmarais, pharmacien, 8640, Robert, René Laflamme, courtier d'assurance, 8405, 5e avenue, Gilles Rivard, gérant, 8355, St-Germain, tous trois de Laval, et Marcel Provost, marchand, 7141, 15e avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Exploiter un centre d'achats, sous le nom de « Centre d'Achats St-François inc. — St-François Shopping Center Inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions sans valeur nominale et en 20,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5246-66

Centre Récréatif St-Guillaume inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Roger Gravel, commerçant, Marcel Fafard, comptable, et Marcel Décary, marchand, tous trois de St-Guillaume, pour les objets suivants:

L'organisation des loisirs, sous le nom de « Centre Récréatif St-Guillaume inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

employee, 4343 Earnscliffe Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and contractors, under the name of "Carny Construction Co.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 1662 Sauriol Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5411-66

Cartier Holdings Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Allard, 10420 Meunier St., Montreal, Gilles-G. René, 330 Labonté St., Longueuil, both administrators, and Jean Lajoie, accountant, 7130 Milan St., Brossard, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and management company, under the name of "Cartier Holdings Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 50 Crémazie St. West, Suite 909, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5247-66

**Centre d'Achats St-François inc.
St-François Shopping Center Inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Armand Desmarais, pharmacist, 8640 Robert, René Laflamme, insurance broker, 8405, 5th Ave., Gilles Rivard, manager, 8355 St-Germain, all three of Laval, and Marcel Provost, merchant, 7141, 15th Ave., St-Michel, for the following purposes:

To operate a shopping center, under the name of "Centre d'Achats St-François inc. — St-François Shopping Center Inc.", with a capital stock divided into 10,000 shares of no nominale value and 20,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5246-66

Centre Récréatif St-Guillaume inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Roger Gravel, merchant, Marcel Fafard, accountant, and Marcel Décary, merchant, all three of St-Guillaume, for the following purposes:

To organize a recreational center, under the name of "Centre Récréatif St-Guillaume inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

Le siège social de corporation est à Saint-Guillaume, district judiciaire de Richelieu.

Le Sous-secrétaire de province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4839-66

A. Champagne inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Paul Champagne, marchand, Fernande Jacques, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Paul Champagne, Guy Champagne, marchand, et Anne-Marie Lacombe, ménagère, épouse séparée de biens dudit Guy Champagne, tous quatre de St-Honoré, comté de Beauce, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « A. Champagne inc. », avec un capital total de \$60,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Honoré, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5354-66

Ciné-Club Trans-Canadien inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Tonglet, commerçant, Odette Delaere, ménagère, épouse commune en biens dudit Jacques Tonglet, tous deux de 6601, boulevard Roi René, Anjou, et Henri Lehousse, éclairagiste, 7445, avenue de l'Épée, app. 309, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à fournir de l'amusement au public, sous le nom de « Ciné-Club Trans-Canadien inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 38,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5186-66

Le Clan, café-étudiant

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 5^e jour de janvier 1967, constituant en corporation sans capital-actions: Yvon Lecavalier, comptable, 6659, 35^e Avenue, Rolland Lemay, agent de protection, 6724, 27^e Avenue, Gaston Fortin, courtier d'assurances, 6859, 43^e Avenue, Dr Marcel Comtois, médecin, 5631, 11^e Avenue, tous quatre de Montréal, Gaëtan Renaud, professeur de chimie et d'éducation physique, 12026, Père-de-Foucault, Montréal-Nord, et Robert Thérien, étudiant, 7141, 21^e Avenue, St-Michel, pour les objets suivants:

Fournir un local ou des locaux où les étudiants pourront bénéficier à prix modiques de services sur les plans sociaux, culturels et économiques, sous le nom de « Le Clan, café-étudiant ».

The head office of the corporation is at Saint-Guillaume, judicial district of Richelieu.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4839-66

A. Champagne inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Paul Champagne, merchant, Fernande Jacques, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Paul Champagne, Guy Champagne, merchant, and Anne-Marie Lacombe, housewife, wife separate as to property of the said Guy Champagne, all four of St-Honoré, county of Beauce, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "A. Champagne inc.", with a total capital stock of \$60,000, divided into 600 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Honoré, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5354-66

Ciné-Club Trans-Canadien inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Tonglet, trader, Odette Delaere, housewife, wife common as to property of the said Jacques Tonglet, both of 6601 Roi René Blvd., Anjou, and Henri Lehousse, illuminating engineer, 7445 de l'Épée Ave., apt. 309, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business which consists in supplying the public with entertainment, under the name of "Ciné-Club Trans-Canadien inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$10 each and 38,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5186-66

Le Clan, café-étudiant

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of January, 1967, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Yvon Lecavalier, accountant, 6659, 35th Ave., Rolland Lemay, protection agent, 6724, 27th Ave., Gaston Fortin, insurance broker, 6859, 43rd Ave., Dr. Marcel Comtois, physician, 5631, 11th Ave., all four of Montreal, Gaëtan Renaud, professor of chemistry and physical education, 12026 Père-de-Foucault, Montreal-North, and Robert Thérien, student, 7141, 21st Ave., St-Michel, for the following purposes:

To provide one or several sites where students could benefit from modest service prices on social, cultural and economic levels, under the name of "Le Clan, café-étudiant".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

41-67

Comité du Parc des Pins inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Doyon, mécanicien d'outillage, 465, rue Gingras, Ernest Mongrain, rentier, Claude Mongrain, journaliste, tous deux de 747, rue Williams, Gérard Dulude, gardien, 828, rue Jutras, Gérard Lafrenière, assistant en discipline, 2052, St-François-Xavier, Réal Lemay, gérant de ventes, 400, rue Tourigny, Jean-Louis Dufresne, journalier, 528, rue Jutras, André St-Germain, restaurateur, 784, rue Jutras, Louis-Georges Roy, étudiant, 1202, rue St-Maurice, et M. l'abbé Émile Légaré, curé, 740, Ste-Catherine, tous dix de Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Administrer et entretenir un parc de récréation et de jeux pour le délassement de la jeunesse, sous le nom de « Comité du Parc des Pins inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut acquérir et posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation est Parc des Pins, Trois-Rivières, district judiciaire de Trois-Rivières.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

4741-66

Comité régional Outaouais de la Fédération des Loisirs-Danse du Québec

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Roland Jean, fonctionnaire au gouvernement fédéral, 7, rue Charlevoix, Ghyslaine Lafortune, téléphoniste, fille majeure, 137, rue Brodeur, Gilberte Fortier, institutrice, épouse de Roger Fortier, 198, boulevard Riel, et Hélène Chrétien, institutrice, fille majeure, 191, rue Archambault, tous quatre de Hull, pour les objets suivants:

Promouvoir l'aspect culturel au Canada par l'entremise de spectacles folkloriques et compétitions de danses canadiennes, sous le nom de « Comité régional Outaouais de la Fédération des Loisirs-Danse du Québec ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

4979-66

Créations Universelles inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27e jour de décembre 1966,

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the corporation is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

41-67

Comité du Parc des Pins inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Marcel Doyon, tool mechanic, 465 Gingras Street, Ernest Mongrain, annuitant, Claude Mongrain, journalist, both of 747 Williams Street, Gérard Dulude, caretaker, 828 Jutras St., Gérard Lafrenière, disciplinary assistant, 2052 St-François-Xavier, Réal Lemay, sales manager, 400 Tourigny Street, Jean-Louis Dufresne, labourer, 528 Jutras Street, André St-Germain, restaurateur, 784 Jutras Street, Louis-Georges Roy, student, 1202 St-Maurice Street, and Abbé Émile Légaré, parish priest, 740 Ste-Catherine, all ten of Trois-Rivières, for the following purposes:

To administer and maintain a playground for the benefit of the young, under the name of "Comité du Parc des Pins inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation is at Parc des Pins, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

4741-66

Comité régional Outaouais de la Fédération des Loisirs-Danse du Québec

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Roland Jean, Federal Civil Servant, 7 Charlevoix Street, Ghyslaine Lafortune, telephone operator, fille majeure, 137 Brodeur Street, Gilberte Fortier, professor, wife of Roger Fortier, 198 Riel Boulevard, et Hélène Chrétien, professor, fille majeure, 191 Archambault Street, all four of Hull, for the following purposes:

To promote cultural aspect in Canada by the way of folklore performances and competitions of Canadian dances, under the name of "Comité régional Outaouais de la Fédération des Loisirs-Danse du Québec".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

4979-66

Créations Universelles inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Gaston Lajeunesse, vendeur, 85, René-Philippe, app. 2, Noël Sorbonne, manufacturier, 1694, St-Georges, tous deux de LeMoyné, et Edward Suttner, gérant, 11589, de Poutrincourt, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'objets d'art, créations artistiques et commerciales et souvenirs, sous le nom de « Créations Universelles inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 219B, Charron, LeMoyné, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

4930-66

Crédit St-Jovite inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Réal Paquin, Gilles Lefebvre et Georges Kelegher, tous trois vendeurs, de Saint-Jovite, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général de prêteur d'argent dans toutes et chacune de ses spécialités, sous le nom de « Crédit St-Jovite inc. », avec un capital de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$10 chacune et en 940 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

4748-66

Delmur Shoe Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacob Harold Blumenstein, avocat et conseil en Loi de la reine, Léonard Michael Blumenstein, avocat, tous deux de 4850, chemin Côte St-Luc, et Irene Rubin, secrétaire fille majeure, 5552, avenue Snowdon, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de languettes, semelles et fournitures de chaussures, sous le nom de « Delmur Shoe Supplies Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5214-66

Denelec Itée
Denelec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marin Dion, 5, rue De Léry, Boucherville, Marcel-G. Guilbault, 12228, Pasteur, Montréal, tous deux avocats, et Gaston Pouliot, avocat et conseil en Loi de la reine, 102, Highfield, Mont-Royal, pour les objets suivants:

incorporating: Gaston Lajeunesse, salesman, 85 René-Philippe, apt. 2, Noël Sorbonne, manufacturer, 1694, St. Georges, both of LeMoyné, and Edward Suttner, manager, 11589 de Poutrincourt, Montreal, for the following purposes:

To deal in art articles, artistic and commercial creations and souvenirs, under the name of "Créations Universelles inc.", with a total capital of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 219B, Charron, LeMoyné, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

4930-66

Crédit St-Jovite inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Paquin, Gilles Lefebvre, and Georges Kelegher, all three salesmen, of Saint-Jovite, for the following purposes:

To carry on the general business of money lending in each and all of its specialties, under the name of "Crédit St-Jovite inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$10 each and 940 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

4748-66

Delmur Shoe Supplies Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacob Harold Blumenstein, advocate and Queen's Counsel, Leonard Michael Blumenstein, advocate, both of 4850 Côte St-Luc Road, and Irene Rubin, secretary, fille majeure, 5552 Snowdon Avenue, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in strips, soles and shoe findings, under the name of "Delmur Shoe Supplies Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o

5214-66

Denelec Itée
Denelec Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marin Dion, 5 De Léry St., Boucherville, Marcel-G. Guilbault, 12228 Pasteur, Montreal, both advocates, and Gaston Pouliot, advocate and Queen's Counsel, 102 Highfield, Mount-Royal, for the following purposes:

Faire affaires comme compagnie de portefeuille (holding), sous le nom de « Denelec Itée — Denelec Ltd. », avec un capital total de \$500,500, divisé en 500 actions ordinaires de \$1 chacune et en 5,000 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5371-66

Marcel Desjardins & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Desjardins, vendeur d'huile, Marthe Fontaine, ménagère, épouse dudit Marcel Desjardins, et Guy Desjardins, comptable, tous trois de 8163, boulevard Gouin est, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce et la réparation de véhicules automobiles, sous le nom de « Marcel Desjardins & fils inc. », avec un capital total de \$10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 10996, boulevard Gouin est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5237-66

Napoléon Deslauriers & fils inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Duquette, 11, rue St-Paul ouest, Guy Godard, 82, rue St-Venant, tous deux avocats, et Liliane Piché, secrétaire, fille majeure, 65, rue St-Joseph, tous trois de Ste-Agathe-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous accessoires et appareils de plomberie, sous le nom de « Napoléon Deslauriers & fils inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20 actions ordinaires de \$100 chacune 40 actions privilégiées classe «A» de \$100 chacune et en 340 actions privilégiées classe «B» de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Agathe-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5305-66

Le Domaine du Bon Temps

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de juillet 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Léonce Lévesque, notaire, Louise Lévesque, secrétaire, fille majeure, tous deux de rue Marcoux, et Claudette Arsenaault, secrétaire, fille majeure, boulevard St-Joseph, tous trois de Roberval, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes seules, âgées, de l'un ou l'autre sexe, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité, sous le nom de « Le Domaine du Bon Temps ».

To carry on business as a holding company, under the name of "Denelec Itée — Denelec Ltd.", with a total capital stock of \$500,500, divided into 500 common shares of \$1 each and 5,000 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5371-66

Marcel Desjardins & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Desjardins, oil salesman, Marthe Fontaine, housewife, wife of the said Marcel Desjardins, and Guy Desjardins, accountant, all three of 8163 Gouin Blvd. East, Montreal for the following purposes:

To carry on business as garagemen, and to deal in and repair motor vehicles, under the name of "Marcel Desjardins & fils inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 10996 Gouin Blvd. East, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5237-66

Napoléon Deslauriers & fils inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Duquette, 11 St-Paul St. West, Guy Godard, 82 St-Venant St., both advocates, and Liliane Piché, secretary, fille majeure, 65 St-Joseph St., all three of Ste-Agathe-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business dealing in all plumbing accessories and appliances, under the name of "Napoléon Deslauriers & fils inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20 common shares of \$100 each, 40 preferred class "A" shares of \$100 each and 340 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at Ste-Agathe-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5305-66

Le Domaine du Bon Temps

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of July, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, to incorporate a corporation without share capital: Léonce Lévesque, notary, Louise Lévesque, secretary, fille majeure, both of Marcoux Street, and Claudette Arsenaault, secretary, fille majeure, St-Joseph Boulevard, all three of Roberval, for the following purposes:

To provide aged couples and persons alone, aged, of either sex, with a home permitting them to live in full security, under the name of "Le Domaine du Bon Temps".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation est à Roberval, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

2140-66

Mario Dugré Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Mario Dugré, entrepreneur-électricien, Michelle Avon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Mario Dugré, tous deux de 177, Filion, Laval, et Julien Cadieux, comptable, 98, 5^e Avenue, Ste-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens et faire le commerce de toutes sortes d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de « Mario Dugré Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 177, rue Filion, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

5220-66

Dumoulin & frère Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: François Dumoulin, paysagiste, Elisabeth Paquette, ménagère, épouse commune en biens dudit François Dumoulin, tous deux de Sherbrooke, et Pierre Dumoulin, gardien, Coaticook, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs paysagistes, sous le nom de « Dumoulin & frère Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

5267-66

Lionel Dupré inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Lionel Dupré, courtier en immeubles, 10450, Papineau, Réjeanne Morin, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, 57, St-Jacques ouest, chambre 413, tous deux de Montréal, et Yves Demers, avocat, 55, de la Station, Delson, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble et de construction, sous le nom de « Lionel Dupré inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40 actions ordinaires de \$100 chacune et en 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

The amount to which the annual revenue of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation is at Roberval, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

2140-66

Mario Dugré Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mario Dugré, electrical contractor, Michelle Avon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Mario Dugré, both of 177 Filion, Laval, and Julien Cadieux, accountant, 98, 5th Ave., Ste-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business as electricians, and to deal in all kinds of electrical appliances and accessories, under the name of "Mario Dugré Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 177 Filion St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

5220-66

Dumoulin & frère Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Dumoulin, landscaper, Elisabeth Paquette, housewife, wife common as to property of the said François Dumoulin, both of Sherbrooke, and Pierre Dumoulin, watchman, Coaticook, for the following purposes:

To carry on business as landscaping contractors, under the name of "Dumoulin & frère Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of a nominal value of \$100 each and 200 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

5267-66

Lionel Dupré inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Lionel Dupré, real estate broker, 10450 Papineau, Réjeanne Morin, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, 57 St. James St. West, room 413, both of Montreal, and Yves Demers, advocate, 55 de la Station, Delson, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Lionel Dupré inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40 common shares of \$100 each and 360 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 10450, rue Papineau, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5322-66

Durand Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques St-Cyr, arpenteur, 9118, rue Foucher, Charles-E. Poirier, notaire, 4032, rue Parc Lafontaine, tous deux de Montréal, et Marcel Durand, ouvrier, 6990, boulevard Perron, Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers et faire le commerce d'articles fabriqués totalement ou en partie de métaux ou de bois, sous le nom de « Durand Manufacturing Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6990, boulevard Perron, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5291-66

Gaston Dussault inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Ls-Yvan Morin, comptable agréé, 3228, de Galais, Suzanne Morin, secrétaire, fille majeure, 3622, chemin Ste-Foy, tous deux de Ste-Foy, et Gaston Dussault, marchand, 637, rue Joffre, Québec, pour les objets suivants:

Faire le commerce des meubles, accessoires électriques, leurs pièces et accessoires, sous le nom de « Gaston Dussault inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 9, rue Courcellette, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4997-66

École de Musique et de Solfège de Chicoutimi inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Gabrielle Gaudreault, professeur, épouse de Yvon Gaudreault, 542, des Franciscaines, Yvon Delwaide, syndic, 165, Price est, Guy Perreault, instituteur, 1044, rue Pouliot, Raymond Lessard, marchand, 507, rue Cartier est, René Lambert, avocat, 577, Louis-Hémon, Geneviève G. Talbot, professeur de musique, épouse d'Antonio Talbot, 358, Jacques-Cartier est, tous six de Chicoutimi, et Jean Coutu, instituteur, 114, des Hydrangées, Chicoutimi-Nord, pour les objets suivants:

L'enseignement de la musique et du solfège, sous le nom de « École de Musique et de Solfège de Chicoutimi inc. ».

The head office of the company is at 10450 Papineau St., Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5322-66

Durand Manufacturing Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques St-Cyr, surveyor, 9118 Foucher St., Charles-E. Poirier, notary, 4032 Parc Lafontaine St., both of Montreal, and Marcel Durand, tool-maker, 6990 Perron Blvd., Laval, for the following purposes:

To carry on business as hardware, dealers, and to deal in articles made wholly or partially of metal or wood, under the name of "Durand Manufacturing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 6990 Perron Blvd., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5291-66

Gaston Dussault inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ls-Yvan Morin, chartered accountant, 3228 de Galais, Suzanne Morin, secretary, fille majeure, 3622 Ste-Foy Road, both of Ste-Foy, and Gaston Dussault, merchant, 637 Joffre St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business dealing in furniture, electrical appliances, their parts and accessories, under the name of "Gaston Dussault inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 9 Courcellette St., Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4997-66

École de Musique et de Solfège de Chicoutimi inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Gabrielle Gaudreault, professor, wife of Yvon Gaudreault, 542 des Franciscaines, Yvon Delwaide, trustee, 165 Price East, Guy Perreault, teacher, 1044 Pouliot Street, Raymond Lessard, merchant, 507 Cartier Street East, René Lambert, advocate, 577 Louis-Hémon, Geneviève G. Talbot, music professor, wife of Antonio Talbot, 358 Jacques-Cartier East, all six of Chicoutimi, and Jean Coutu, teacher, 114 des Hydrangées, Chicoutimi-North, for the following purposes:

To teach music and solfeggio, under the name of "École de Musique et de Solfège de Chicoutimi inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

18443-o

4881-66

Édifice St-Eustache inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Vincent Drouin, Hughes St-Germain, tous deux avocats, et Lucie Binette, secrétaire, fille majeure, tous trois de St-Eustache, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeuble, sous le nom de « Édifice St-Eustache inc. », avec un capital divisé en 15,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

18443-o

4963-66

Équipement du Québec Itée Quebec Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Damase Brissette, 243, rue Marie-Rose, André St-Jacques, 154, avenue d'Anjou, et Pierre Dureault, 266, rue De Lorraine, tous trois avocats, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de transport et faire le commerce d'équipements et machineries de toutes sortes, sous le nom de « Équipement du Québec Itée — Quebec Equipment Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

18443-o

5355-66

Foyer de Kingsey Falls inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Albert Grégoire, marchand, Armand Bolduc, gérant de Caisse Populaire, et Roger Brochu, postier, tous trois de Kinsey Falls, pour les objets suivants:

Fournir à des couples âgés et à des personnes âgées des deux sexes, un foyer leur permettant de vivre en toute sécurité et dans l'atmosphère d'un véritable esprit de famille, sous le nom de « Foyer de Kingsey Falls inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$300,000.

Le siège social de la corporation est à Kingsey Falls, district judiciaire de Drummond.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

18443-o

5261-66

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

4881-66

Édifice St-Eustache inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Vincent Drouin, Hugues St-Germain, both advocates, and Lucie Binette, secretary, fille majeure, all three of St-Eustache, for the following purposes:

To carry on business as a real estate company, under the name of "Édifice St-Eustache inc.", with a capital stock divided into 15,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

4963-66

Équipement du Québec Itée Quebec Equipment Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Damase Brissette, 243 Marie-Rose St., André St-Jacques, 154 d'Anjou Ave., and Pierre Dureault, 266 De Lorraine St., all three advocates, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on business as a transport company, and to deal in all kinds of equipment and machinery, under the name of "Équipement du Québec Itée — Quebec Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

5355-66

Foyer de Kingsey Falls inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Albert Grégoire, merchant, Armand Bolduc, manager of a Caisse Populaire, and Roger Brochu, postman, all three of Kingsey Falls, for the following purposes:

To provide aged couples and elderly persons of both sexes with a home permitting them to live in full security and in an atmosphere of a true family spirit, under the name of "Foyer de Kingsey Falls inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$300,000.

The head office of the corporation is at Kingsey Falls, judicial district of Drummond.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

5261-66

Alain Giroux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Georges-A. Pouliot, avocat et conseil en Loi de la reine, 2266, chemin Seneca, Mont-Royal, Serge Desrochers, 732, avenue Wilder, Outremont, Gilles St-Pierre, 145, boulevard Cartier, app. « A », Beloeil, et Jean Legault, 6999, 44, avenue, Montréal, ces trois derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de fourrures et vêtements de toutes sortes, sous le nom de « Alain Giroux inc. », avec un capital total de \$80,000, divisé en 2,000 actions classe « A » d'une valeur nominale de \$10 chacune, 2,000 actions classe « B » d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est Place Bonaventure, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5061-66

Gisèle modes inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Euclide Labrèche, marchand, Gisèle Turgeon, marchande, épouse séparée de biens dudit Euclide Labrèche, tous deux de 741, St-Louis, et Réal-C. Gravel, restaurateur, 739, St-Louis, tous trois de Joliette, pour les objets suivants:

Faire le commerce de robes, chapeaux, manteaux, vêtements pour dames et articles accessoires, sous le nom de « Gisèle modes inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 150 actions ordinaires de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$200 chacune.

Le siège social de la compagnie est 509, rue Notre-Dame, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5142-66

Glenbrook Farm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 7e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gardner C. Westover, cultivateur, Ena Ball, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gardner C. Westover, tous deux de route rurale #2, Mansonville, comté de Bedford, et Melanie F. Clarke, ménagère, fille majeure, 4973, rue Normand, Pierrefonds, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeuble et entreprendre le commerce d'instruments d'agriculture et de ferme, sous le nom de « Glenbrook Farm Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Alain Giroux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Georges-A. Pouliot, advocate and Queen's Counsel, 2266 Seneca Road, Mount-Royal, Serge Desrochers, 732 Wilder Ave., Outremont, Gilles St-Pierre, 145 Cartier Blvd., Apt. "A", Beloeil, and Jean Legault, 6999, 44th Ave., Montreal, the three latter advocates, for the following purposes:

To carry on business dealing in furs and clothing of all kinds, under the name of "Alain Giroux inc.", with a total capital stock of \$80,000, divided into 2,000 class "A" shares of a nominal value of \$10 each, 2,000 class "B" shares of a nominal value of \$10 each and 4,000 preferred shares of a nominal value of \$10 each.

The head office of the company is at Place Bonaventure, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5061-66

Gisèle modes inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Euclide Labrèche, marchand, Gisèle Turgeon, marchand, wife separate as to property of the said Euclide Labrèche, both of 741 St-Louis, and Réal-C. Gravel, restaurateur, 739 St-Louis, all three of Joliette, for the following purposes:

To carry on business dealing in dresses, hats, coats, women's clothing and accessories, under the name of "Gisèle modes inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 150 common shares of \$100 each and 250 preferred shares of \$200 each.

The head office of the company is at 509 Notre-Dame St., Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5142-66

Glenbrook Farm Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gardner C. Westover, farmer, Ena Ball, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gardner C. Westover, both of Rural Route #2, Mansonville, county of Bedford, and Melanie F. Clarke, housewife, fille majeure, 4973 Normand Street, Pierrefonds, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate company and to engage in the business of agricultural implements and farm, under the name of "Glenbrook Farm Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie est à Potton, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5041-66

M. Goodman Sales Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pinja E. Blitt, 4505, Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712, Wilderton, tous deux de Montréal, et Bernard Gardner, 412, chemin Northcote, Rosemère, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchandises de toutes sortes, sous le nom de « M. Goodman Sales Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4600, avenue Bessborough, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5128-66

W. Gordon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: William MacKenzie Gordon, garagiste, Elizabeth Ann Gordon, ménagère, épouse séparée de biens dudit William MacKenzie Gordon, tous deux de 865, 37^e avenue, Lachine, et William Gordon, retraité, 96 avenue Prince Édouard, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de garagistes, et faire le commerce de véhicules de transport et des accessoires et pièces d'iceux, sous le nom de « W. Gordon Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 6505, ouest rue St-Jacques, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5233-66

Granby Plomberie & Huile à chauffage inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 28^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Denis Bienvenue, 28, rue Côté, Gilles Girouard, 64, St-Antoine sud, tous deux stagiaires, et Ray-Marc Flibotte, comptable, rue Neil Montplaisant, tous trois de Granby, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'appareils ou systèmes de chauffage, sous le nom de « Granby Plomberie & Huile à chauffage inc. », avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Granby, district judiciaire de Bedford.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5349-66

The head office of the company is at Potton, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5041-66

M. Goodman Sales Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pinja E. Blitt, 4505 Plamondon, Sheldon Finkelstein, 5712 Wilderton, both of Montreal, and Bernard Gardner, 412 Northcote Road, Rosemère, all three advocates, for the following purposes:

To deal in merchandise of all kinds, under the name of "M. Goodman Sales Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 4600 Bessborough Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5128-66

W. Gordon Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William MacKenzie Gordon, garage operator, Elizabeth Ann Gordon, housewife, wife separate as to property of the said William MacKenzie Gordon, both of 865, 37th Avenue, Lachine, and William Gordon, retired, 96 Prince Edward Avenue, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in conveyances, vehicles and the accessories and parts, thereof, under the name of "W. Gordon Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 6505 St. James Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5233-66

Granby Plomberie & Huile à chauffage inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Denis Bienvenue, 28 Côté St., Gilles Girouard, 64 St-Antoine south, both probationers, and Ray-Marc Flibotte, accountant, Neil Montplaisant St, all three of Granby, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of heating apparatus or systems, under the name of "Granby Plomberie & Huile à chauffage inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Granby, judicial district of Bedford.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5349-66

Holtham Hall Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Solomon Nathanson, ingénieur, 4530, chemin Côte des Neiges, William M. Schachter, architecte, 5794A, rue Deon, tous deux de Montréal, et Avrom Podbere, notaire, 6525, chemin Merton, Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, de construction et de placement, sous le nom de « Holtham Hall Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 4950, chemin Queen Mary, suite 425, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443 5350-66

Holtham Hall Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Solomon Nathanson, engineer, 4530 Côte des Neiges Road, William M. Schachter, architect, 5794A Deon Street, both of Montreal, and Avrom Podbere, notary, 6525 Merton Road, Côte St-Luc, for the following purposes:

To carry on the business of a holding, construction and investment company, under the name of "Holtham Hall Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 4950 Queen Mary Road, Suite 425, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5350-66

Hôtel Central de Maniwaki inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gérard Nault, hôtelier, Jeanne Gorman, ménagère, épouse commune en biens dudit Gérard Nault, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Lee McConnery, comptable, tous trois de Maniwaki, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges et restaurants, sous le nom de « Hôtel Central de Maniwaki inc. », avec un capital divisé en 10,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 30,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Maniwaki, district judiciaire de Labelle.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5079-66

Hôtel Central de Maniwaki inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gérard Nault, hotel-keeper, Jeanne Gorman, housewife, wife common as to property of the said Gérard Nault, and duly authorized by him for these presents, and Lee McConnery, accountant, all three of Maniwaki, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns and restaurants, under the name of "Hôtel Central de Maniwaki inc.", with a capital stock divided into 10,000 common shares of no nominal value and 30,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at Maniwaki, judicial district of Labelle.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 5079-66

J. L. S. inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gilles Coulombe, avocat, 874, Kennedy nord, Françoise Fouquet, 1011, McManamy, et Nicole Lemelin, 1108, Évangéline, ces deux dernières secrétaires, filles majeures, tous trois de Sherbrooke, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux et exercer les pouvoirs d'une compagnie de gestion, de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « J. L. S. inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 410, 12e avenue sud, Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5358-66

J. L. S. inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Coulombe, advocate, 874 Kennedy north, Françoise Fouquet, 1011 McManamy, and Nicole Lemelin, 1108 Évangéline, the two latter secretaries, filles majeures, all three of Sherbrooke, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, and to exercise the powers of a management, investment and holding company, under the name of "J. L. S. inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 410, 12th Ave. South, Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 5358-66

K. H. cie ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

K. H. cie ltée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued

patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: François Boisclair, 5789, Deom, Jean-Louis Lamoureux, 10581, Grande-Allée, et Yvon Brizard, 6538, Louis-Hébert, tous trois avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter une laiterie dans toutes ses spécialités et faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « K. H. cie ltée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

5294-66

Kanata construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gilles Ste-Marie, comptable, Robert Ste-Marie, opérateur, tous deux de 5841, avenue Royale, St-Jean-de-Boischatel, et Lucien Laroche, contremaitre, 1947, de l'Espérance, Giffard, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Kanata construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacun et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5841, avenue Royale, St-Jean-de-Boischatel, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

5218-66

Ladep inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Yves Richard, vendeur, Fernand-L. Pelletier, gérant, Hubert Lepage, professeur, Fernand Guérette, avocat, Françoise Lévesque, secrétaire, fille majeure, Jean-Paul Langlois, commis, Léopold Fournier, directeur de personnel, Olivier Sasseville, comptable, François Lepage, secrétaire, et Dr Gaëtan Lemire, chirurgien, tous dix de Ste-Anne-des-Monts, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Ladep inc. », avec un capital total de \$125,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$25 chacune et en 12,250 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Ste-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

5321-66

Lanessa Knitting Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, 1212, ouest, des Pins, Lucille Blagdon, secrétaire, célibataire, majeure, 10437, d'Auteuil, tous

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: François Boisclair, 5789 Deom, Jean-Louis Lamoureux, 10581 Grande-Allée, and Yvon Brizard, 6538 Louis-Hébert, all three advocates, of Montreal, for the following purposes:

To operate a dairy in all its specialties, and to deal in food products, groceries, meat, poultry and stock-breeders provisions, of all kinds, under the name of "K. H. cie ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

5294-66

Kanata construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilles Ste-Marie, accountant, Robert Ste-Marie, operator, both of 5841 Royale Ave., St-Jean-de-Boischatel, and Lucien Laroche, foreman, 1947 de l'Espérance, Giffard, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Kanata construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5841 Royale Ave., St-Jean-de-Boischatel, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

18443

5218-66

Ladep inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Yves Richard, salesman, Fernand-L. Pelletier, manager, Hubert Lepage, professor, Fernand Guérette, advocate, Françoise Lévesque, secretary, fille majeure, Jean-Paul Langlois, clerk, Léopold Fournier, director of personnel, Olivier Sasseville, accountant, François Lepage, secretary, and Dr. Gaëtan Lemire, surgeon, all ten of Ste-Anne-des-Monts, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Ladep inc.", with a total capital stock of \$125,000, divided into 100 common shares of \$25 each and 12,250 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Ste-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

RAYMOND DOUVILLE.

Assistant Secretary of the Province.

18443

5321-66

Lanessa Knitting Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Allan Marcus, advocate, 1212 Pine West, Lucille Blagdon, secretary, unmarried of the full age of majority, 10437 d'Auteuil, both of

deux de Montréal, Abel Selick, 1605, chemin Norway, Mont Royal, et Ervin Orbach, 5125, Bourret, St-Laurent, ces deux derniers avocats, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes d'articles vestimentaires sous le nom de « Lanessa Knitting Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443 5313-66

Robert Lapierre Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Louis Provencher, avocat, 42, boulevard Carignan, Ruth Hamel, secrétaire, fille majeure, 4, Létourneau, et Nicole Pothier, secrétaire, épouse séparée de biens de Jean Pothier, 21, Champagne, tous trois de Victoriaville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Robert Lapierre Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5264-66

Locations Rex inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Maurice Girouard, agent manufacturier, Rang des Trente, Beloeil, Oscar Poulin, agent d'affaires, 345, 7e Avenue, Iberville, et Pierre Marcoux, étudiant, 10563, rue Pélouquin, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de locations de maisons ou habitations ou unités d'habitations pré-fabriquées ou construites sur place, sous le nom de « Locations Rex inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 39,000 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5326-66

M. A. R. Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 12e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Caroline Benoit, secrétaire, célibataire, 318, boulevard Beaconsfield, H. Digby Clarke, avocat, 46, chemin Devon, tous deux de Beaconsfield, et Anatole Lesyk, avocat, 1550, avenue Fayolle, Verdun, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « M. A. R. Corporation »,

Montreal, Abel Selick, 1605 Norway Road, Mount Royal, and Ervin Orbach, 5125 Bourret, St-Laurent, the latter two advocates, for the following purposes:

To deal in wearing apparel of all kinds, under the name of "Lanessa Knitting Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5313-66

Robert Lapierre Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Louis Provencher, advocate, 42 Carignan Blvd., Ruth Hamel, secretary, fille majeure, 4 Létourneau, and Nicole Pothier, secretary, wife separate as to property of Jean Pothier, 21 Champagne, all three of Victoriaville, for the following purposes:

To carry on business as lumber merchants, under the name of "Robert Lapierre Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of a nominal value of \$10 each and 250 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Daveluyville, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 5264-66

Locations Rex inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Maurice Girouard, manufacturer's agent, Rang des Trente, Beloeil, Oscar Poulin, business agent, 345, 7th Avenue, Iberville, and Pierre Marcoux, student, 10563 Pélouquin Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of renting houses or dwellings or dwelling units prefabricated or built on premises, under the name of "Locations Rex inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each and 39,000 preferred shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 5326-66

M. A. R. Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Caroline Benoit, secretary, spinster, 318 Beaconsfield Boulevard, H. Digby Clarke, advocate, 46 Devon Road, both of Beaconsfield, and Anatole Lesyk, advocate, 1550 Fayolle Avenue, Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "M. A. R. Corpo-

avec un capital total de \$500,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 49,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5127-66

M. & S. publications Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, 26, avenue Sunnyside, Westmount, Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Montréal, tous deux avocats, et Réjane Laberge, avocate, épouse séparée de biens d'Émile Colas, 25, chemin Decasson, Westmount, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs et libraires, sous le nom de « M. & S. publications Itée », avec un capital divisé en 3,000 actions classe « A » sans valeur nominale et en 3,000 actions classe « B » sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5317-66

Mainguy Auto Parts Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 30e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Roger Mainguy, commerçant, 108, Frenette, André Genest, vendeur, 32, Martel, et Émilien Mainguy, gérant, 106, Frenette, tous trois de l'Ancienne-Lorette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et faire le commerce d'automobiles, moteurs, machines et tous leurs accessoires et parties, sous le nom de « Mainguy Auto Parts Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 2494, rue Notre-Dame, l'Ancienne-Lorette, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5425-66

Marché Beauceville inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jacques Labbé, marchand, Huguette Quirion, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Labbé, tous deux de 585, 2e avenue, Beauceville-Est, et Maurice Bouchard, comptable, 124, 41e rue, St-Georges, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, viandes, volailles et vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Marché Beauceville inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

ration", with a total capital stock of \$500,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10 each and 49,000 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5127-66

M. & S. publications Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, 26 Sunnyside Ave., Westmount, Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Ave., Montreal, both advocates, and Réjane Laberge, advocate, wife separate as to property of Émile Colas, 25 Decasson Road, Westmount, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, stationers, lithographers, engravers, book-binders and librarians, under the name of "M. & S. publications Itée", with a capital stock divided into 3,000 class "A" shares of no nominal value and 3,000 class "B" shares of no nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5317-66

Mainguy Auto Parts Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Mainguy, trader, 108 Frenette, André Genest, salesman, 32 Martel, and Émilien Mainguy, manager, 106 Frenette, all three of l'Ancienne-Lorette, for the following purposes:

To carry on business as garagemen, and to deal in automobiles, motors, machines and all their parts and accessories, under the name of "Mainguy Auto Parts Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 2494 Notre-Dame St., l'Ancienne-Lorette, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5425-66

Marché Beauceville inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jacques Labbé, merchant, Huguette Quirion, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Labbé, both of 585, 2nd Ave., Beauceville-East, and Maurice Bouchard, accountant, 124, 41st St., St-Georges, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, groceries, meat, poultry and stock-breeders provisions of all kinds, under the name of "Marché Beauceville inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est 1re avenue, Beauceville-Est, district judiciaire de Beauce.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 5352-66

Marché des Aubaines Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Yvon Vachon, commerçant, Sacré-Coeur-de-Jésus, comté de Saguenay, Léopold St-Gelais, commerçant, et Raymond Drapeau, ménagère, épouse séparée de biens dudit Léopold St-Gelais, ces deux derniers de 65, Deschênes, Jonquière, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchand général, sous le nom de « Marché des Aubaines Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 4961-66

Met-O-Matic Coin Laundries Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation; John Michelin, avocat, 5200, Prince de Galles, Evlyn Raphael, secrétaire, épouse séparée de biens de Charles Raphael, 4895, Carlton, tous deux de Montréal, et Jason Ruby, avocat, 47, Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie automatique activée au moyen de pièces de monnaie et de nettoyage à sec, sous le nom de « Met-O-Matic Coin Laundries Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$1 chacune, 5,000 actions privilégiées catégorie « A » de \$1 chacune et 300 actions privilégiées catégorie « B » de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5423-66

Motel La Belle Rivière inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Harris Michaud, commerçant, Françoise Roy, ménagère, épouse commune en biens dudit Harris Michaud, et d'édit autorisée par lui aux fins des présentes, et Yvon Michaud, étudiant, tous trois de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, motels, restaurants, cafés, chalets et kiosques, sous le nom de « Motel La Belle Rivière inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Athanas, comté d'Iberville, district judiciaire d'Iberville.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 5161-66

The head office of the company is at 1st Ave., Beauceville-East, judicial district of Beauce.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5352-66

Marché des Aubaines Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Yvon Vachon, trader, Sacré-Coeur-de-Jésus, county of Saguenay, Léopold St-Gelais, trader, and Raymond Drapeau, housewife, wife separate as to property of the said Léopold St-Gelais, the two latter of 65 Deschênes, Jonquière, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Marché des Aubaines Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4961-66

Met-O-Matic Coin Laundries Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Michelin, advocate, 5200 Prince de Wales, Evlyn Raphael, secretary, wife separate as to property of Charles Raphael, 4895 Carlton, both of Montreal, and Jason Ruby, advocate, 47 Place Dubois, Dollard-des-Ormeaux, for the following purposes:

To carry on an automatic or coin operated laundry and dry cleaning business, under the name of "Met-O-Matic Coin Laundries Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of \$1 each, 5,000 preferred class "A" shares of \$1 each and 300 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-0 5423-66

Motel La Belle Rivière inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Harris Michaud, trader, Françoise Roy, housewife, wife common as to property of the said Harris Michaud, and duly authorized by him for these presents, and Yvon Michaud, student, all three of Saint John, for the following purposes:

To operate hotels, motels, restaurants, cafés, cottages and kiosks, under the name of "Motel La Belle Rivière inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at St-Athanas, county of Iberville, judicial district of Iberville.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5161-66

Nettoyeur Port Maurice Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat et conseil en Loi de la reine, 167, chemin Edgell, Westmount, Avrum Rubinger, avocat, 4530, Côte des Neiges, Montréal, Shirley Muggeridge, 942, avenue Pothier, Brossard, et Leila Bedouch, 1490, rue Elizabeth, St-Laurent, ces deux dernières secrétaires, célibataires, d'âge majeur, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une buanderie générale et agir comme pourvoyeurs de manteaux, tabliers, serviettes et toiles de toutes sortes sur un plan de location, sous le nom de « Nettoyeur Port Maurice Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 35,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8504, boulevard Lacordaire, St-Léonard, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5304-66

New Gilford Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Irving Shapiro, 4957, avenue Isabella, Stanley L. Cytrynbaum, 6325, avenue Somerled, tous deux avocats et sollicitateurs, et Elayne P. Felix, secrétaire, fille majeure, 3575, rue University, app. 316, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « New Gilford Restaurant Inc. », avec un capital total de \$20,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 397, avenue Gilford, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5351-66

Ninth Avenue Motor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Horace Friedman, David Kirshenblatt et Boris J. Berbrier, tous trois avocats, 1010 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme garagistes et exercer le commerce de véhicules automobiles, pièces et accessoires, sous le nom de « Ninth Avenue Motor Sales Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 895, rue St-Louis, Lachine, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5286-66

Nettoyeur Port Maurice Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Murray Lapin, advocate and Queen's Counsel, 167 Edgell Road, Westmount, and Avrum Rubinger, advocate, 4530 Côte des Neiges, Montreal, Shirley Muggeridge, 942 Pothier Avenue, Brossard, and Leila Bedouch, 1490 Elizabeth Street, St-Laurent, the latter two secretaries, spinsters of the full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of a general laundry and to act as suppliers of coats, aprons, towels and linens of all kinds on a rental basis, under the name of "Nettoyeur Port Maurice Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each and 35,000 preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at 8504 Lacordaire Boulevard, St-Léonard, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o

5304-66

New Gilford Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Irving Shapiro, 4957 Isabella Avenue, Stanley L. Cytrynbaum, 6325 Somerled Avenue, both barristers and solicitors, and Elayne P. Felix, secretary, spinster of the full age of majority, 3575 University Street, Apt. 316, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "New Gilford Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 4,000 common shares of the par value of \$1 each and 1,600 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 397 Gilford Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o

5351-66

Ninth Avenue Motor Sales Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Horace Friedman, David Kirshenblatt and Boris J. Berbrier, all three advocates, of 1010 St. Catherine Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in motor vehicles, parts and accessories, under the name of "Ninth Avenue Motor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and 390 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 895 St-Louis Street, Lachine, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o

5286-66

North American Scientific Company Ltd.
Compagnie scientifique de l'Amérique
du Nord Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Pierre Taveau, projeteur, Elfriede Taveau, secrétaire, épouse dudit Pierre Taveau, tous deux de 67, Somerville, Westmount, et Walter Schultheiss, ouilleur, 10251, St-Urbain, Montréal, pour les objets suivants:

Fabrication et commerce de machines, outils, appareils, ensembles mécaniques, électroniques ou électromécaniques, sous le nom de « North American Scientific Company Ltd.—Compagnie scientifique de l'Amérique du Nord Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$10 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 67, avenue Somerville, Westmount, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5081-66

Paul Ouellet inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Paul Ouellet, marchand, Gisèle Soucy, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens dudit Paul Ouellet, et Lise Caron, secrétaire, fille majeure, tous trois de St-Alexandre, comté de Kamouraska, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers, constructeurs et entrepreneurs généraux, sous le nom de « Paul Ouellet inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 380 actions ordinaires de \$100 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à St-Alexandre, district judiciaire de Kamouraska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 5303-66

P. C. Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Peter Cobrin, marchand, 4645, St. Kevin, Montréal, Rhoda Cobrin, ménagère, épouse séparée de biens de Edward Weinberg, 2092, Veniard, St-Laurent, et Rosalyn Cobrin, ménagère, épouse séparée de biens de Leonard Frank, 463, Dunn, Laval, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'un magasin à rayons, sous le nom de « P. C. Enterprises Inc. », avec un capital total de \$300,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 150,000 actions privilégiées catégorie « A » d'une valeur au pair de \$1 chacune et 100,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de \$1 chacune.

North American Scientific Company Ltd.
Compagnie scientifique de l'Amérique
du Nord Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Pierre Taveau, planner, Elfriede Taveau, secretary, wife of the said Pierre Taveau, both of 67 Somerville, Westmount, and Walter Schultheiss, tool-maker, 10251 St-Urbain, Montreal, for the following purposes:

To make and deal in machines, tools, apparatus, mechanical, electronic or electromechanical sets, under the name of "North American Scientific Company Ltd.—Compagnie scientifique de l'Amérique du Nord Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$10 each and 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at 67 Somerville Ave., Westmount, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-0 5081-66

Paul Ouellet inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Paul Ouellet, merchant, Gisèle Soucy, secretary, wife contractually separate as to property of the said Paul Ouellet, and Lise Caron, secretary, fille majeure, all three of St-Alexandre, county of Kamouraska, for the following purposes:

To carry on business as hardware dealers, builders and general contractors, under the name of "Paul Ouellet inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 380 common shares of \$100 each and 2,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at St-Alexandre, judicial district of Kamouraska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5303-66

P. C. Enterprises Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Peter Cobrin, merchant, 4645 St. Kevin, Montreal, Rhoda Cobrin, housewife, wife separate as to property of Edward Weinberg, 2092 Veniard, St-Laurent, and Rosalyn Cobrin, housewife, wife separate as to property of Leonard Frank, 463 Dunn, Laval, for the following purposes:

To carry on the business of a departmental store, under the name of "P. C. Enterprises Inc.", with a total capital stock of \$300,000, divided into 50,000 common shares of the par value of \$1 each, 150,000 class "A" preferred shares of the par value of \$1 each and 100,000 class "B" preferred shares of the par value of \$1 each.

Le siège social de la compagnie est 1416, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5285-66

Paesano Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Belleville, 200, ouest, rue St-Jacques, Robert Benoit, 5325, est, rue Jean-Talon, tous deux avocats, et Monique Léonard, secrétaire, fille majeure, 1980, est, boulevard St-Joseph, app. 5, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « Paesano Restaurant Inc. », avec un capital total de \$100,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 600 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5192, Côte des Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5060-66

Les Pharmacies Montrose inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Réal Favreau, pharmacien, 8994, rue Mauriac, St-Léonard, Marcel Favreau, policier, 6765, 19^e avenue, et Robert Juneau, pharmacien, 5374, Bellechasse, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme pharmaciens, sous le nom de « Les Pharmacies Montrose inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

5273-66

Les Placements Aldor inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Aldor Senneville, homme d'affaires, Cécile Gingras, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Aldor Senneville, tous deux de 8111, boulevard Yves-Prévost, et J.-Georges Rouleau, agent d'assurances, 7780, Place Blain, tous trois d'Anjou, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Les Placements Aldor inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 6,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 8111, boulevard Yves-Prévost, Anjou, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

5315-66

The head office of the company is at 1416 St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o

5285-66

Paesano Restaurant Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Marcel Belleville, 200 St. James Street West, Robert Benoit, 5325 Jean-Talon Street East, both advocates, and Monique Léonard, secretary, spinster of the full age of majority, 1980 St. Joseph Boulevard East, Apt. 5, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Paesano Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each and 600 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 5192 Côte des Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

5060-66

Les Pharmacies Montrose inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Réal Favreau, pharmacist, 8994 Mauriac St., St-Léonard, Marcel Favreau, policeman, 6765, 19th Ave., and Robert Juneau, pharmacist, 5374 Bellechasse, the two latter of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as pharmacists, under the name of "Les Pharmacies Montrose inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

5273-66

Les Placements Aldor inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aldor Senneville, businessman, Cécile Gingras, housewife, wife contractually separate as to property of the said Aldor Senneville, both of 8111 Yves-Prévost Blvd., and J.-Georges Rouleau, insurance agent, 7780 Place Blain, all three of Anjou, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Les Placements Aldor inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 6,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 8111 Yves-Prévost Blvd., Anjou, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

5315-66

Les Placements Boulanger inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Céline Trudeau, Jeanne Glushik, toutes deux secrétaires, filles majeures, et Jean Monet, avocat, tous trois de 1155, boulevard Dorchester ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de gestion et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Boulanger inc. », avec un capital total de \$800,000, divisé en 1,200 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 399,400 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 399,400 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 177, rue St-Louis, Warwick, district judiciaire d'Arthabaska.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5434-66

Les Placements Dusatrin inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Mario Du Mesnil, avocat, 426, boulevard Marie-Victorin, Roland Savignac, notaire, 1077, boulevard Marie-Victorin, tous deux de Boucherville, et Thérèse Trinque, secrétaire, veuve, 6893, rue Iberville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement et de portefeuille (holding), sous le nom de « Les Placements Dusatrin inc. », avec un capital total de \$25,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4912-66

Plouffe et Rioux inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Léon Plouffe, J.-Élias Rioux, tous deux hôteliers, et Lionel Ménard, marchand, tous trois de Senneterre, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, tavernes, auberges, restaurants, motels, cabarets, cafés, maisons de rafraichissements et maisons de rapport, sous le nom de « Plouffe et Rioux inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 7,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5270-66

Polyphone International inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966,

Les Placements Boulanger inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Céline Trudeau, Jeanne Glushik, both secretaries, spinsters of the full age of majority, and Jean Monet, advocate, all three of 1155 Dorchester Blvd. West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as a management and holding company, under the name of "Les Placements Boulanger inc.", with a total capital stock of \$800,000, divided into 1,200 common shares of a nominal value of \$1 each, 399,400 preferred "A" shares of a nominal value of \$1 each and 399,400 preferred class "B" shares of a nominal value of \$1 each.

The head office of the company is at 177 St-Louis St., Warwick, judicial district of Arthabaska.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5434-66

Les Placements Dusatrin inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Mario Du Mesnil, advocate, 426 Marie-Victorin Boulevard, Roland Savignac, notary, 1077 Marie-Victorin Boulevard, both of Boucherville, and Thérèse Trinque, secretary, widow, 6893 Iberville Street, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an Investment and holding company, under the name of "Les Placements Dusatrin inc.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4912-66

Plouffe et Rioux inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Léon Plouffe, J.-Élias Rioux, both hotel keepers, and Lionel Ménard, merchant, all three of Senneterre, for the following purposes:

To operate hotels, taverns, inns, restaurants, motels, night clubs, cafés, refreshment houses and apartment houses, under the name of "Plouffe et Rioux inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 7,500 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Senneterre, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5270-66

Polyphone International inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province,

constituant en corporation: Guy Belliveau, administrateur, Pierrette Roy, maîtresse de maison, épouse séparée de biens dudit Guy Belliveau, tous deux de 146, Breton, et André Desmarais, administrateur, 216, Desmarteau, tous trois de Laval, pour les objets suivants:

Faire affaires comme éditeurs, imprimeurs, graveurs et relieurs, sous le nom de « Polyphone International inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 75 actions classe « A » de \$10 chacune, 1,925 actions classe « B » de \$10 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie est 338, rue Cartier, Laval, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

18443-0

4842-66

Publications T. C. limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, avocat, 26, avenue Sunnyside, Réjane Laberge, avocate, épouse séparée de biens d'Émile Colas, 25, chemin Decasson, tous deux de Westmount, et Fernand Lalonde, avocat, 4902, avenue Roslyn, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs et relieurs, sous le nom de « Publications T. C. limitée », avec un capital divisé en 4,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

18443-0

5283-66

Quebec Food Distributors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Arthur Yanofsky, avocat, 5872, Ferncroft, Julius Briskin, avocat et conseil en Loi de la reine, 134, chemin Finchley, tous deux de Hampstead, et Grace Blackett, secrétaire, célibataire, 5622 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tomates en conserve, pois, blé d'inde, purée de tomates, pâte de tomates, marinade aux tomates et toutes sortes de fruits et légumes en conserve et leurs produits, sous le nom de « Quebec Food Distributors Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE,

18443

5344-66

Quebec Uranium Mining Corporation (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 13^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: William Albert Smith, administrateur, 41 est, avenue Glengrove, Toronto, dans la province d'Ontario,

incorporating: Guy Belliveau, administrator, Pierrette Roy, housewife, wife separate as to property of the said Guy Belliveau, both of 146 Breton, and André Desmarais, administrator, 216 Desmarteau, all three of Laval, for the following purposes:

To carry on business as editors, printers, engravers and book-binders, under the name of "Polyphone International inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 75 class "A" shares of \$10 each, 1,925 class "B" shares of \$10 each and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company is at 338 Cartier St., Laval, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

4842-66

Publications T. C. limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, advocate, 26 Sunnyside Avenue, Réjane Laberge, advocate, wife separate as to property of Émile Colas, 25 Decasson Road, both of Westmount, and Fernand Lalonde, advocate, 4902 Roslyn Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as printers, publishers, stationers, lithographers, engravers and binders, under the name of "Publications T. C. limitée", with a capital-stock divided into 4,000 shares without nominal value.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

5283-66

Quebec Food Distributors Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Arthur Yanofsky, advocate, 5872 Ferncroft, Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, both of Hampstead, and Grace Blackett, secretary, spinster, 5622 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in canned tomatoes, peas, corn, tomato puree, tomato paste, tomato catsup and any and every kind of canned fruits and vegetables or products thereof, under the name of "Quebec Food Distributors Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443-0

5344-66

Quebec Uranium Mining Corporation (No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: William Albert Smith, executive, 41 Glengrove Avenue East, Toronto, in the Province of Ontario, Martial Dumulon,

Martial Dumulon, prospecteur, 6000, rue Hunter, Pierrefonds, et Gilles de Billy, avocat et conseil en Loi de la reine, 1090, Moncton, Québec, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie minière, sous le nom de « Quebec Uranium Mining Corporation » (No Personal Liability), avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à suite 430, 100, d'Youville, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5397-66

R & J Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Michael Rusko, avocat, 3500, Mountain, Montréal, Louis Forget, étudiant en droit, 686, avenue Outremont, Outremont, et David Gregory, avocat, 218, Morrison, Mont Royal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de tissus et produits d'iceux de tous matériels que ce soit, sous le nom de « R & J Associates Inc. », avec un capital-actions divisé en 2,000 actions ordinaires sans valeur au pair et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 85, ouest, rue Jean-Talon, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 4605-66

Radio Maria-Chapdelaine, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 22e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean-Marie Duchaine, bijoutier, 538, boulevard Walberg, Laurent Tremblay, commis, 125, rue des Érables, tous deux de Dolbeau, Georges Villeneuve, notaire, 209, boulevard St-Michel, Mistassini, Louis-Ovide Bouchard, cultivateur, rang Nord, Normandin, et Jean-Charles Boucher, entrepreneur, Girardville, pour les objets suivants:

Exploiter des postes émetteurs et récepteurs de radio-diffusion et de TSF, sous le nom de « Radio Maria-Chapdelaine, inc. », avec un capital total de \$139,000, divisé en 990 actions ordinaires de \$100 chacune et en 4,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Dolbeau, district judiciaire de Roberval.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5063-66

Renfrew Realities Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Zavier W. Brown, agent d'immeubles, 9, Linwood Crescent, Edward Samuel Berger, avocat, et Martha Bent, secrétaire, fille majeure, ces deux derniers de 159, ouest, rue Craig, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

prospecteur, 6000 Hunter Street, Pierrefonds, and Gilles de Billy, advocate and Queen's Counsel, 1090 Moncton, Quebec, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Quebec Uranium Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at Room 430, 100 d'Youville, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5397-66

R & J Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Michael Rusko, advocate, 3500 Mountain, Montreal, Louis Forget, law student, 686 Outremont Avenue, Outremont, and David Gregory, advocate, 218 Morrison, Mount Royal, for the following purposes:

To deal in all kinds of fabrics and fabric products made of any material whatsoever, under the name of "R & J Associates Inc.", with a capital stock divided into 2,000 common shares without par value and 3,000 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company is at 85 Jean-Talon Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 4605-66

Radio Maria-Chapdelaine, inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean-Marie Duchaine, jeweller, 538 Walberg Blvd., Laurent Tremblay, clerk, 125 des Érables St., both of Dolbeau, Georges Villeneuve, notary, 209 St-Michel Blvd., Mistassini, Louis-Ovide Bouchard, farmer, North Range, Normandin, and Jean-Charles Boucher, contractor, Girardville, for the following purposes:

To operate radio-diffusion and radio transmitting and receiving stations, under the name of "Radio Maria-Chapdelaine, inc.", with a total capital stock of \$139,000, divided into 990 common shares of \$100 each and 4,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Dolbeau, judicial district of Roberval.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant-Secretary of the Province.

18443 5063-66

Renfrew Realities Corporation

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Zavier W. Brown, realtor, 9 Linwood Crescent, Edward Samuel Berger, advocate, and Martha Bent, secretary, fille majeure, the latter two of 159 Craig Street West, all three of Montreal, for the following purposes:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles, sous le nom de « Renfrew Realities Corporation », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443

5212-66

Résidence Ste-Marie

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 14^e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Albert Tremblay, médecin, 471, Montfort, Lionel Harvey, greffier, 619, St-Bernard, et Léo Tremblay, administrateur, La Ratière, tous trois de Jonquière, pour les objets suivants:

Administrer une maison de retraite pour les vieillards des deux sexes, sous le nom de « Résidence Ste-Marie ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$400,000.

Le siège social de la corporation est à Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

4235-66

Paul Roberge inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 23^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Géraldine Landry, secrétaire, fille majeure, 87, St-Jean-Baptiste, Marcel Crevier, avocat, 211, St-Jean-Baptiste, tous deux de Rimouski, et André-P. Casgrain, avocat, rue de la Sapinière, Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épiceries, viandes et vivres de toutes sortes, sous le nom de « Paul Roberge inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

5336-66

Rocheleau matériaux de construction inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Roger Rocheleau, vendeur, Lise Poirier, ménagère, épouse dudit Roger Rocheleau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de 367, Grande Côte, St-Eustache, et Serge Normand, étudiant, 6572, rue Jogues, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de matériaux de construction de toutes sortes, sous le nom de « Rocheleau matériaux de construction inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 800 actions ordinaires de \$50 chacune.

To carry on the business of a real estate company, under the name of "Renfrew Realities Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and 20,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443-o

5212-66

Résidence Ste-Marie

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: Dr. Albert Tremblay, physician, 471 Montfort, Lionel Harvey, clerk, 619 St-Bernard, and Léo Tremblay, administrator, La Ratière, all three of Jonquière, for the following purposes:

To administer a home for the aged of both sexes, under the name of "Résidence Ste-Marie".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$400,000.

The head office of the corporation is at Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

4235-66

Paul Roberge inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Géraldine Landry, secretary, fille majeure, 87 St-Jean-Baptiste, Marcel Crevier, advocate, 211 St-Jean-Baptiste, both of Rimouski, and André-P. Casgrain, advocate, de la Sapinière St., Notre-Dame-du-Sacré-Coeur, for the following purposes:

To carry on business dealing in food products, groceries, meat and supplies of all kinds, under the name of "Paul Roberge inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,500 common shares of \$10 each and 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at Rimouski, judicial district of Rimouski.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

5336-66

Rocheleau matériaux de construction inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Roger Rocheleau, salesman, Lise Poirier, housewife, wife of the said Roger Rocheleau, and duly authorized by him for these presents, both of 367 Grande Côte, St-Eustache, and Serge Normand, student, 6572 Jogues St., Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of buildings materials, under the name of "Rocheleau matériaux de construction inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 800 common shares of \$50 each.

Le siège social de la compagnie est à St-Eustache, district judiciaire de Terrebonne.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5275-66

Rosemont Carpet Service Ltd.
Service de Carpette Rosemont Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Walter Siedlak, commerçant, Thérèse Drouin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Walter Siedlak, tous deux de 5881, 4e Avenue, et Alzire Paquet, contremaître, 6555, 9e Avenue, app. 2, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tapis, tuiles, prélatrs, draperies, meubles ou toutes marchandises servant à couvrir les planchers, les murs et les plafonds, sous le nom de « Rosemont Carpet Service Ltd.—Service de Carpette Rosemont Itée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 5881, 4e Avenue, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4966-66

St. Michel Floor Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Bruno Pateras, 11818, Frigon, Montréal, Yvan Macerola, 2805, Marquette, James Galileo, 1607, Massenet, tous deux de Laval, et John Farrera, 590, Hillside, Beaconsfield, tous quatre avocats, pour les objets suivants:

Exploiter des carrières de marbre et de terrazzo et faire le commerce de matériaux de construction, accessoires et outillage, sous le nom de «St. Michel Floor Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11019, Georges-Pichette, Montréal Nord, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5253-66

Salubrité de Hull Itée
Hull Sanitation Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 16e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Fernand Lemieux, marchand, 84, rue des Oliviers, Jacques Lemieux, restaurateur, 50, rue Chouinard, et Bernard Croteau, comptable, 84, rue Brady, tous trois de Hull, pour les objets suivants:

Commerce de transport, d'entreposage, de buanderie, de bois et d'articles en tout ou en partie de bois, sous le nom de « Salubrité de Hull Itée — Hull Sanitation Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

The head office of the company is at St-Eustache, judicial district of Terrebonne.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5275-66

Rosemont Carpet Service Ltd.
Service de Carpette Rosemont Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Walter Siedlak, trader, Thérèse Drouin, housewife, wife separate as to property of said Walter Siedlak, both of 5881, 4th Avenue, and Alzire Paquet, foreman, 6555, 9th Avenue, apt. 2, all three of Montreal, for the following purposes:

To deal in carpets, tiles, linoleums, draperies, furniture or all goods used as floor wall and ceiling coverings, under the name of "Rosemont Carpet Service Ltd.—Service de Carpette Rosemont Itée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 5881, 4th Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4966-66

St. Michel Floor Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Bruno Pateras, 11818 Frigon, Montreal, Yvan Macerola, 2805 Marquette, James Galileo, 1607 Massenet, both of Laval, and John Farrera, 590 Hillside, Beaconsfield, all four lawyers, for the following purposes:

To operate terrazzo and marble quarries and to deal in building materials, supplies and equipment, under the name of "St. Michel Floor Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 11019 Georges-Pichette, Montreal North, judicial district of Montréal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5253-66

Salubrité de Hull Itée
Hull Sanitation Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Fernand Lemieux, merchant, 84 des Oliviers Street, Jacques Lemieux, restaurateur, 50 Chouinard Street, and Bernard Croteau, accountant, 84 Brady Street, all three of Hull, for the following purposes:

Business of transportation, warehousing, laundry, wood and articles in all or in part made of wood, under the name of "Salubrité de Hull Itée — Hull Sanitation Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie est à Hull, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4709-66

Schwartzbaum Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Israel Schwartzbaum, marchand, Esther Schwartzbaum, ménagère, épouse dudit Israel Schwartzbaum, tous deux de 5670, Clanranald, Montréal, et Sam Borzykowski, marchand, 1857, St-Germain, St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fourrure, sous le nom de « Schwartzbaum Fur Co. Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 30,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1449, rue St-Alexandre, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5178-66

Servico Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, l'administrateur du gouvernement de la province a accordé des lettres patentes, en date du 17^e jour d'octobre 1966, constituant en corporation: Robert Paradis, industriel, 2820, rue Dumas, Gilles de Billy, avocat et conseil en Loi de la reine, 1090, rue Moncton, et Raymond Lambert, comptable, 430, rue Learmonth, tous trois de Québec, pour les objets suivants:

Agir comme garagistes et exercer le commerce de toutes sortes d'automobiles, moteurs, engins, machines, carburateurs, accessoires et pièces, sous le nom de « Servico Limited », avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 100, d'Youville, suite 430, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5398-66

Thomas G. Stock inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Thomas G. Stock, courtier en assurances, Suzanne Cardinal, ménagère, épouse dudit Thomas G. Stock, tous deux de 1500, Beauséjour, Sherbrooke, et Rita Stock, secrétaire, fille majeure, 1402, Maisonnette, Magog, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers et agents en assurance, sous le nom de « Thomas G. Stock inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5073-66

The head office of the company is at Hull, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4709-66

Schwartzbaum Fur Co. Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Israel Schwartzbaum, merchant, Esther Schwartzbaum, housewife, wife of the said Israel Schwartzbaum, both of 5670 Clanranald, Montreal, and Sam Borzykowski, merchant, 1857 St-Germain, St-Laurent, for the following purposes:

To carry on a fur business, under the name of "Schwartzbaum Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 10,000 common shares of a par value of \$1 each and 30,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company is at 1449 St. Alexander Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5178-66

Servico Limited

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of October, 1966, have been issued by the Administrator of the Government of the Province, incorporating: Robert Paradis, industrial, 2820 Dumas Street, Gilles de Billy, advocate and Queen's Counsel, 1090 Moncton Street, and Raymond Lambert, accountant, 430 Learmonth Street, all three of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as garage-keepers and to deal in all kinds of automobiles, motors, engines, machines, carburetors, accessories and parts, under the name of "Servico Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company is at 100 d'Youville, Room 430, Quebec, judicial district of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5398-66

Thomas G. Stock inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Thomas G. Stock, insurance broker, Suzanne Cardinal, housewife, wife of said Thomas G. Stock, both of 1500 Beauséjour, Sherbrooke, and Rita Stock, secretary, fille majeure, 1402 Maisonnette, Magog, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers and agents, under the name of "Thomas G. Stock inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 50 common shares of \$100 each and 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5073-66

Super Marché Lauzon inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 9e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean Gagnon, 715, rue Closse, St-Lambert, Guy Dupré, 160, avenue Pagnuelo, tous deux avocats, et Jules Dupré, avocat et conseil en Loi de la reine, 160, avenue Pagnuelo, ces deux derniers d'Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands généraux, fabricants, agents, courtiers et entrepreneurs publics, sous le nom de « Super Marché Lauzon inc. », avec un capital total de \$75,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de \$1 chacune et en 650 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est 180, rue Marguerite-Bourgeois, Joliette, district judiciaire de Joliette.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 5062-66

Terrim inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Jean Lambert, courtier, 10, du Havre, M, l'abbé Roland Durand, prêtre, 1895, de la Canardière, Roger St-Hilaire, analyste de ventes, 1535, de la Vérendrye, Roger Garneau, avocat, 6, Terrasse Dufferin, tous quatre de Québec, et Edouard Atkins, représentant de ventes, 1355, William, Sillery, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placement, sous le nom de « Terrim inc. », avec un capital divisé en 8,000 actions ordinaires sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 5281-66

Topgrade Products Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Donald W. Seal, 371, Alexis-Nihon, Gary Moscovitz, 260, St-Aubin, tous deux de St-Laurent, et David Goldenblatt, 7925, Kingsley, Côte St-Luc, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits, articles et marchandises, sous le nom de « Topgrade Products Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 27, 1er avenue, Windsor Mills, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443 5278-66

**Travel Sporting Club Inc.
Club Sport Voyages inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres

Super Marché Lauzon inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Gagnon, 715 Closse Street, St-Lambert, Guy Dupré, 160 Pagnuelo Avenue, both advocates, and Jules Dupré, advocate and Queen's counsel, 160 Pagnuelo Avenue, the latter two of Outremont, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, manufacturers, agents, brokers and public warehousemen, under the name of "Super Marché Lauzon inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 10,000 common shares of \$1 each and 650 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company is at 180 Marguerite-Bourgeois Street, Joliette, judicial district of Joliette.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 5062-66

Terrim inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Jean Lambert, broker, 10 du Havre, Father Roland Durand, priest, 1895 de la Canardière, Roger St-Hilaire, sales analyst, 1535 de la Vérendrye, Roger Garneau, advocate, 6 Terrasse Dufferin, all four of Québec, and Edouard Atkins, sales representative, 1355 William, Sillery, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Terrim inc.", with a capital stock divided into 8,000 common shares of no nominal value.

The head office of the company is at Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 5281-66

Topgrade Products Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Donald W. Seal, 371 Alexis-Nihon, Gary Moscovitz, 260 St. Aubin, both of St-Laurent, and David Goldenblatt, 7925 Kingsley, Côte St-Luc, all three attorneys, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise, under the name of "Topgrade Products Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company is at 27, 1st Avenue, Windsor Mills, judicial district of St-François.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443-0 5278-66

**Travel Sporting Club Inc.
Club Sport Voyages inc.**

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued

patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Raymond Lanctôt, marchand, 4209, rue Bréboeuf, Gaétan Lussier, comptable, 2065, rue Sauriol est, tous deux de Montréal, et Jean-Paul Rouleau, comptable, 240, rue Pigeon, Beloeil, pour les objets suivants:

Exploiter une agence de voyages et de transport, sous le nom de « Travel Sporting Club Inc.—Club Sport Voyages inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$1 chacune, 2,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur nominale de \$1 chacune et en 370 actions privilégiées classe « B » d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 5196-66

La Tribune (1966) Itée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Christophe-Antoine Geoffrion, 26, avenue Sunnyside, Réjane Laberge, épouse séparée de biens d'Émile Colas, 25, chemin Decasson, tous deux de Westmount, Pierre Taschereau, 3797, avenue Marlowe, Raymond-G. Décary, 5614, rue Canterbury, Fernand Lalonde, 4902, avenue Roslyn, Jean Guy, 5400, De Louisbourg, tous quatre de Montréal, et Claude-E. Leduc, 105, avenue Beverley, Mont-Royal, tous sept avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, éditeurs, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs et libraires, sous le nom de « La Tribune (1966) Itée », avec un capital divisé en 4,000 actions sans valeur nominale.

Le siège social de la compagnie est à Sherbrooke, district judiciaire de St-François.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 5282-66

Troilus Mines Limited (No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minière, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: John Terrence Flanagan, 107, nord, 4^e avenue, John McAdam, fils, 152, nord, 4^e avenue, tous deux géologues consultants, Léon Bouchard, 435, 1^{ère} rue, Antoine Lessard, B.P. 509, tous deux prospecteurs, tous quatre de Chibougamau, John Cerini, avocat et conseil en Loi de la reine, 4628, avenue Kensington, Herbert C. Salmon, avocat, 3524, avenue Northcliffe, tous deux de Montréal, et Robert L. Jamieson, avocat et conseil en Loi de la reine, 15, Westwood Drive, Pointe-Claire, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie minière, sous le nom de « Troilus Mines Limited » (No Personal Liability), avec un capital total de \$6,000,000, divisé en 6,000,000 d'actions ordinaires de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 505, 3^e rue Chibougamau, district judiciaire d'Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443 5345-66

by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Raymond Lanctôt, merchant, 4209 Bréboeuf, Street Gaétan Lussier, accountant, 2065 Sauriol East, Street, both of Montreal, and Jean-Paul Rouleau, accountant, 240 Pigeon Street, Beloeil, for the following purposes:

To operate a travel and transport agency, under the name of "Travel Sporting Club Inc.—Club Sport Voyages inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$1 each, 2,000 class "A" preferred shares of a nominal value of \$1 each and 370 class "B" preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5196-66

La Tribune (1966) Itée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Christophe-Antoine Geoffrion, 26 Sunnyside Ave., Réjane Laberge, wife separate as to property of Émile Colas, 25 Decasson Road, both of Westmount, Pierre Taschereau, 3797 Marlowe Ave., Raymond-G. Décary, 5614 Canterbury St., Fernand Lalonde, 4902 Roslyn Ave., Jean Guy, 5400 De Louisbourg, all four of Montreal, and Claude-E. Leduc, 105 Beverley Ave., Mount-Royal, all seven advocates, for the following purposes:

To carry on business as printers, editors, paper-makers, lithographers, engravers, book-binders and librarians, under the name of "La Tribune (1966) itée", with a capital stock divided into 4,000 shares of no nominal value.

The head office of the company is at Sherbrooke, judicial district of St. Francis.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5282-66

Troilus Mines Limited (No Personal Liability)

Notice is given that under the provisions of the Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: John Terrence Flanagan, 107, 4th Avenue North, John McAdam, junior, 152, 4th Avenue North, both consulting geologists, Léon Bouchard, 435, 1st Street, Antoine Lessard, P.O. Box 509, both prospectors, all four of Chibougamau, John Cerini, advocate and Queen's Counsel, 4628 Kensington Avenue, Herbert C. Salmon, advocate, 3524 Northcliffe Avenue, both of Montreal, and Robert L. Jamieson, advocate and Queen's Counsel, 15 Westwood Drive, Pointe-Claire, for the following purposes:

To carry on the business of a mining company, under the name of "Troilus Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$6,000,000, divided into 6,000,000 common shares of \$1 each.

The head office of the company is at 505, 3rd Street, Chibougamau, judicial district of Abitibi.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-0 5345-66

Van's Travel Consulting Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 3250, Forest Hill, app. 301, Montréal, Harriet Shulkin, secrétaire, épouse séparée de biens de Léonard Waghelstein, 4200, Bouchette, app. 28, Montréal, et Martine de Pooter, secrétaire, fille majeure, 947, rue Boissy, app. « A », St-Lambert, pour les objets suivants: Exercer les affaires d'une agence et d'un bureau de voyages, sous le nom de « Van's Travel Consulting Service Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 20,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est 1, place Ville Marie, suite 2335, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443 5290-66

**Viandes Greber Itée
Greber Meat Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 19e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Marcel Tassé, homme d'affaires, Murielle Tassé, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Tassé, tous deux de Algonquin Drive, Lucerne, et Michel Pharand, avocat, 33, Jolicoeur, Hull, pour les objets suivants:

Faire le commerce de produits alimentaires, épicerie, viandes, volailles, vivres d'éleveurs de toutes sortes, sous le nom de « Viandes Greber Itée — Greber Meat Ltd. », avec un capital divisé en 3,000 actions ordinaires sans valeur nominale et en 3,900 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Pointe-Gatineau, district judiciaire de Hull.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4427-66

Vieille Maison Chez-Nous inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 21e jour de décembre 1966, constituant en corporation sans capital-actions: René Savard, industriel, 151, rue Giroux, Marcel Boutet, 2, rue St-Louis, Marc-Antoine Lemieux, 30, rue Fortier, tous deux comptables, Yvette Savard, ménagère, épouse de Bernard Doré, 149, rue Giroux, Pierrette Savard, ménagère, épouse de Louis-Georges Parent, 154, rue Giroux, tous cinq de Loretteville, et Gilles Gauvreau, vendeur, 262, 53e rue ouest, Charlesbourg, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de culture et de loisirs, sous le nom de « Vieille Maison Chez-Nous inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que peut acquérir et posséder la corporation, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation est à Loretteville, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4205-66

Van's Travel Consulting Service Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 3250 Forest Hill, Apt. 301, Montreal, Harriet Shulkin, secretary, wife separate as to property of Léonard Waghelstein, 4200 Bouchette, Apt. 28, Montreal, and Martine de Pooter, secretary, spinster of the full age of majority, 947 Boissy Street, Apt. "A", St-Lambert, for the following purposes:

To carry on the business of a travel bureau and travel agency, under the name of "Van's Travel Consulting Service Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and 20,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company is at 1 Place Ville Marie, Suite 2335, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443-o 5290-66

**Viandes Greber Itée
Greber Meat Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of December 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Tassé, businessman, Murielle Tassé, housewife, wife separate as to property of said Marcel Tassé, both of Algonquin Drive, Lucerne, and Michel Pharand, advocate, 33 Jolicoeur, Hull, for the following purposes:

To deal in food products, groceries, meats, poultry, all kinds of food from breeders, under the name of "Viandes Greber Itée — Greber Meat Ltd.", with a capital-shares divided into 3,000 common shares without nominal value and 3,900 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Pointe-Gatineau, judicial district of Hull.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 4427-66

Vieille Maison Chez-Nous inc.

Notice is given that under Part III of the Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate a corporation without share capital: René Savard, industrialist, 151 Giroux Street, Marcel Boutet, 2 St-Louis Street, Marc-Antoine Lemieux, 30 Fortier Street, both accountants, Yvette Savard, housewife, wife of Bernard Doré, 149 Giroux Street, Pierrette Savard, housewife, wife of Louis-Georges Parent, 154 Giroux Street, all five of Loretteville, and Gilles Gauvreau, salesman, 262, 53rd Street West, Charlesbourg, for the following purposes:

To establish and manage a recreational and culture center, under the name of "Vieille Maison Chez-Nous inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may acquire and own is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation is at Loretteville, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 4205-66

Jerry Yates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 15^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Ann Yates, ménagère, épouse de Jerry Yates, 5724, rue Léger, Lawrence Glazer, étudiant, 7920, Kingsley, tous deux de Côte St-Luc, Susan Argintaru, secrétaire, célibataire, 3440, Place Decelles, et André Lalonde, commis, 6022, St-André, ces deux derniers de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements et d'articles vestimentaires, sous le nom de « Jerry Yates Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune, 3,250 actions privilégiées première catégorie d'une valeur au pair de \$10 chacune et 2,500 actions privilégiées seconde catégorie d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5217-66

Jerry Yates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Ann Yates, housewife, wife of Jerry Yates, 5724 Leger Street, Lawrence Glazer, student, 7920 Kingsley, both of Côte St-Luc, Susan Argintaru, secretary, spinster, 3440 Decelles Place, and André Lalonde, clerk, 6022 St-André, the latter two of Montreal, for the following purposes:

To deal in clothing and wearing apparel, under the name of "Jerry Yates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 5,000 common shares of the par value of \$1 each, 3,250 first preferred shares of the par value of \$10 each and 2,500 second preferred shares of the par value of \$1 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-0

5217-66

Gilbert Young & Associates Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 20^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Gilbert M. Young, ingénieur, 2162, chemin Rockland, Mont Royal, Baruch Pollack, 6085, De Vimy, et Aaron Pollack, 1827 avenue Nord, ces deux derniers avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Agir en qualité de consultants pour des entreprises commerciales et industrielles, organisations scientifiques dans la préparation de plans pour usine d'épuration de l'eau, sous le nom de « Gilbert Young & Associates Inc. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443

5287-66

Gilbert Young & Associates Inc.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Gilbert M. Young, engineer, 2162 Rockland Road, Mount Royal, Baruch Pollack, 6085 De Vimy, and Aaron Pollack, 1827 North Avenue, the latter two advocates, of Montreal, for the following purposes:

To act as consultants for commercial enterprises and industrial or scientific organizations in the designing of water purification plants, under the name of "Gilbert Young & Associates Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443-0

5287-66

Les 3-As limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 27^e jour de décembre 1966, constituant en corporation: Aroldo Baratto, 11066, rue Wilfrid-St-Louis, Armando Mariz, 10945, boulevard Plaza, tous deux de Montréal-Nord, et André Fabry, 794, rue St-Michel, Jacques-Cartier, tous trois industriels, pour les objets suivants:

Faire le commerce de pâtes alimentaires, épicerie, viandes, volailles, ainsi que toutes les matières brutes qui servent à leur fabrication, sous le nom de « Les 3-As limitée », avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 221, chemin de la Côte Vertu, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0

5348-66

Les 3-As limitée

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Aroldo Baratto, 11066 Wilfrid-St-Louis St., Armando Mariz, 10945 Plaza Blvd., both of Montreal-North, and André Fabry, 794 St-Michel St., Jacques-Cartier, all three industrialists, for the following purposes:

To carry on business dealing in products made of Italian paste, groceries, meat, poultry as well as in all unrefined materials used in their making, under the name of "Les 3-As limitée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company is at 221 Côte Vertu Road, St-Laurent, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443

5348-66

4-Seasons Drive-In Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes, en date du 4e jour de novembre 1966, constituant en corporation: Dino Komis, homme d'affaires, 4657, rue Jeanne-Mance, Emil Shewchuk, constructeur, 6590, 40e avenue, tous deux de Montréal, et Gérard Bourbonnière, notaire, 9101, rue Airlie, LaSalle, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de restaurateurs, sous le nom de « 4-Seasons Drive-In Ltd. », avec un capital total de \$40,000, divisé en 3,200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie est 11990, rue LaChapelle, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443 4460-66

Pensionnat de l'Enfant-Jésus

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 1er décembre 1966, constituant en corporation le « Pensionnat de l'Enfant-Jésus ».

Le siège social de la corporation est situé en le village de Vallée-Jonction.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18480-0 20-66 — 1349/91

Institut La Mennais

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des évêques catholiques romains, Statuts refondus, 1964, chapitre 304, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province, des lettres patentes, en date du 1er décembre 1966, constituant en corporation l'« Institut La Mennais ».

Le siège social de la corporation est situé en la municipalité de paroisse de Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18507-0 21-66 — 1349/90

4-Seasons Drive-In Ltd.

Notice is given that under Part I of the Companies Act, letters patent, bearing date the 4th day of November, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province, incorporating: Dino Komis, businessman, 4657 Jeanne-Mance Street, Emil Shewchuk, builder, 6590, 40th Avenue, both of Montreal, and Gérard Bourbonnière, notary, 9101 Airlie Street, LaSalle, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "4-Seasons Drive-In Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 3,200 common shares of the par value of \$10 each and 800 preferred shares of the par value of \$10 each.

The head office of the company is at 11990 Lachapelle Street, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443-0 4460-66

Pensionnat de l'Enfant-Jésus

Notice is given that, in virtue of the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, the Lieutenant-Governor of the Province has granted letters patent dated December 1, 1966, incorporating the "Pensionnat de l'Enfant-Jésus".

The head office of the corporation is situated in the village of Vallée-Jonction.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18480 20-66 — 1349/91

Institut La Mennais

Notice is hereby given that in pursuance to the Roman Catholic Bishops Act, Revised Statutes, 1964, chapter 304, the Lieutenant-Governor of the Province has granted letters patent dated December 1, 1966, incorporating "Institut La Mennais".

The head office of the corporation is situated in the municipality of the parish of Sainte-Germaine-du-Lac-Etchemin.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18507 21-66 — 1349/90

Lettres patentes supplémentaires

**La cie de Gestion Intra ltée
Intra Holding Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies, le lieutenant-gouverneur de la province a accordé des lettres patentes supplémentaires en date du 5e jour de décembre 1966, à la compagnie « La cie de Gestion Intra ltée — Intra Holding Co. Ltd. », modifiant les dispositions de ses lettres patentes.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443 3986-66 — 1347/74

Supplementary Letters Patent

**La cie de Gestion Intra ltée
Intra Holding Co. Ltd.**

Notice is given that, under Part I of the Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 5th day of December, 1966, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to "La cie de Gestion Intra ltée — Intra Holding Co. Ltd.", modifying the provisions of its letters patent.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443 3986-66 — 1347/74

Vente d'effet non-réclamés

Canadian Pacific Railway Company

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant la premier jour de mars 1966, et non réclamés aux bureau de la Canadian Pacific Railway Company, seront

Sale of Unclaimed Baggage

Canadian Pacific Railway Company

Notice is hereby given that all baggage received prior to the first day of March 1966, and still remaining unclaimed in the offices of Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public

vendus aux enchères par Fraser Brothers (Canada) Limited, 4950 de la Savane, ville Mont-Royal, à DIX heures de l'avant-midi, LUNDI, le 20 MARS 1967, conformément à la loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que lesdits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 16 janvier, 1967.
Canadian Pacific Railway Company,
Par le Gérant du Service des Postes et Bagages,
18140-3-6-o W. G. WRIGHT.

auction to the highest bidder by Fraser Brothers (Canada) Limited, auctioneers, at 4950 de la Savane, town of Mount Royal, at TEN o'clock in the forenoon, on MONDAY, MARCH 20, 1967, under the authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 16, 1967.
Canadian Pacific Railway Company,
Per: W. G. WRIGHT,
18140-3-6-o Manager, Mail and Baggage Traffic.

Ventes pour taxes

Municipalité du comté de Montcalm

Erratum

Laurentian Hunt et Country Club Inc. - Superficie: 430720, No de lot et de cadastre: pt. 20A, rang: 4, canton de Rawdon. Taxes scolaires: \$236.00. Total: \$236.00.

Ce nom a été publié en regard du lot partie 11A, rang 4, alors qu'il aurait dû l'être en regard du lot partie 20A, rang 4, c'est-à-dire comme ci-dessus indiqué.

18419-6-2-o *Le Secrétaire,*
VIATEUR CADIEUX.

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Dorothée village dans le comté de Laval

Erratum

Dans les avis de vente pour taxes de la municipalité scolaire ci-haut mentionnée, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 21 janvier 1967 à la page 471 et du 28 janvier 1967 à la page 780, il faudrait ajouter le paragraphe suivant:

L'énumération abrégée des parties des cadastres mentionnés dans ces deux avis fut autorisée par la Commission Municipale de Québec le 20 décembre 1966.

Donné à Ste-Dorothée, ville de Laval, ce 3e jour de février 1967.

18415-6-2-o *Le Secrétaire-trésorier,*
GUY BIGRAS.

Municipalité du comté du Lac St-Jean-Est

Avis public est par les présentes donné, que conformément aux dispositions du code municipal de la province de Québec, et au règlement numéro soixante de ce conseil de comté, adopté le 10 septembre 1947, et approuvé par l'honorable ministre des Affaires Municipales, les propriétés ci-dessous décrétées, seront vendues pour taxes, à l'Hôtel de Ville d'Alma, (Salle du Conseil), MERCREDI le VINGT-SIXIÈME jour d'AVRIL 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

Cette vente comprendra les bâtiments érigés sur les terrains mis en vente, s'il en existe alors:

Vendu contre:

Sales for Taxes

Municipality of the county of Montcalm

Erratum

Laurentian Hunt and Country Club Inc. - Area: 430720, No. of lot and of cadaster: P. 20A, range: 4, township of Rawdon. School Taxes: \$236.00. Total: \$236.00.

This name has been published opposite lot Part 11A, range 4, when it should have been opposite lot part 20A, range 4, that is as above-mentioned.

18419-6-2-o VIATEUR CADIEUX,
Secretary.

The school commissioners for the municipality of Ste-Dorothée Village in the county of Laval

Erratum

In the notice of sale for taxes for School municipality above mentioned published in the *Quebec Official Gazette* of January the 21st, 1967 on page 471 and of January the 28th, 1967 on page 780 the following paragraph should have been inserted:

The abridged enumeration of the said parts of cadastres herein mentioned were authorized by the Quebec Municipal Commission on December the 20th 1966.

Given at Ste-Dorothée, town of Laval, this 3rd day of February 1967.

18415-6-2-o GUY BIGRAS,
Secretary-Treasurer.

Municipality of the county of Lake Saint-John East

Public notice is hereby given that, pursuant to the provisions of the municipal code of the Province of Quebec and to by-law number sixty of this county council, adopted on September 10, 1947, and approved by the Honourable Minister of Municipal Affairs, the properties hereinafter described will be sold for taxes, in the Town Hall of Alma (Council Room), on WEDNESDAY, the TWENTY-SIXTH day of APRIL, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

This sale will include the buildings erected on the lands to be offered in sale, if any exist at the time:

Sold against:

Nom du propriétaire Name of owner	Lot	Rang Range	Cadastre Canton Cadaster Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Aqued. Vidang. Église Aqued. Garbag. Church	Divers Int. frais Recher. Various Int. costs Resear.
Maurice Pilote.....	P.S. 4.....	A.....	Taillon.....	\$ 16.30	\$ 96.87	.....	.....

Un chalet appartenant à M. Maurice Pilote et situé sur la partie sud du lot 4, rang A, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu; le terrain appartenant à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie.

A cottage belonging to Mr. Maurice Pilote and situated on the south part of lot 4, Range A, township of Taillon. Only the cottage is to be sold, the land belonging to the Fabrique of St-Coeur-de-Marie.

Nom du propriétaire Name of owner	Lot	Rang Range	Cadastre Canton Cadastrer Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes secol. School taxes	Aqued. Vidang. Eglise Aqued. Garbag. Church	Divers Int. frais Recher. Various Int. costs Resear.
Charles-Henri Gagnon Un chalet appartenant à M. Charles-Henri Gagnon, situé sur la partie sud du lot 4, rang A, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu; le terrain appartenant à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie.	P.S. 4	A	Taillon	\$ 9.98	\$ 60.90		
Roméo Néron Un chalet appartenant à M. Roméo Néron, situé sur la partie sud du lot 4, rang A, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu; le terrain appartenant à la Fabrique de St-Coeur-de-Marie.	P.S. 4	A	Taillon	6.45	29.48		
Rudolphe Taboury Un terrain-emplacement, sis et situé en la paroisse de St-Henri-de-Taillon, dans le comté du Lac St-Jean, mesurant soixante-cinq pieds de front ou largeur par cent cinquante pieds de profondeur, sans bâtisse, faisant partie du lot numéro quinze-A (Ptie 15-A), du cadastre pour le deuxième rang du canton de Taillon, borné en front au chemin public, en arrière à la profondeur et d'un côté par le vendeur et de l'autre côté par Gérard Gaudreault. Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées suivant titre enregistré.	P. 15a	2	Taillon	10.55	19.69		
Mme-Mrs. veuve-widow J. Euclide Larouche Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-six (36) du rang quatre (4) au cadastre officiel du canton de Taillon.	36	4	Taillon	2.00	2.86		
Mme-Mrs. J. Aimé Larouche Un chalet construit sur partie du lot 5, du rang 8, canton Taillon. Le chalet seul doit être vendu.	P. 5	8	Taillon	1.50	10.96		
Gaston Riendeau Un terrain faisant partie du lot numéro vingt-cinq-A-quarante-trois (25-A-43), du septième rang (7), du canton Taillon, borné comme suit: au nord, par Charles-Gagnon; à l'est, par le terrain appartenant à M. Johnny Côté, au sud, par une rue projetée, et à l'ouest par la rue Côté, le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.	25	7	Taillon	7.00	49.72	\$ 68.00	
Aurélien St-Gelais Le lot de terre connu et désigné sous le numéro trente-quatre-A-soixante (34-A-60), du rang six (6), au cadastre officiel du canton Taillon. Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.	34	6	Taillon	41.00	281.04	32.00	
Alvin T. Cosgrove Adélar St-Gelais Un emplacement situé à Ste-Monique faisant partie du lot vingt-huit (P. 28) du rang six (6), aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton Taillon; lequel terrain mesure 50 pieds de front par 100 pieds de profondeur, borné en front au nord au chemin public, des autres côtés au résidu du lot, avec bâtisses et dépendances. Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.	32-B P. 28	6 6	Taillon Taillon	3.00 2.00	8.61 7.89		
Mme-Mrs. Xavier Potvin La juste demie est du lot de terre connu et désigné sous le numéro un du septième rang du cadastre du canton Caron, de la contenance d'environ cent acres en superficie, bornée comme suit: vers le nord au sixième rang, au sud au huitième rang, joignant à l'est du canton Mésey, et à l'ouest au résidu dudit lot numéro un.	P. 1	7	Caron	15.20	37.82		\$ 5.35
Edmour Brassard Un terrain-emplacement, lying and situated in the parish of St-Henri-de-Taillon, in the county of Lake St. John, measuring sixty-five in front or in width by one hundred and fifty feet in depth, without buildings, forming part of lot number fifteen-A (P. 15-A), in the cadaster for the second range of the township of Taillon, bounded in front by the public road, in the rear, in depth and on one side by the vendor, and on the other side by Gérard Gaudreault. Save to be withdrawn, if necessary, the servitudes ceded according to registered deed.	P. 1	4	Mésey	6.03	15.08		4.89

Le quart est du lot de terre numéro un ($\frac{1}{4}$ est 1), du cadastre pour le quatrième rang du canton de Méty, de vingt-deux acres en superficie, sans bâtisse, borné au nord à la ligne de division des rangs trois et quatre du canton de Méty, au sud au cinquième rang à l'ouest au reste du lot appartenant à Edmond Paradis ou représentants, et à l'est au lot numéro deux.

The east quarter of lot number one (east $\frac{1}{4}$ of 1), in the cadaster of the fourth Range of the township of Méty, having an area of twenty-two acres, without buildings, bounded on the north by the division line between Ranges three and four in the township of Méty, on the south by the fifth Range, on the west by the remainder of the lot belonging to Edmond Paradis or representatives, and on the east by lot number two.

Nom du propriétaire Name of owner	Lot	Rang Range	Cadastré Canton Cadaster Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Aqued. Vidang. Église Aqued. Garbag. Church	Divers Int. frais Keeher. Various Int. costs Resear.
Paul-Émile Côté.....	P. 5.....	3.....	Méty.....	\$14.58	\$36.58	.....	\$ 5.60
La juste demie est du lot de terre connu et désigné sous le numéro cinq ($\frac{1}{2}$ est 5), du cadastre pour le troisième rang est du canton de Méty, dans le comté du Lac St-Jean-est, avec le camp dessus construit, et toutes ses appartenances et dépendances.			The exact east half of the lot of land known and designated under number five (east $\frac{1}{2}$ of 5), in the cadaster for the third range east of the township of Méty, in the county of Lake St-John-East, with the camp built thereon, and all appurtenances and dependencies.				
Rémi Plourde.....	P. 13.....	5.....	Caron.....	21.06	31.25	.....	4.07
Le lot de terre connu et désigné sous le numéro treize (13), rang cinq au cadastre officiel du canton de Caron.			The lot of land known and designated under number thirteen (13), Range five, in the official cadaster of the township of Caron.				
Paul-Henri Tremblay.....	P. 12.....	6.....	Caron.....	20.87	49.56	.....	5.84
Le quart ouest du lot de terre maintenant connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Caron sous le numéro douze ($\frac{1}{4}$ ouest No 12), du rang six (6), dudit canton, et est ainsi borné: au nord au rang 5; au sud au rang 7, à l'ouest au lot No 13 rang 6 à l'est à la partie est dudit lot dont elle fait partie, avec le camp dessus construit.			The west quarter of the lot of land now known and designated on the official plan and in the book of reference of the cadaster of the township of Caron under number twelve (west $\frac{1}{4}$ of No. 12), on Range six (6) in the said township, and bounded thus: on the north by Range 5, on the south by Range 7, on the west by lot No. 13, Range 6, and on the east by the east part of the said lot or which it forms part; with the camp built thereon.				
Almas Bilodeau.....	P. 20-B, $\frac{1}{2}$ O.-W.....	6.....	Caron.....	58.35	148.89	.....	14.50
Un terrain, mesurant environ un arpent de largeur sur la profondeur du lot, étant et comprenant la demie est du lot de terre connu et désigné sous le numéro vingt-B ($\frac{1}{2}$ est 20-B), du sixième rang du cadastre du canton de Caron, de la contenance d'environ vingt-cinq acres en superficie, borné comme suit: vers le nord au cinquième rang au sud au septième rang, joignant à l'est au lot vingt-A et à l'ouest au résidu dudit lot vingt-B.			A lot of land measuring approximately one arpent in width by the depth of the lot, being and comprising the east half of the lot of land known and designated under number twenty-B (east $\frac{1}{2}$ of 20-B), on the sixth Range in the cadaster of the township of Caron, having an area of approximately twenty-five acres, bounded as follows: on the north by the fifth range, on the south by the seventh Range, joining lot twenty-A on the east, and on the west by the remainder of said lot twenty-B.				
Eugène Simard.....	P. 12.....	6.....	Caron.....	2.59	6.67	.....	3.41
Une terre à bois, située dans ladite paroisse de Ste-Croix, de la contenance de deux arpents de largeur sur la profondeur du lot étant les deux arpents du centre du lot de terre connu et désigné sous le numéro douze du sixième rang du cadastre du canton Caron, borné vers le nord au cinquième rang, au sud au septième rang, joignant à l'ouest à la terre de Étienne Simard étant l'arpent ouest dudit lot, et à l'est à l'arpent est dudit lot appartenant à Olive Larouche.			A timberling situated in the said parish of Ste-Croix, measuring two arpents in width by the depth of the lot which is two arpents from the center of the lot of land known and designated under number twelve on the sixth Range in the cadaster of the township of Caron, bounded on the north by the fifth Range, on the south by the seventh Range, joining the land of Étienne Simard on the west, which land is the west arpent of the said lot, and on the east by the east arpent of the said lot belonging to Olive Larouche.				
Charles-Émile Dessureau.....	24.....	7.....	Delisle.....	110.43	119.01	\$180.00	.....
Un terrain ou emplacement de 100' x 100' avec bâtisses dessus construites faisant partie du lot No 24 (partie non subdivisée) rang VII canton Delisle.			A terrain or emplacement measuring 100' x 100' with the buildings thereon constructed, forming part of lot No. 24 (unsubdivided Part), Range VII, township of Delisle.				
Florent Côté.....	45.....	7.....	Delisle.....	104.71	.....	.....	.....
Le lot de terre d'une superficie de 100 acres environ désigné au cadastre officiel du rang 7 Canton Delisle, sous le numéro 45.			A lot of land having an area of approximately 100 acres, designated in the official cadaster of Range 7, township of Delisle, under number 45.				
Mme-Mrs. veuve-wido v Donat Trépanier.....	$\frac{1}{2}$ E. 32.....	6.....	Delisle.....	242.56	522.75	.....	.....
Le lot de terre connu et désigné sous le numéro demi-est 32, rang 6 au cadastre officiel du canton Delisle, d'une superficie de 50 acres avec bâtisses dessus construites.			The lot of land known and designated under number east half of 32, Range 6 in the official cadaster of the township of Delisle, having an area of 50 acres, with the buildings thereon constructed.				
Mme-Mrs. veuve-widow Donat Trépanier.....	33.....	6.....	Delisle.....	54.99	237.65	.....	.....
Le lot de terre connu et désigné sous le numéro 33 du rang VI au cadastre officiel du canton Delisle, d'une superficie de 100 acres.			The lot of land known and designated under number 33, Range VI, in the official cadaster of the township of Delisle, having an area of 100 acres.				
Yvon Lavoie.....	P. 6C.....	2 O.-W.	Labarre.....	155.35	217.62	.....	.....
Denis Ouellet.....	P. 6-A-1.....	2 O.-W.	Labarre.....	126.88	156.87	.....	.....

Un terrain-emplacement, sis et situé en le village de St-Wilbrod, mesurant cinquante pieds de front ou largeur ou du sud au nord, sur cent pieds de profondeur ou de l'ouest à l'est, faisant partie du lot de terre connu et désigné sous la subdivision un du lot originaire numéro six (Ptie 6-A-1), aux plan et livre de renvoi officiels pour le deuxième rang ouest du canton de Labarre, avec ensemble tous les bâtiments dessus érigés, circonstances et dépendances, borné en front vers l'ouest au chemin ou rue Alma (rue St-Wilbrod), en arrière vers l'est à la profondeur au terrain de M. Jean-Baptiste Goderre, joignant au nord, le terrain de Georges Côté ou représentants et au sud, à celui de M. Lucien Gagné ou représentants avec en outre droit de mitoyenneté dans le chemin existant entre l'immeuble susdésigné et celui situé au sud, et appartenant à M. Lucien Gagné ou représentants.

Sauf à distraire les servitudes concédées.

A terrain-emplacement, lying and situated in the village of St-Wilbrod, measuring fifty feet in front or in width or from south to north, by one hundred feet in depth or from west to east, forming part of the lot of land known and designated under subdivision one of original lot number six (P. 6-A-1), on the official plan and in the book of reference for the second Range west in the township of Labarre, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, bounded in front, on the west, by Alma Road or Street (St-Wilbrod St.), in the rear, on the east, by the depth of the land belonging to Mr. Jean-Baptiste Goderre, joining the land of Georges Côté or representatives on the north, and on the south by the land of Mr. Lucien Gagné or representatives; also with a common right on the road between the above-designated immovable and the one situated to the south, and belonging to Lucien Gagné or representatives.

Save to be withdrawn are the servitudes ceded.

Nom du propriétaire Name of owner	Lot	Rang Range	Cadastré Canton Cadastral Township	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Aqued. Vidang. Eglise Aqued. Garbag. Church	Divers Int. frais Recher. Various Int. costs Resear.
--------------------------------------	-----	---------------	---	--------------------------------	-----------------------------------	--	---

Paul-Armand Tremblay..... P. 6-A-13... 2 O.-W. Labarre.... \$707.49 \$533.84

Un emplacement situé à Hébertville-Station, connu comme étant une partie du lot six-A-treize (P. 6-A-13), du cadastre officiel pour le deuxième rang ouest du canton Labarre, laquelle est bornée comme suit: vers le nord par la rue St-Louis, vers l'ouest par une partie du même lot 6-A-13; vers le sud par la rue St-Paul et vers l'est par le terrain d'Aimé Maltais ou représentants, et mesure quarante pieds de largeur sur une profondeur de cent pieds avec bâtisses et dépendances, et une servitude de passage du côté est avec Aimé Maltais et du côté ouest avec Antonio Simard ou leurs représentants respectifs.

Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées.

An emplacement situated at Hébertville-Station, known and designated as being a part of lot six-A-thirteen (P. 6-A-13) in the official cadaster of the second Range west in the township of Labarre, bounded as follows: on the north by St-Louis St., on the west by a part of the same lot 6-A-13, on the south by St-Paul St., and on the east by the land belonging to Aimé Maltais or representatives, and measuring forty feet in width by a depth of one hundred feet; with buildings and dependencies, and a servitude of right of way on the east side with Aimé Maltais, and on the west side with Antonio Simard or their respective representatives.

Save to be withdrawn, if necessary, are the servitudes ceded.

Les Scieries Boivin Ltée..... P. 3-B..... A..... Métabet-
chouan... 172.52 85.00

Un terrain situé en le village de St-Jérôme, comté de Lac St-Jean, mesurant 152 pieds de front sur 160 pieds de profondeur et de plus une pointe de terre plus étroite y contigue, qui s'étend jusqu'au Lac St-Jean, ledit terrain borné en totalité en front vers le sud au chemin public; en arrière vers le nord partie aux terrains de Charles Gagnon et Cléophas Mathieu ou leurs représentants et partie à l'emplacement de la résidence de M. Ulysse Boivin, soit à la ligne entre les lots 3-B et 2-H et par le côté ouest à la terre de Charles Gagnon ou représentants, avec ensemble le moulin à scie qui s'y trouve et tous les outils et instruments et machines et machineries servant à l'exploitation de ladite scierie lequel terrain fait partie du lot de terre connu et désigné sous le numéro trois-B (Ptie 3-B) du cadastre pour le rang A du canton Métabetchouan.

Sauf à distraire le terrain appartenant à Aimé Bilodeau et celui appartenant à René Bilodeau.

Sauf à distraire si nécessaire les servitudes concédées.

A lot of land situated in the village of St-Jérôme, county of Lake St. John, measuring 152 feet in front by 160 feet in depth, plus a narrower lot of land adjacent thereto, which extends to Lake St. John. The said lot of land is entirely bound in front, on the south, by the public road, in the rear, on the north, partly by the lands of Charles Gagnon and Cléophas Mathieu or their representatives, and partly by the emplacement on which is situated the residence of Mr. Ulysse Boivin, that is, by the line between lots 3-B and 2-II, and on the west side by the farm of Charles Gagnon or representatives, with the sawmill situated thereon and all the tools, instruments, machines and machinery used to operate the said saw-mill; the said terrain forms part of the lot of land known and designated under number three-B (P. 3-B) in the cadaster of Range A, township of Metabetchouan.

Save to be withdrawn are the lands belonging to Aimé Bilodeau and to René Bilodeau.

Save to be withdrawn, if necessary, are the servitudes ceded.

Jérémie & Laurent Côté..... 45..... 7..... Caron..... 175.47 37.40 \$94.58

Le lot de terre connu et désigné sous le numéro quarante-cinq (45) du rang sept (7), au cadastre officiel du canton de Caron.

Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.

The lot of land known and designated under number forty-five (45), Range seven (7), in the official cadaster of the township of Caron.

Save to be withdrawn are the servitudes ceded by registered deed.

Léon Desbiens..... 68, 69, 70.. Sud-South Caron..... 183.16 499.49 80.10

Une ferme sise et située en la paroisse de Ste-Croix, dans le comté du Lac St-Jean étant et comprenant les lots de terre connus et désignés sous les numéros soixante-huit, soixante-neuf et soixante-dix du rang sud du cadastre du canton de Caron (68, 69, 70) avec les bâtisses construites et dépendances.

Sauf à distraire la petite lisière de terrain vendue au Ministère de la Voirie.

Sauf également à distraire les enregistrements affectant le système d'aqueduc propriété aujourd'hui, de la paroisse de St-Gédéon, et la convention enregistrée sous le No. 17773.

Sauf à distraire les servitudes concédées suivant titre enregistré.

A farm lying and situated in the parish of Ste-Croix in the county of Lake St. John, being and comprising the lots of land known and designated under numbers sixty-eight, sixty-nine and seventy on the south Range in the cadaster of the township of Caron (68, 69, 70), with the buildings constructed thereon and dependencies.

Save to be withdrawn is the small strip of land sold to the Department of Roads.

Also to be withdrawn are the registrations affecting the aqueduct system which is now the property of the parish of St-Gédéon, and the agreement registered under No. 17773.

Save to be withdrawn are the servitudes ceded by registered deed.

Donné à Saint-Jérôme, ce 31^e jour de janvier 1967.

18382-6-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
LAURENT PLOURDE.

Given at Saint-Jérôme, this 31st day of January, 1967.

18382-6-2

LAURENT PLOURDE,
Secretary-Treasurer.

Municipalité du comté d'Abitibi

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné Jean-Paul Gariépy, secrétaire de la corporation du comté d'Abitibi, que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances ci-après détaillées, seront vendus à l'enchère publique au Palais de Justice d'Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce Conseil, le second jeudi du mois d'avril 1967, soit le TREIZIÈME jour d'AVRIL, à DIX heures de l'avant-midi, pour non paiement de taxes municipales, scolaires, religieuses et répartition d'église, frais et charges dus sur chacun de ces immeubles, à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

Municipality of the county of Abitibi

Public notice is hereby given by the undersigned Jean-Paul Gariépy, secretary of the corporation of the county of Abitibi, that the immoveables, with buildings, circumstances and dependencies as hereinafter detailed, shall be sold at public auction at the Court House of Amos, at the regular place where meetings of this council are held, on the second Thursday of the month of April, 1967, that is on the THIRTEENTH day of APRIL at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of the municipal, school, religious and church apportionments of taxes, costs and amounts due on each one of these immoveables, unless these taxes, cost and charges are paid before the sale, and duly receipted along with the costs incurred before the sale to wit:

Corporation scolaire de Macamic, municipalité de Macamic (paroisse)
School corporation of Macamic, municipality of Macamic (parish)

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Royal-Roussillon	17	1	Succ.-est. Zéphirin Basin	\$ 12.40	\$ 85.27	\$ 97.67
Royal-Roussillon	13ab-14ab	3	Donat Deschesnes		165.47	165.47
Royal-Roussillon	4	3	Paul-Emile Hélie	7.45	91.17	98.62
Royal-Roussillon	43, 41ab	1 et and 2	Alide Lambert	33.80	68.06	301.88
Royal-Roussillon	10ab	3	Raymond Morin	36.49	170.07	206.56
Royal-Roussillon	30-31, 30abc	2 et and 3	Claude Morissette	63.34	149.01	212.35
Royal-Roussillon	37	3	Marcel St-Amant	18.45	53.95	72.40
Pouliaries	49	10	Emile Bédard	25.27	144.92	170.19
Pouliaries	47	10	Mme-Mrs. Wilbrod Bédard	19.52	116.45	135.97
Pouliaries	33	10	Jean Rancourt	16.50	72.98	89.48
Pouliaries	44-46	10	Origène Samson	35.86	227.77	263.63

Municipalité de Lac Lemoyne — Municipality of Lac Lemoyne

Dubuisson	P. 54-A-4-2	8	Alfred Roy	\$ 99.40	\$ 465.70	\$ 565.10
Comportant un terrain de 80' x 110' avec immeubles sis sur ledit terrain situé au numéro civique 8 de la rue Lauron.			Including a piece of land of 80' x 110' with immoveables situated on the said land situated on civic number 8 Lauron Street.			
Dubuisson	51 sub o.-w.	8	René Cyr	21.87	81.60	103.47
Comprenant un terrain de 50' x 200' situé au numéro civique 219 du boulevard Miljours.			Including a piece of land of 50' x 200' situated at civic number 219 Miljours Boulevard.			
Dubuisson	104	C	Paul Kunder	20.02		20.02
Comprenant un terrain de 198' x 198' avec chalet près du Lac Lemoyne.			Including a piece of land of 198' x 198' with a cottage near Lemoyne Lake.			

Commission scolaire de Rochebeaucourt — School commission of Rochebeaucourt

Rochebeaucourt	59	6	Gaston Yelle		\$ 25.65	\$ 25.65
----------------	----	---	--------------	--	----------	----------

Commission scolaire de Rivière Davy — School commission of Rivière Davy

Berry	42	1	Léo Boivin		\$ 94.00	\$ 94.00
Berry	61	1	Jean-Néol Leboeuf		163.73	163.73
Trécesson	56	10	Raymond Gauthier		154.21	154.21
Berry	46	2	Jean-Pierre Banville		63.48	63.48

Commission scolaire de Saint-Mathias — School commission of Saint-Mathias

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Languedoc.....	5a-5b.....	6.....	Suc.-est. Jean-Paul Dupuis.....		\$ 31.14	\$ 31.14
Languedoc.....	19a-19b-22a-22b.....	9.....	Armand Lefebvre.....		110.00	110.00
Languedoc.....	½ s. 17-18.....	9.....	Succ.-est. Henri-Paul Lefebvre.....		104.74	104.74

Commission scolaire de Rapide Danseur — School commission of Rapide Danseur

Hébécourt.....	48.....	7.....	Lucien Gilbert.....		\$ 26.10	\$ 26.10
Hébécourt.....	50.....	7.....	Dame Bernard Fortin.....		34.80	34.80
Hébécourt.....	58.....	7.....	Alfred Paradis.....		53.72	53.72
Hébécourt.....	39.....	9.....	Ernest Lapierre.....		70.52	70.52
Duparquet.....	13.....	8.....	Georges Fortier.....		35.36	35.36
Duparquet.....	22.....	8.....	Aimé Marcell.....		139.15	139.15
Duparquet.....	½ s. 23.....	8.....	Ludovic Patenaude.....		23.46	23.46
Duparquet.....	24.....	9.....	Genest St-Pierre.....		153.82	153.82

Commission scolaire de Taschereau, municipalité du canton de Privat
School commission of Taschereau, municipality of the township of Privat

Village Taschereau.....	15-16.....	Bl. 3.....	Mme-Mrs. J.-B. Lemay.....		\$ 14.87	\$ 36.36
Village Taschereau.....	417.....	Bl. 37.....	Mme-Mrs. Victorien Vien.....		3.04	4.76

Commission scolaire de Saint-Étienne de Languedoc
School commission of Saint-Étienne de Languedoc

Languedoc.....	S. riv. 39-40-41 42-43.....	9.....	Dame Vve-wid. Arthur Morin.....			\$ 45.05
Languedoc.....	44.....	5.....	Dame Vve-wid. Édouard Laroche.....			84.55

Municipalité de Saint-Janvier — Municipality of Saint-Janvier

Royal Roussillon.....	25-26.....	8.....	Désiré Alain.....	\$ 15.63	\$ 62.60	\$ 78.23
Chazel.....	34.....	1.....	Jean-Paul Gélinas.....	50.85	150.08	200.93
LaSarre.....	50b-51a-51b.....	10.....	Paul Dubé.....	50.60	191.25	241.85
LaSarre.....	58a-59a.....	10.....	Rodolphe Vigneault.....	48.39	153.03	201.42
LaSarre.....	59.....	8.....	André Provencher.....	56.50	160.74	217.24

Commission scolaire de Cléricy — School commission of Cléricy

Cléricy.....	15.....	4.....	Roland Montminy.....		\$ 70.96	\$ 70.96
Cléricy.....	21.....	5.....	Mme-Mrs. Paul-Émile Giroux.....		72.92	72.92
Dufresnoy.....	56.....	8.....	Edmond Coulombe.....		133.26	133.26

Municipalité de Sainte-Germaine de Boulay — Municipality of Sainte-Germaine de Boulay

Duparquet.....	32.....	10.....	Louis Leblond.....		\$ 27.32	\$ 27.32
Palmarolle.....	53-54 n.....	5.....	Ronald Paradis.....	\$ 3.02	17.10	20.12

Municipalité de Saint-Jacques de Dupuy — Municipality of Saint-Jacques de Dupuy

Village de-of Dupuy.....	4-5-6.....	Bl. 27..	Succ.-est. Odule Leblond Synd. \$7.42	\$ 7.88	\$ 42.56	\$ 57.86
--------------------------	------------	----------	--	---------	----------	----------

Municipalité du canton de Clermont, commission scolaire de Clermont
Municipality of the township of Clermont, school commission of Clermont

Clermont.....	31-32.....	2.....	Mme-Mrs. Gérard Martineau.....	\$ 14.26	\$306.20	\$ 320.46
Desmeloises.....	61-62.....	2.....	Mme-Mrs. Albert Alarie.....	38.80	233.09	271.89
LaSarre.....	9.....	10.....	Joseph Turcotte.....	38.58	573.10	611.74

Municipalité scolaire de Saint-Laurent — School municipality of Saint-Laurent

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Roquemaure.....	57.....	3.....	Gérard Larochelle.....	\$ 67.53	\$241.00	\$ 308.53
Roquemaure.....	57.....	2.....	Gabelius Mainville.....	107.00	557.70	664.70
Roquemaure.....	61.....	1.....	Germain Hébert.....	80.95	535.85	616.80

Corporation municipale de village La Reine
Municipal corporation of the village of La Reine

Village La Reine.....	11.....	Bl. 2.....	Félix Gagnon.....	\$ 4.15	\$ 8.46	\$ 12.61
Village La Reine.....	13.....	Bl. 9.....	Mme-Mrs. Béatrice Lacroix.	34.36	133.44	167.80
Village La Reine.....	14.....	Bl. 9.....	Mme-Mrs. Béatrice Lacroix.	5.75	22.62	28.37
Village La Reine.....		Bl. 17-18-19.....	Conrad Perreault.....	43.95	149.51	193.46
Village La Reine.....	5.....	12.....	Octave St-Jean.....	4.25	7.83	12.08
Village La Reine.....	16.....	2.....	Adélard Paquin.....	4.25	26.76	31.01

Commission scolaire de Dubuisson — School commission of Dubuisson

Dubuisson.....	½ e. 20.....	A.....	Henri Allard.....		\$227.31	\$ 227.31
Dubuisson.....	4-5.....	A.....	Rosaire Allard.....		10.39	10.39
Comprenant un emplacement de 150' x 200'.			Including an emplacement of 150' x 200'.			
Dubuisson.....	31.....	A.....	Maurice Auger.....		126.36	126.36
Comprenant un emplacement de 100' x 150' sis au sud du lot.			Including an emplacement of 100' x 150' situated on the south of the lot.			
Dubuisson.....	18.....	B.....	Georges Bellavance.....		143.18	143.18
Comprenant un emplacement de 50' x 160' sis au nord du lot.			Including an emplacement of 50' x 150' situated on the north of the lot.			
Vassan.....	½ 10-11-12.....	2.....	Lucien Crépeau.....		161.74	161.74
Dubuisson.....	18.....	B.....	Rosaire Hélie.....		88.02	88.02
Comprenant un emplacement de 50' x 150' si au nord du lot.			Including an emplacement of 50' x 150' situated on the north of the lot.			
Vassan.....	(Lac Vassan).....		Edgar Jolicoeur.....		87.00	87.00
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 4 et borné par le lac Vassan.			Including a cottage designated as being cottage No. 4 and bounded by Vassan Lake.			
Dubuisson.....	4-5.....	B.....	Albert Laliberté.....		59.57	59.57
Comprenant un emplacement de 150' x 200' avec bâtisses.			Including an emplacement of 150' x 200' with buildings.			
Dubuisson.....	26.....	A.....	Sylva Lalonde.....		7.95	7.95
Comprenant un emplacement de 100' x 150'.			Including an emplacement of 100' x 150'.			
Dubuisson.....	14.....	B.....	Donat Lavallée.....		615.59	615.59
Dubuisson.....	(Lac Lemoyne).....		Gaston Legault.....		25.50	25.50
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 10.			Including a cottage designated as being cottage No. 10.			
Dubuisson.....	(Lac Lemoyne).....		Vic Pelletier.....		56.95	56.95
Comprenant un chalet désigné comme étant le chalet No 16.			Including a cottage designated as being cottage No. 16.			
Dubuisson.....	½ o -w. 32.....	B.....	Ovide Petit.....		172.20	172.20
Dubuisson.....	32.....	A.....	Georges Provencher.....		167.62	167.62
Dubuisson.....	P. 18.....	B.....	J. Sioui.....		34.41	34.41
Comprenant un emplacement de 100' x 150' sis au nord du lot.			Including an emplacement of 100' x 150' situated on the north of the lot.			

Corporation municipale de Saint-Félix de Dalquier
Municipal corporation of Saint-Félix de Dalquier

Dalquier.....	20.....	6.....	Joseph Bacon.....	\$ 15.75	\$ 84.77	\$ 100.52
Dalquier.....	13.....	7.....	Wilfrid Grandbois.....	8.53	26.32	34.85

Municipalité scolaire de Saint-Viateur de Laferme
School municipality of Saint-Viateur de Laferme

Trécesson.....	55.....	5.....	Gérard Tremblay.....	\$ 7.07	\$ 43.27	\$ 50.34
----------------	---------	--------	----------------------	---------	----------	----------

Commission scolaire de Sainte-Philomène de Manneville
School commission of Sainte-Philomène de Manneville

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Manneville	54	6	Mme-Mrs. Adrien Boilard		\$ 38.12	\$ 38.12
Manneville	60	7	Mme-Mrs. Adrien Boilard		134.22	134.22
Manneville	59	10	Lionel Chouinard		57.14	57.14
Villemontel	8	10	Siméon Bolduc	\$ 51.58	208.20	259.78
Villemontel	4	8	Mme-Mrs. Aurore Côté		90.93	90.93

Corporation municipale de Senneterre (paroisse)
Municipal corporation of Senneterre (parish)

Senneterre	14	1	Dame Lucien Ouellet	\$ 28.18	\$ 85.75	\$ 113.93
Senneterre	28	7	Léon Cayer	6.25	46.15	51.40
Comprenant la bâtisse d'une étage de 16' x 20' et d'un hangar de 12' x 15' sur ce lot mais ne comprenant pas le terrain.				Including the building one storey of 16' x 20' and a shed of 12' x 15' on this lot but not including the land.		
Senneterre	14B	8	Succ.-est. Jos. Mercier	2.73	17.15	19.88
Senneterre	15B	8	Succ.-est. Jos. Mercier	3.22	20.51	23.73

Commission scolaire de Laferté — School commission of Laferté

Privat	P. n. 19	2	Alfred Morin		\$119.00	\$ 119.00
Privat	¼ 25, ¼ 26, ¼ 27, ¼ 28	3	Pierre Cyr		103.41	103.41
Privat	20	2	Arthur Brochu		136.04	136.04
Pouliaries	50	1	Paul-Émile Thériault		90.81	90.81

Commission scolaire de Lamorandière — School commission of Lamorandière

Lamorandière	57	3-4	Alphonse Dumont ou-or Office du Crédit agricole ou-or Hamel, Gagnon, Hébert, synd. ass.-trust. assoc.		\$251.12	\$ 251.12
Lamorandière	39	6	Adélaré Prévost		46.84	46.84
Lamorandière	28	5	Rosario Roy		70.26	70.26

Corporation scolaire de Saint-Gérard de Berry
School corporation of Saint-Gérard de Berry

Berry	60-61	8	Désiré Michaud		\$132.57	\$ 132.57
Berry	52	7	Lauréat W. Thivierge		150.62	150.62
Berry	49	9	Edouard Giasson		71.48	71.48

Corporation municipale du canton de Launay et commission scolaire de Launay
Municipal corporation of the township of Launay and the school commission of Launay

Launay	44	2	Léo Brochu		\$107.50	\$ 107.50
Launay	18A-B	6	Florent Fortin	\$ 13.75	44.57	58.32
Launay	56	4	Robert Brochu	2.33		2.33
Launay	58A-B	5	Gérard Savard	5.17		5.17

Corporation municipale de Fiedmont/Barraute, commission scolaire de Saint-Blaise
Municipal corporation of Fiedmont/Barraute, School commission of Saint-Blaise

Barraute	16	4	Raoul Miron	\$ 27.40	\$252.30	\$ 279.70
Barraute	P. 20	5	Gaston Caouette	12.70	14.40	27.10

Comprenant un morceau de terrain faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Barraute sous le numéro vingt (20) du rang cinq (5). Ledit morceau de terrain mesurant cent pieds en front par cent pieds de profondeur et borné comme suit: au sud par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot 20 passant à 19' au nord de cette dernière. A l'est par une ligne parallèle à la ligne est dudit lot vingt passant à cent quatre-vingt-dix-huit pieds à l'ouest de cette dernière. Au nord par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot vingt, passant à cent dix-neuf pieds au nord de cette dernière. A

Including a piece of land being part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the official cadastre of the township of Barraute under number twenty (20) of range five (5). The said piece of land measuring one hundred feet in front by one hundred feet in depth and bounded as follows: on the south by a line parallel to the south line of said lot 20 passing at 19' on the north of the latter. On the east by a line parallel to the line east of said lot twenty, passing at one hundred and ninety-eight feet on the west of the latter. On the north by a line parallel to the line south of said lot twenty, passing at one hun-

l'ouest par une ligne parallèle à la ligne est dudit lot vingt passant à deux cent quatre-vingt-dix-huit pieds à l'ouest de cette dernière.

dred and nineteen feet on the north of the latter. On the west by a line parallel to the line east of said lot twenty passing at two hundred and ninety-eight feet on the west of the latter.

Corporation municipale de Fiedmont/Barraute, commission scolaire de Saint-Blaise (suite)
Municipal corporation of Fiedmont/Barraute, School commission of Saint-Blaise (continued)

Canton-Village Township	No du lot No. of lot	Bl. rg Bl. rge	Propriétaires Proprietors	Taxes mun. Mun. taxes	Taxes scol. School taxes	Total
Barraute.....	22.....	6.....	Joseph Chayer.....	\$ 8.50	\$ 86.15	\$ 94.65
Distraction faite d'un emplacement de 100' x 100', propriété de M. Martin Stenkovic sis au coin nord-est dudit lot. Withdrawal made of an emplacement of 100' x 100', property of Mr. Martin Stenkovic, situated on the northeast corner of the said lot.						
Barraute.....	23.....	6.....	Napoléon Chayer.....	8.15	129.19	137.34
Barraute.....	22.....	7.....	Conrad Fournier.....		163.80	163.80
Barraute.....	P. 24B.....	8.....	Georges Miljours.....	9.70	100.09	109.79
Comprenant la partie dudit lot compris dans le territoire de la municipalité de Fiedmont/Barraute. Including the part of the said lot included in the territory of the municipality of Fiedmont/Barraute.						
Barraute.....	P. 27.....	5.....	Gérard-F. Trudel.....	2.60	21.10	23.70
Comprenant un morceau de terrain mesurant mille deux cents pieds (1,200') du nord au sud par cent vingt-cinq pieds (125') de profondeur de l'est à l'ouest, faisant partie du lot connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton de Barraute sous le numéro vingt-sept du rang cinq. Borné, ledit morceau de terrain, comme suit: au nord par le lot vingt-sept du rang six du canton de Barraute; au sud, par une ligne parallèle à la ligne nord dudit lot 27 passant à mil deux cents pieds au sud de cette dernière; à l'est par le chemin public; à l'ouest par une parallèle à la ligne est dudit morceau de terrain, passant à cent vingt-cinq pieds à l'ouest de cette dernière. Including a piece of land measuring one thousand two hundred feet (1,200') on the north to the south by one hundred and twenty-five feet (125') in depth east to west, being part of the lot known and designated on the official plan and book of reference of the township of Barraute under number twenty-seven of the fifth range. Bounded, the said strip of land, as follows: on the north by lot twenty-seven of range six of the township of Barraute; on the south, by a line parallel to the line north of said lot 27 passing at one thousand two hundred feet on the south of the latter; on the east by the public road; on the west by a parallel to the line east of the said strip of land, passing at one hundred and twenty-five feet on the west of the latter.						

Corporation municipale de Fiedmont/Barraute, commission scolaire de Barraute
Municipal corporation of Fiedmont/Barraute, school commission of Barraute

Fiedmont.....	28.....	5.....	Mme-Mrs. Marie Rose Marcotte-Matte.....	\$ 15.50	\$ 15.50	
Comprenant le lot dans sa totalité moins les deux emplacements suivants: Including the lot in its totality less the two following emplacements:						
1) Un emplacement appartenant à M. Philippe Courtemanche mesurant environ 500' x 416' et borné comme suit: à l'est par le lac Fiedmont; au sud par le lot 27 du rang 5; à l'ouest par le chemin public qui traverse ledit lot 28; au nord par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot 28 passant à cinq cents pieds au nord de cette dernière. 1) An emplacement belonging to Mr. Philippe Courtemanche measuring approximately 500' x 416' and bounded as follows: on the east by Fiedmont Lake; on the south by lot 27 of range 5; on the west by the public road which crosses said lot 28; on the north by a line parallel to the south line of said lot 28 passing at five hundred feet on the north of the latter.						
2) Un autre emplacement borné comme suit: à l'est par le lac Fiedmont; au nord par le lot 29 du rang 5; à l'ouest par le chemin public qui traverse ledit lot 28; au sud, par une ligne parallèle à la ligne sud dudit lot 28 passant à cinq cent cinquante pieds (550') au nord de cette dernière. 2) Another emplacement bounded as follows: on the east by Fiedmont Lake; on the north by lot 29 of range 5; on the west by the public road which crosses the said lot 28; on the south by a line parallel to the line south of said lot 28 passing at five hundred and fifty feet (550') on the north of the latter.						

Commission scolaire de Colombourg — School commission of Colombourg

LaSarre.....	19-20-21.....	2.....	Patric Hallé.....	\$ 66.69	\$ 66.69
LaSarre.....	54-55.....	2.....	Armand Plourde.....	86.11	86.11
LaSarre.....	36.....	2.....	Arthur Demers.....	409.91	409.91

Donné ce 31^e jour de janvier 1967.

Given this 31st day of January, 1967.

Le Secrétaire,

JEAN-PAUL GARIÉPY,

18427-6-2-o

JEAN-PAUL GARIÉPY.

18427-6-2

Secretary.

Ministère du Travail

Department of Labour

Avis

Notice

Convention collective de travail
relative à la construction de lignes de
transport d'énergie électrique — Province

Collective labour agreement
respecting the construction of
transmission lines — Province

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, c. 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister

de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

« Les Développements du Nord-Est Limitée; Les Entreprises B & B Limitée; Les Entreprises Checo Inc.; Thiro Construction Limitée; Bédard Girard Limitée; Inspiration Limited (Power Division); Provincial Pole Line Construction Inc.; Vachon Corporation Limitée; d'une part, et,

La Fraternité Internationale des Ouvriers en Électricité, Locaux d'Union 2091 et 2142, d'autre part;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions ci-après décrites:

Article 1. Champ d'application territorial: Le décret d'appliquera à toute la province, nonobstant toutes dispositions contraires dans les décrets locaux.

Article 2. Champ d'application professionnel:
2.01 Le décret s'appliquera à l'industrie de la construction et de l'entretien des lignes de transport et des postes de transformation d'énergie électrique à l'exclusion de:

(a) tout travail régi et soumis à la Loi des Électriciens et des Installations Électriques (Chap. 152 S.R.Q. 1964);

(b) tout travail exécuté directement par la Commission Hydro-Électrique du Québec.

2.02 Aux fins d'application du présent décret:

(a) Un poste de transformation d'énergie électrique est un ensemble fonctionnel qui, par un appareillage, permet le haussemment ou l'abaissement d'un niveau de tension électrique, la transformation de l'énergie électrique ou les manœuvres de sectionnement entre les réseaux ou les charges et qui n'est pas un poste de distribution.

(b) Une ligne de transport d'énergie est celle qui transporte l'énergie entre un point de génération et un poste de transformation, ou entre deux (2) postes de transformation et qui n'est pas une ligne de distribution.

Article 3. Classifications: Aux fins d'application du présent décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée en rapport avec le travail soumis à la juridiction professionnelle de ce décret:

3.01 *Monteur « A »:* Tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, est apte à accomplir par ses connaissances du métier et son état physique et accomplit toutes les tâches nécessaires à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de poste de transformation d'énergie électrique, et à diriger, au besoin, le travail de salariés de classifications inférieures exécutant des tâches connexes.

3.02 *Monteur « B »:* Tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître ou d'un Monteur « A », lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, est apte à accomplir par ses connaissances du métier et son état physique et accomplit toutes les tâches nécessaires à la construction, au démantèlement ou l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, dans le but de se qualifier comme Monteur « A ».

of Labour, hereby gives notice that the contracting parties listed below have petitioned him to make binding the collective labour agreement entered into between:

Les Développements du Nord-Est Limitée; Les Entreprises B & B Limitée; Les Entreprises Checo Inc.; Thiro Construction Limitée; Bédard Girard Limitée; Inspiration Limited (Power Division); Provincial Pole Line Construction Inc.; Vachon Corporation Limitée; AND

The International Brotherhood of Electrical Workers, locals 2091 and 2142,

for the employers and employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

Section 1. Territorial jurisdiction: The decree will cover all of Québec, notwithstanding any provision to the contrary found in regional decrees.

Section 2. Professional jurisdiction: 2.01 The present decree will govern the construction and maintenance of transmission lines and transformer stations, except:

(a) all work covered by and subject to the Electricians and Electrical Installations Act (R.S.Q. 1964, c. 152);

(b) all work performed directly by the Québec Hydro-Electric Commission.

2.02 In this decree, (a) a "transformer station" means a functional unit where, by means of special apparatus, voltage is stepped-up or stepped-down; electric power is transformed or circuit-breakers between various systems or loads are handled. This is not a distribution station.

(b) a "transmission line" means a line carrying power between a source of energy and a transformer station or between two (2) transformer stations. This is not a distribution line.

Section 3. Classification: When used in connection with the work governed by the professional jurisdiction of this decree:

3.01 *lineman, Class "A"* means any employee ployee who, under the general supervision of a foreman and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, has the required trade knowledge and physical fitness to perform and does perform all work in connection with the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations; he also directs, as required, employees of subordinate classifications in their work and related duties;

3.02 *lineman, Class "B"* means any employee who, under the general supervision of a foreman or of a Class "A" lineman and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, has the required trade knowledge and physical fitness to perform and does perform all work in connection with the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, in view of qualifying a Class "A" lineman;

3.03 *Monteur « C »*: Tout salarié qui, sous la surveillance d'un contremaître ou d'un Monteur « A », lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, est apte par ses connaissances du métier et son état physique à assister et assiste ou à aider et assiste ou aide un Monteur « A » ou « B » dans son travail, et dans le but de devenir plus expérimenté et de se qualifier comme Monteur « B ».

3.04 *Apprenti-Monteur*: Tout salarié qui, sous la surveillance étroite d'un Monteur « A » ou « B », lorsqu'il travaille à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, est apte par ses connaissances du métier et sa condition physique à aider les Monteurs dans l'exécution de leur travail dans le but de devenir plus habile et plus expérimenté et de se qualifier comme Monteur « C ».

3.05 *Aide-Monteur (Groundman)*: Tout salarié qui, sous la surveillance d'un contremaître ou d'un monteur, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique est apte par ses connaissances du métier et par sa condition physique, à accomplir et accomplit au niveau du sol, toutes les tâches nécessaires à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique.

3.06 *Aide-Général*: Tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître ou d'un salarié de classification supérieure, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, accomplit tout genre de travail manuel non défini dans le présent décret, qui ne requiert pas d'entraînement spécialisé ou de compétence particulière.

3.07 *Soudeur*: Tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique accomplit toutes les tâches de soudure, de coupure et d'ébarbure générales.

3.08 *Mécanicien*: Tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique accomplit toutes les tâches de réparations d'outillage mécanique ou motorisé.

3.09 *Conducteur d'Outillage (Extra) Lourd*: Tout salarié qui, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, conduit un véhicule ou de l'outillage ayant un poids brut de 70,000 livres et plus (35 tonnes et plus).

3.10 *Conducteur d'Outillage Lourd*: Tout salarié qui, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, conduit un véhicule ou de l'outillage ayant un poids brut de 26,000 livres (13 tonnes) à 70,000 livres (35 tonnes).

3.11 *Conducteur d'Outillage Moyen*: Tout salarié qui, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie

3.03 *lineman, Class "C"* means any employee who, under the general supervision of a foreman or of a Class "A" lineman and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, has the required trade knowledge and physical fitness to assist or help and does assist or help a Class "A" or "B" lineman in his work, in view of becoming more highly-skilled and of qualifying as a Class "B" lineman;

3.04 *apprentice-lineman* means any employee who, under the close supervision of a Class "A" or "B" lineman, and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, has the required trade knowledge and physical fitness to assist linemen in their work, in view of becoming more highly-skilled and of qualifying as a Class "C" lineman;

3.05 *groundman* means any employee who, under the supervision of a foreman or of a lineman, and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, has the required trade knowledge and physical fitness to perform and does perform, at ground level, all work required for the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations;

3.06 *general hand* means any employee who, under the general supervision of a foreman or of a higher-classified employee, and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, performs all types of manual work requiring no special training or skill;

3.07 *welder* means any employee who, under the general supervision of a foreman, and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, does general welding, cutting and trimming;

3.08 *mechanic* means any employee who, under the general supervision of a foreman, and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, repairs all mechanical or motorized equipment;

3.09 *operator, extra heavy-duty equipment* means any employee who, when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines or transformer stations, operates vehicles or equipment with a gross weight of 35 tons (70,000 lbs.) or more;

3.10 *operator, heavy-duty equipment* means any employee who, when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, operates a vehicle or equipment with a gross weight of 13 tons (26,000 lbs.) to 35 tons (70,000 lbs.);

3.11 *operator, medium-sized equipment* means any employee who, when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, operates

électrique, conduit un véhicule ou de l'outillage ayant un poids brut de 10,000 livres à 26,000 livres, (5 tonnes à 13 tonnes).

3.12 *Conducteur d'outillage léger*: Tout salarié qui, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique conduit un véhicule ou de l'outillage ayant un poids brut de 2,000 livres à 10,000 livres (1 tonne à 5 tonnes).

3.13 *Charpentier*: Tout salarié qui, sous la surveillance d'un contremaître, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, accomplit tous les travaux de charpenterie incidents à la présente industrie.

3.14 *Foreurs de roc*: Tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, conduit un marteau piqueur ou une foreuse portable.

3.15 *Boutefeu*: Tout salarié qui, sous la surveillance générale d'un contremaître, lorsqu'il travaille soit à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique détenant d'un certificat provincial de boutefeu, accomplit les tâches nécessaires à l'excavation du sol au moyen d'explosifs et conduit au besoin un marteau piqueur ou une foreuse portable.

3.16 *Gardien*: Tout salarié qui, en rapport à la construction, au démantèlement ou à l'entretien de lignes de transport et de postes de transformation d'énergie électrique, est chargé de la surveillance des biens de son employeur ou de ceux de son client.

Article 4. *Taux de salaire*:

a vehicle or equipment with a gross weight of 5 tons (10,000 lbs.) to 13 tons (26,000 lbs.);

3.12 *operator, light equipment* means any employee who, when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, operates a vehicle or equipment with a gross weight of 1 ton (2,000 lbs.) to 5 tons (10,000 lbs.);

3.13 *carpenter* means any employee who, under the supervision of a foreman, and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, does all types of carpentry work incidental to the industry concerned here;

3.14 *rock driller* means any employee who, under the general supervision of a foreman, and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, operates a rock drill or a portable drill;

3.15 *shot firer* means any employee who, under the general supervision of a foreman, and when working on the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, holds a provincial certificate, does all work required for excavating earth by means of explosives and when required, operates a rock drill or a portable drill;

3.16 *watchman* means any employee who, in connection with the construction, dismantling or maintenance of transmission lines and transformer stations, watches over the goods of his employer or of his client.

Section 4. *Wage rates*:

	<i>À la publication du décret Decree publica- tion date</i>
4.01 Monteur « A » — Lineman, Class "A".....	\$ 3.15
4.02 Monteur « B » — Lineman, Class "B".....	2.98
4.03 Monteur « C » — Lineman, Class "C".....	2.70
4.04 Apprenti-monteur — Apprentice-lineman.....	2.57
4.05 Aide-monteur (Groundman) — Groundman.....	2.57
4.06 Aide-général — General hand.....	2.40
4.07 Soudeur — Welder.....	3.00
4.08 Mécanicien — Mechanic.....	3.00
4.09 Conducteur d'outillage (Extra lourd 35 tonnes et plus — Operator, extra heavy-duty equipment (35 tons and over).....	3.20
4.10 Conducteur d'outillage lourd 13 à 35 tonnes — Operator, heavy-duty equipment (13 to 35 tons).....	2.98
4.11 Conducteur d'outillage moyen 5 à 13 tonnes — Operator, medium-sized equipment (5 to 13 tons).....	2.57
4.12 Conducteur d'outillage léger 1 à 5 tonnes — Operator, light equipment (1 to 5 tons).....	2.40
4.13 Charpentier — Carpenter.....	3.15
4.14 Foreur de roc — Rock driller.....	2.45
4.15 Boutefeu — Shot Firer.....	2.57
4.16 Gardien — Watchman (par semaine — per week).....	75.00

Si un gardien est employé pour moins de sept (7) jours, le gardien recevra comme salaire minimum la somme de douze dollars (\$12.00) par période de garde.

Article 5. *Heures de travail*: 5.01 La semaine de travail est constituée de cinq (5) jours du lundi au vendredi inclusivement.

5.02 Du 1er avril au 31 octobre inclusivement, la durée maximum de la semaine de travail des

When a watchman works less than seven (7) days, he shall be paid at least twelve dollars (\$12.00) for every watch period.

Section 5. *Hours of Work*: 5.01 The standard five-day work week runs from Monday through Friday.

5.02 From April 1st through October 31st, hours of work for hourly-paid employees shall

salariés payés à l'heure est de cinquante (50) heures et la durée maximum de la journée de travail desdits salariés est de dix (10) heures réparties entre sept heures de l'avant-midi à sept heures de l'après-midi (7 a.m. à 7 p.m.).

5.03 Du 1^{er} novembre au 31 mars inclusivement, la durée maximum de la semaine de travail des salariés payés à l'heure est de quarante-cinq (45) heures et la durée maximum de la journée de travail desdits salariés est de neuf (9) heures réparties entre sept heures de l'avant-midi et sept heures de l'après-midi (7 a.m. et 7 p.m.).

5.04 a) Dans les cas où des travaux couverts par ce décret sont effectués en vertu de contrat dont les offres ont été faites avant le 31 octobre 1966, les heures de travail se comptent à partir du lieu sur le chemin désigné par le contremaître et situé le plus près de l'emprise de la ligne en construction.

b) Dans le cas où les travaux couverts par ce décret sont effectués en vertu de contrat dont les offres ont été faites après le 31 octobre 1966, les heures de travail commenceront et se termineront sur les lieux où le travail est effectué, et dans chacun de ces cas chaque salarié dont la classification apparaît au présent décret et qui commence et termine ses heures de travail dans l'emprise du droit de passage d'une ligne de transport d'énergie électrique, recevra l'équivalent d'une (1) heure de salaire au taux régulier de sa classification pour chaque jour de travail prévu en autant qu'il se présente au travail pour ce même jour de travail prévu et ce en plus de la rémunération pour les heures effectivement travaillées. Lorsque ledit salarié est appelé à travailler un samedi, un dimanche ou un jour de fête statutaire, cette rémunération d'une (1) heure de salaire au taux régulier lui sera également accordée tout comme s'il s'agissait d'un jour de travail cédulé et en autant qu'il se présente au travail pour cette même journée.

5.05 Il n'y a pas de limite à la durée du travail des gardiens. Les gardiens ont droit à une (1) période de repos de neuf (9) heures après chaque période quinze (15) heures de garde.

Article 6. Temps supplémentaire: 6.01 Tout travail exécuté durant les quatre (4) premières heures qui suivent les horaires quotidiens spécifiés aux articles 5.02 et 5.03 selon le cas sera payé au taux de salaire et demi, ainsi que tout travail exécuté les samedis entre sept heures de l'avant-midi et sept heures de l'après-midi (7 a.m. et 7 p.m.).

6.02 Tout travail exécuté en sus des quatre (4) premières heures qui suivent la durée régulière et journalière de travail et tout travail exécuté entre minuit et sept heures de l'avant-midi (12 p.m. et 7 a.m.) du lundi au samedi inclusivement sera payé au taux régulier majoré de cent pourcent (100%).

6.03 Tout travail exécuté après sept heures de l'après-midi (7 p.m.) les samedis et tout travail exécuté les dimanches et jours de fêtes statutaires suivants sera payé au taux régulier majoré de cent pourcent (100%): Jour de l'An, Vendredi-Saint, St-Jean-Baptiste, Confédération, Fête du Travail, Noël et le 26 décembre.

Article 7. Traversées de Longue Portée (Supplément Horaire de vingt-cinq pourcent-25%): 7.01 En sus du salaire régulièrement payé, une prime de vingt-cinq pour-cent (25%) du salaire régulier sera payé à tous les Monteurs « A », « B » et

not exceed fifty (50) a week and ten (10) a day, scheduled daily between 7:00 a.m. and 7:00 p.m.

5.03 From November 1st through March 31st, hours of work for hourly-paid employees shall not exceed forty-five (45) a week and nine (9) a day, scheduled daily between 7:00 a.m. and 7:00 p.m.

5.04 (a) When work covered by this decree is carried out on contracts that were tendered before October 31, 1966, hours of work count from a given place on the road designated by the foreman and located nearest the transmission line construction site.

(b) When work covered by this decree is carried out on contracts that were tendered after October 31, 1966, hours of work shall begin and end on the construction site. Each employee classified herein who begins and ends his working hours within the transmission line's right-of-way, shall be paid one (1) hour at his classification's regular rate for each scheduled day worked, besides payment for hours worked, provided that he reports in for work on that day. When the said employee is requested to work a Sunday, a Saturday or a general holiday, the above-mentioned one hour's pay shall apply.

5.05 Watchmen's hours of work are not restricted. After each fifteen-hour watch period, watchmen are entitled to a nine-hour rest period.

Section 6. Overtime: 6.01 Time and one half shall be paid for all work performed during the first four (4) hours following the daily schedules mentioned in sections 5.02 and 5.03 as well as on Saturdays between 7:00 a.m. and 7:00 p.m.

6.02 Double time shall be paid for all work performed over and above the four (4) hours following the daily standard hours of work as well as between midnight and 7:00 a.m., Monday through Saturday.

6.03 Double time shall be paid for all work performed after 7:00 p.m. on Saturday as well as on the following general holidays: New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Canada Day, Labour Day, Christmas Day and December 26th.

Section 7. Wide crossings (twenty-five per cent - 25% - hourly bonus): 7.01 A twenty-five per cent (25%) bonus, over and above the regular wage rate, shall be paid to all Class "A", "B" or "C" linemen who are called upon to install conductors

«C» appelés à travailler à la pose des conducteurs sur les traversées de longue portée nécessitant l'usage de procédures spéciales pour l'exécution de tel travail.

Article 8. Période de Paie: Les salaires doivent être payés à toutes les deux (2) semaines.

Article 9. Vacances: À compter de la publication du décret l'employeur doit ajouter à chaque paye six pour-cent (6%) du salaire gagné par chaque salarié dont la classification apparaît au présent décret afin de permettre auxdits employés d'accumuler une somme d'argent nécessaire à leurs vacances.

Article 10. Appels Spéciaux—(Rappels d'Urgence): Tous les salariés qui seront rappelés de leur domicile pour effectuer un travail d'urgence en dehors de leurs heures régulières de travail, recevront un minimum de trois (3) heures à temps et demi ou temps double selon le cas, en autant que ces heures de travail ne suivent pas immédiatement leurs heures régulières ou ne précèdent pas immédiatement le début de la journée régulière. Il est entendu, toutefois, qu'il ne peut y avoir d'appels spéciaux superposés au point de vue rémunération.

Article 11. Travail Contremandé: Dans le cas où dû à la température inclemente le travail est arrêté au cours des heures régulières de travail, les salariés seront payés pour un minimum de trois (3) heures au taux régulier et ils devront rester à la disposition de l'employeur durant cette même période.

Article 12. Outils et Sécurité des Salariés: 12.01 L'employeur doit fournir à tous les salariés un chapeau de sécurité muni d'une courroie jugulaire.

Les Monteurs, l'Apprenti-Monteur et les Aides-Monteurs doivent fournir à leurs frais pour l'exécution de leur travail, les outils propres à leur métier qui peuvent comprendre ce qui suit: éperon, pinces, pied de roi, marteau, tournevis, couteau, clés ajustables, ceinture de monteur et courroie de sécurité.

De plus, chacun des salariés doit fournir la coiffe d'hiver appropriée nécessaire pour le chapeau de sécurité.

12.02 L'employeur fournira les verres clairs de sécurité à tous les Monteurs et l'Apprenti-Monteur.

12.03 Les camions de l'employeur devant servir au transport des salariés devront être chauffés durant les périodes froides de l'année et devront être munis d'une couverture en tout temps.

12.04 L'employeur doit fournir le repas à tout salarié qui est appelé à travailler plus tard que huit heures de l'après-midi (8.00) p.m. durant n'importe quel jour et sans perte de salaire.

12.05 Les salariés doivent bénéficier d'une (1) période de repos de dix (10) minutes sans perte de salaire une (1) fois dans l'avant-midi et une (1) fois dans l'après-midi, le moment de ces périodes de repos sera déterminé par chaque contremaître pour chacun des salariés concernés.

12.06 Tout salarié blessé au travail sur le chantier et incapable de continuer son travail parce qu'il est hospitalisé, recevra sa paie régulière pour cette même journée.

12.07 Tout salarié congédié ou mis à pied pour manque de travail recevra une (1) heure de salaire au taux régulier en plus du salaire des heures effectivement travaillées.

Article 13. Pension et Allocation: 13.01 Tout salarié, dont la classification apparaît au présent décret, transféré ou requis par l'employeur de travailler à l'extérieur de l'endroit pour lequel

at wide crossings requiring the use of special procedures.

Section 8. Pay period: Wages shall be paid every two (2) weeks.

Section 9. Vacations: From the decree's publication date, the employer shall add to each regular pay, six per cent (6%) of wages earned by each employee classified herein, so that he may accumulate an amount of vacation money.

Section 10. Special calls (Emergency call-in): Every employee who is called from his home to do emergency work outside the standard working hours, shall be paid for at least three (3) hours' work at time and a half or double time, provided such work does not immediately follow the standard hours or immediately precede the standard work day. However, the application of this clause cannot result in employee being paid twice for a same call-in.

Section 11. Pay for work interruption: When work is interrupted as a result of adverse weather conditions, employees are entitled to at least three (3) hours' pay at the regular rate. They shall remain at the employer's disposal during such time.

Section 12. Tools and employee safety: 12.01 Employers shall supply each employee with a safety helmet complete with chin-strap.

Linemen, apprentice-linemen and groundmen shall supply their own trade or working tools, which may include: spurs, pliers, foot-rule, hammer, screwdriver, knife, adjustable wrenches, climbing belt and safety strap.

Each employee shall also supply the winter headgear adapted to the safety helmet.

12.02 All linemen and linemen-apprentices shall be supplied with clear safety goggles.

12.03 Trucks, supplied by the employer and used to transport employees, shall be heated during the colder periods in the year and shall at all times be of the covered-type.

12.04 When an employee has to work later than 8:00 p.m., the employer shall provide such employee's meal, without loss in pay.

12.05 Employees are entitled to a 10-minute rest period in both morning and afternoon, at specific times scheduled by each foreman.

12.06 When an employee sustains injury while at work on a construction site and is unable to continue working because of hospitalization, he shall be paid for the day of injury.

12.07 Every employee who is dismissed or laid-off due to lack of work, he shall be paid for one (1) hour's work, besides the hours actually worked.

Section 13. Board and allowance: 13.01 Every employee classified herein, who is transferred or assigned to work outside the locality for which he was hired and consequently has to take up

il a été embauché, et qui doit pour ce faire prendre chambre et pension, recevra une allocation de vingt-huit dollars (\$28.00) par semaine de travail de cinq (5) jours, sans rémunération additionnelle pour les samedis et dimanches.

13.02 L'allocation ne peut être déduite de la paie d'un salarié qui y a droit dans les cas d'intempéries ou de fêtes statutaires. Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédent ou suivant immédiatement le jour de fête en question ou le jour d'intempérie concerné, il perd droit à l'allocation en ce qui concerne le jour ouvrable ou la ou les jour(s) de fête(s) statutaire(s) ou d'intempérie(s). Il perd aussi droit à l'allocation s'il s'absente un (1) jour ouvrable sans permission ou sans raison valable.

13.03 Lorsque le salarié est requis par l'employeur de se rendre travailler dans un endroit dont l'éloignement entraîne la perte d'une (1) journée de travail l'employeur convient de verser à ce salarié:

a) le prix du transport à partir du point de transfert jusqu'à l'endroit en question et l'équivalent de huit (8) heures de salaire au taux régulièrement applicable à sa classification.

b) si le salarié n'est pas congédié pour cause au moment où son travail est terminé le prix du transport à partir de l'endroit en question jusqu'au point de transfert original et l'équivalent de huit (8) heures de salaire au taux régulièrement applicable à sa classification.

Article 14. Fonds de Bien-Être: L'employeur participera au fonds de bien-être établi par décret pour les travailleurs de la construction de la Région de Montréal afin d'assurer aux salariés, dont les classifications apparaissent au présent décret, aient les mêmes bénéfices; la contribution de l'employeur à ce fonds sera de 0.5, pour chaque heure de travail effectuée par lesdits salariés.

Article 15. Dispositions: Les dispositions du présent décret remplacent toute disposition relative à l'industrie couverte par ce décret et apparaissant dans tout autre décret rendu en vertu de la Loi des décrets de conventions collectives.

Article 16. Durée et Renouvellement: Le décret entre en vigueur le jour de sa publication dans la Gazette officielle de Québec et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1967. Il se renouvellera automatiquement d'année en année sauf une des parties en donne avis contraire à l'autre entre le soixantième (60^e) jour et le trentième (30^e) jour de la date d'échéance. Un tel avis doit aussi être adressé au ministre du Travail.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 février 1967.

18531-0

Avis de modification

Industrie du camionnage — Québec

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie du camionnage dans la région de Québec, rendue obligatoire par le décret numéro 706 du 7 juillet 1954 et amendements, lui ont présenté une

room and board, shall receive a twenty-eight-dollar (\$28.00) allowance for each 5-day work week, without additional pay for Saturdays and Sundays.

13.02 Such allowance cannot be reduced for bad-weather days and general holidays. However, should an employee be absent from work on the days immediately preceding and following a general holiday or a bad-weather day, he shall not be entitled to the allowance for such day(s). Allowance eligibility is also forfeited if the employee is absent from work on a regular working day, without permission or good reason.

13.03 When the employer requests that an employee work at a distance that entails losing one (1) working day, the employer shall indemnify the employee as follows:

(a) fare from the transfer point to the destination, plus the equivalent of eight (8) hours' pay at the regular wage rate for his classification;

(b) if the employee is not dismissed for good reason at the moment his work is ended, fare from the point of origin to the original transfer point, plus eight (8) hours' pay at the regular wage rate for his classification.

Section 14. Welfare fund: Employers shall participate in the welfare fund set up by the decree respecting the construction workers in the Montréal region, so that the employees herein classified may be entitled to the same benefits. The employer's contribution to the fund shall be 5¢ for each hour worked by each employee.

Section 15. Provisions: The provisions of this decree replace all provisions dealing with the industry hereby covered and appearing in any other decree under the Collective Agreement Decrees Act.

Section 16. Term and renewal: The present decree becomes effective on the date it is published in the Québec Official Gazette and remains in force until December 31, 1967. It automatically renews itself from year to year unless one of the contracting parties gives the other a notice to the contrary, not more than sixty (60) and not less than thirty (30) days before its expiry date. Such notice shall also be filed with the Minister of Labour.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 18, 1967.

18531-0

Notice of Amendment

Cartage Industry — Québec

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Cartage Industry in the Québec region (made binding by decree number 706 of July 7, 1954 and amendments) have petitioned him to submit the following amendment to the

requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil la modification suivante audit décret.

Le paragraphe suivant sera ajouté après le premier paragraphe de l'article VII :

« Toutefois dans le cas des entreprises couvertes par l'article III-b) (juridiction professionnelle du décret) la fête de l'Immaculée Conception peut être remplacée par le 26 décembre, lendemain de Noël, avec l'autorisation préalable du Comité paritaire. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 février 1967. 18531-0

Avis de modification

Construction (Électriciens) — Montréal

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que des parties contractantes à la Section « E » (Électriciens) du décret numéro 613 du 6 avril 1962 et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes à ladite Section « E » :

L'article XIII (Prestations de sécurité sociale) de la Section « E » sera amendé en changeant le nom de « Syndicat National des Électriciens de Montréal Inc. » en celui de « Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.) », partout où il apparaît, particulièrement aux endroits suivants :

Partie I, Section I, Article 1: 2e alinéa: Association du travail 18e alinéa: Parties contractantes;

Partie II, Section IV: Article 17, paragraphe a) Article 20, paragraphe b);

Partie II, Section VI: Article 27;

Partie II, Section VIII: Article 37.

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections, en double copie si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 février 1967. 18531-0

said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

The following paragraph will be added after the first paragraph of section VII:

“However, in firms covered by section III-(b) (Professional jurisdiction), Immaculate Conception Day may be replaced by December 26th (Boxing Day), with previous approval from the Parity Committee.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Québec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Québec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 18, 1967. 18531-0

Notice of Amendment

Construction (Electricians) — Montréal

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that contracting parties to Section “E” of decree number 613 of April 6, 1962 and amendments (Construction Industry and Trades in the Montréal district) have petitioned him to submit the following amendments to said Section “E”, to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council:

Article XIII (Social security benefits) of Section “E”, will be amended by changing the name of “The National Syndicate of Electricians of Montréal Inc.”, to that of “*Syndicat de la Construction de Montréal (C.S.N.)*”, wherever it is mentioned and especially in:

Part I, Section I, Article 1: paragraph 2: Labour association paragraph 18: Contracting parties;

Part II, Section IV: Article 17, subsection (a) Article 20, subsection (b);

Part II, Section VI: Article 27;

Part II, Section VIII: Article 37.

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 18, 1967. 18531-0

Avis de modification

Industrie de la chemise — Province

L'honorable Maurice Bellemare, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (S.R.Q. 1964, chapitre 143), que les parties contractantes à la convention collective de travail, rendue obligatoire par le décret numéro 1204 du 17 juin 1964 et amendements, relatif à l'Industrie de la Chemise pour Hommes et Garçons dans la province de Québec, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret:

1° L'article 7.02 sera remplacé par le suivant:

« 7.02 Opérateurs, presseurs des deux sexes et ouvriers non spécialisés du sexe féminin:

	Zones	
	I	II
0 - 6 mois	\$0.85	\$0.80
6 - 12 mois	0.90	0.85
12 - 18 mois	0.95	0.90
18 - mois et plus	1.05	1.00

La moyenne générale pour les salariés visés par le présent paragraphe qui ont un an d'expérience dans l'industrie, doit être de:

	Du 1 ^{er} juillet 1967	
	Moyenne horaire	
Zone I	\$1.35	\$1.37
Zone II	\$1.15	\$1.17

La moyenne générale pour les salariés qui ont un an d'expérience est calculée par usine pendant une période d'un mois.

Quand le groupe de salariés en question n'atteint pas la moyenne générale, chaque salarié ci-dessus mentionné a droit, au cas de réclamation, à un montant d'argent égal à celui des autres salariés ainsi couverts. La date d'échéance d'une réclamation formulée aux termes de ce paragraphe est le 15^e jour du mois suivant. »

2° La phrase suivante sera ajoutée au dernier paragraphe de l'article 7.12:

« Cependant, tous les salariés soumis aux échelles prévues à l'article 7.02 n'ont droit à ces montants additionnels que lorsqu'ils ont accompli douze mois de service continu chez le même employeur. »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté en conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté en conseil ne peut entrer en vigueur avant la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable ministre du Travail recevra les objections, en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le sous-ministre du Travail,
DONAT QUIMPER.

Ministère du Travail,
Québec, le 18 février 1967.

18531-o

Notice of Amendment

Men's and Boys' Shirt Industry — Province

Pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (R.S.Q. 1964, chapter 143), the Honourable Maurice Bellemare, Minister of Labour, hereby gives notice that the contracting parties to the collective labour agreement respecting the Men's and Boys' Shirt Industry in the Province of Québec (made binding by decree number 1204 of June 17, 1964, and amendments) have petitioned him to submit certain amendments to the said decree to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council;

1. Article 7.02 will be replaced by the following:

“7.02 Operators, pressers of both sexes and unskilled workers of the female sex:

	Zones	
	I	II
0 - 6 months	\$0.85	\$0.80
6 - 12 months	0.90	0.85
12 - 18 months	0.95	0.90
18 - months and over	1.05	1.00

The general average for employees covered by this paragraph after one year's experience in the industry, shall be:

	From July 1 st , 1967	
	Per hour	
Zone I	\$1.35	\$1.37
Zone II	\$1.15	\$1.17

The general average for employees with one year's experience is computed by plant, over a one-month period.

“When the group of employees does not reach the general average, each employee covered shall be paid *pari passu* with all other employees covered by the general claim of the group. The due date of a claim under this paragraph is the 15th day of the following month.”

2. The following sentence will be added at the end of article 7.12:

“However, all employees governed by the wage scales provided for in article 7.02, shall be entitled to these additional amounts when they will have completed twelve months' continuous employment.”

Publication of this notice does not make binding the provisions therein. Such provisions, with or without amendments, can be made binding only by an Order in Council, which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider objections which interested parties may wish to make; objections should be submitted in duplicate if possible.

DONAT QUIMPER,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, February 18, 1967.

18531-o

Avis divers

Miscellaneous Notices

**Chevaliers de Colomb de Boucherville
conseil 5673**

Le « Conseil No 5673, des Chevaliers de Colomb de Boucherville », 518, St-Charles, Boucherville, Qué., donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 27 décembre 1966.

Boucherville, 27 décembre 1966.

Le Grand Chevalier,
ROBERT E. DUVAL.
Le Secrétaire-archiviste,
PAUL DESMARCHAIS.

18444-o

**Chevaliers de Colomb de St-Hubert,
comté de Taillon, conseil 58007**

Le « Conseil No 58007, des Chevaliers de Colomb de St-Hubert, comté Taillon », 4237, rue Domville, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 11 janvier 1967.

St-Hubert, 11 janvier 1967.

Le Grand Chevalier,
J. A. MANTHA.
Le Secrétaire-archiviste,
GASTON LÉVESQUE.

18445-o

**Chevaliers de Colomb de Ste-Marie Inc.
conseil 2912**

Le « Conseil No 2912, des Chevaliers de Colomb de Ste-Marie Inc. », ville Ste-Marie, comté de Beauce, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 20 décembre 1966.

Ville de Ste-Marie, 13 décembre 1966.

Le Grand Chevalier,
LOUIS MAURICE ROY.
Le Secrétaire-archiviste,
LOUIS-PHILIPPE ASSELIN.

18446-o

**Chevaliers de Colomb de St-Pie,
comté de Bagot, conseil 2958**

Le « Conseil No 2958, des Chevaliers de Colomb de St-Pie Comté de Bagot P.Q. », St-Pie, comté de Bagot P.Q., donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 9 janvier 1967.

St-Pie, comté de Bagot, 9 janvier 1967.

Le Grand Chevalier,
HENRI PAUL ST-PIERRE.
Le Secrétaire-archiviste,
GAÉTAN DUCHARME.

18447-o

**Knights of Columbus of Boucherville
Council 5673**

The "Council No. 5673, of the Knights of Columbus, Boucherville", 518 St. Charles, Boucherville, Qué., hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from December 27, 1966.

Boucherville, December 27, 1966.

ROBERT E. DUVAL,
Grand Knight.
PAUL DESMARCHAIS,
Recorder.

18444-o

**Knights of Columbus of St Hubert,
county of Taillon, Council 58007**

The "Council No. 58007, of the Knights of Columbus of St. Hubert, county Taillon", 4237, Domville St., hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from January 11, 1967.

St. Hubert, January 11, 1967.

J. A. MANTHA,
Grand Knight.
GASTON LÉVESQUE,
Recorder.

18445-o

**Knights of Columbus of Ste-Marie Inc.
Council 2912**

The "Council No. 2912, the Knights of Columbus of Ste. Marie Inc.", ville Ste. Marie, county of Beauce, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from December 20, 1966.

Ville Ste-Marie, December 13, 1966.

LOUIS MAURICE ROY,
Grand Knight.
LOUIS-PHILIPPE ASSELIN,
Recorder.

18446-o

**Knights of Columbus of St Pie,
county of Bagot, Council 2958**

The "Council No. 2958, the Knights of Columbus of St. Pie, county Bagot, P.Q.", St. Pie, county Bagot, P.Q., hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134, sec. 2a) as from January 9, 1967.

St. Pie county of Bagot, January 9, 1967.

HENRI PAUL ST-PIERRE,
Grand Knight.
GAÉTAN DUCHARME,
Recorder.

18447-o

Alexander Nicholas Olejarchyk*Erratum*

Veillez prendre note que dans les avis publiés dans la *Gazette officielle* du 4 et 11 février 1967 concernant la personne ci-haut mentionnée, nous devrions lire dans la version française Alexander Nicholas Olejarchyk au lieu de Alexandre Nicholas Olejarchyk.

18317x

Conseil No 4656 des Chevaliers de Colomb de Ste-Rose, inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province, a, le 7 février 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil No 4656 des Chevaliers de Colomb de Ste-Rose, inc. », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18534-o

10-66

Chevaliers de Colomb de Ville de Duberger conseil 5791 Frontenac

« Le Conseil No 5791 Frontenac des Chevaliers de Colomb de ville de Duberger 69, boulevard Central Nord », donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chapitre 134) à partir du 17 janvier 1967.

Duberger, 17 janvier 1967.

Le Grand Chevalier,

ANDRÉ POITRAS.

Le Secrétaire-archiviste,

J.-YVON GAGNON.

18448-o

Chevaliers de Colomb de Ville Émard, conseil 5185

Le « Conseil No 5185 des Chevaliers de Colomb de ville Émard Montréal 20, Québec, 6820 Jolies », donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chapitre 134) à partir du 14 novembre 1966, Montréal 14 novembre 1966.

Montréal, 14 novembre 1966.

Le Grand Chevalier,

GÉRARD SHANKS.

Le Secrétaire-archiviste,

MARCEL RAYMOND.

18449-o

Robert Rocco Gerald Cece

Avis est par les présentes donné que « Robert Rocco Gerald Cece », domicilié à 155, avenue Dorval, appartement 208, Dorval, P.Q., présentera une demande au secrétaire de la province de Québec pour un décret changeant son nom de famille de Cece à Cecil, d'après les dispositions de la Loi concernant les changements de nom. Cette demande, si elle est accordée, aura également pour effet de changer le nom de famille de l'épouse du requérant, Dame Melodie DeBlois Dunlop, domiciliée à la même adresse.

Montréal, le 8 février 1967.

Les Avocats du requérant,

DESSAULLES & DAWSON.

18483-7-2-o

Alexander Nicholas Olejarchyk*Erratum*

Please note that in the notices published in the *Official Gazette* of February 4 and 11, 1967, concerning the above-mentioned, we should read in the French version Alexander Nicholas Olejarchyk instead of Alexandre Nicholas Olejarchyk.

18317x

Knights of Columbus of Ste-Rose, Inc. Council No. 4656

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 7, 1967, approved the general by-laws of "Knight of Columbus of Ste-Rose, Inc. Council No. 4656", and such, in pursuance to section 9 of the Act concerning the Knights of Columbus of the Province of Quebec and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18534

10-66

Knights of Columbus of Town of Duberger Council 5791 Frontenac

The "Council No. 5791 the Knights of Columbus of ville de Duberger 69, Central Boulevard North", hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chapter 134, section 2a) as from January 17, 1967.

Duberger, January 17, 1967.

ANDRÉ POITRAS,

Grand Knight.

J.-YVON GAGNON.

Recorder.

18448-o

Knights of Columbus of Ville Émard, Council 5185

The "Council No. 5185 the Knights of Columbus of ville Émard 6820 Jolies, Montreal 20", hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chapter 134, section 2a) as from November 14, 1966, Montreal, November 14, 1966.

Montreal, November 14, 1966.

GÉRARD SHANKS,

Grand Knight.

MARCEL RAYMOND,

Recorder.

18449-o

Robert Rocco Gerald Cece

Notice is hereby given that "Robert Rocco Gerald Cece", of 155 Dorval Avenue, Apartment 208, Dorval, P.Q., intends to apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for an order changing his last name from Cece to Cecil, in accordance with the Change of Name Act. Such application, if granted, will also have the effect of changing the last name of the applicant's wife, Dame Melodie DeBlois Dunlop, of the same address.

Montreal, February 8, 1967.

DESSAULLES & DAWSON,

Attorneys for the Applicant.

18483-7-2-o

**Conseil Napierville, No 3587
des Chevaliers de Colomb**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 20 janvier 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Conseil Napierville, No 3587 des Chevaliers de Colomb », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18484-o 1408-53

**Le Conseil Aylmer 5281
des Chevaliers de Colomb d'Aylmer**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 2 février 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Conseil Aylmer 5281, des Chevaliers de Colomb d'Aylmer », et ce, en vertu de l'article 9 de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec et de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18485-o 14819-62

**Chevaliers de Colomb de Hudson,
conseil 4135**

Le Conseil No 4135 des Chevaliers de Colomb de Hudson, Hudson, rue Principale, donne avis, par les présentes, qu'il possède son siège social à l'adresse susmentionnée et qu'il se prévaut des dispositions de la Loi concernant les Chevaliers de Colomb de la province de Québec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) à partir du 4 octobre 1966.

Hudson, 4 octobre 1966.

Le Grand Chevalier,
ANDREW METCALFE.
Le Secrétaire-archiviste,
P. E. SÉGUIN.

18508-o

Aviv, Arie

Arie Aviv et son épouse Shoshana Salamon, résidant au 3027, Chemin Bedford, Montréal, présenteront une requête au secrétaire de la province pour recommander à son Excellence le lieutenant-gouverneur en conseil d'accorder le changement de leur nom respectif à George Arato et Suzanne Salamon, ainsi que le changement du nom respectif de leurs enfants Gabriel et Ajala Aviv, à Gabriel et Agnes Arato.

Montréal, le 7 novembre 1966.

Les Avocats des requérants,
DU MESNIL, FORTIER, MAILHOT,
TARDI.

18509-7-2-o

Maslowski, Walter

Avis est donné que Walter Maslowski, ingénieur professionnel, domicilié à 7350, Mount, Montréal 16, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil pour passer un ordre changeant son nom en celui de Walter Marlowe; ledit changement de nom bénéficiera aussi à son épouse, Berthe Maslowski, ses fils John Maslowski, Donald Maslowski, James Maslowski, tous de la même adresse.

18511-7-2-o

MME WALTER MASLOWSKI.

**Napierville Council No. 3587
of the Knights of Columbus**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 20, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Conseil Napierville No 3587 des Chevaliers de Colomb", and such, pursuant to section 9 of the law concerning the Knights of Columbus in the Province of Quebec and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18484 1408-53

**Aylmer Council No. 5281
of the Knights of Columbus**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 2, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Le Conseil Aylmer 5281, des Chevaliers de Colomb d'Aylmer", and such, pursuant of section 9 of the Law concerning the Knights of Columbus of the Province of Quebec and of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18485 14819-62

**Knights of Columbus of Hudson,
Council 4135**

The Council No. 4135 of Knights of Columbus of Hudson, Hudson, Main Street, hereby gives notice that its head office is located at the above mentioned address and that it is availing itself of the provisions of the Act respecting the Knights of Columbus of the Province of Quebec (1-2 Elizabeth II, chap. 134) as from October 4, 1966.

Hudson, October 4, 1966.

ANDREW METCALFE,
Grand Knight.
P. E. SÉGUIN,
Recorder.

18508-o

Aviv, Arie

Arie Aviv and his wife, Shoshana Salamon, of 3027 Bedford Road, Montreal, will apply to the Provincial Secretary, to recommend to the Lieutenant-Governor in Council to order the change of their names, his to George Arato, hers to Suzanne Salamon, that of their Children Gabriel and Ajala Aviv, to Gabriel and Agnes Arato respectively.

Montreal, November 7, 1966.

DU MESNIL, FORTIER, MAILHOT,
TARDI,

18509-7-2-o *Attorneys for the Petitioners.*

Maslowski, Walter

Notice is given that Walter Maslowski, professional engineer, residing at 7350 Mount, Montréal 16, will apply to the Lieutenant-Governor in Council for an order changing his name to Walter Marlowe; said change of name shall also benefit his wife, Berthe Maslowski, his sons John Maslowski, Donald Maslowski, James Maslowski, all of the same address.

18511-7-2-o

Mrs. WALTER MASLOWSKI.

Cousens, Kathleen Elizabeth

Avis est par les présentes donné que Kathleen Elizabeth Cousens, de la ville de Brossard, district de Montréal, présentera, suivant les délais légaux, une requête au lieutenant-gouverneur en conseil, demandant le changement de son nom de famille ou nom patronymique en celui de Shaw pour qu'à l'avenir son nom soit Kathleen Elizabeth Shaw au lieu de Kathleen Elizabeth Cousens.

Ce changement de nom n'affectera aucune autre personne.

Montréal, le 10 février 1967.

Les Procureurs du requérant,
FOSTER, WATT, LEGGAT, COLBY,
18510-7-2-o RIOUX & MALCOLM.

Cousens, Kathleen Elizabeth

Notice is hereby given that Kathleen Elizabeth Cousens, of the town of Brossard in the district of Montreal, will, within the legal delays, present a petition to the Lieutenant-Governor in Council for a change of her family name of Cousens to that of Shaw, so that, in the future, her name will be Kathleen Elizabeth Shaw instead of Kathleen Elizabeth Cousens.

This change of name will not affect any other person.

Montreal, February 10, 1967.

FOSTER, WATT, LEGGAT, COLBY,
RIOUX & MALCOLM,
18510-7-2-o Attorneys for the Petitioner.

Bills — Assemblée législative

CHAMBRE DU CONSEIL LÉGISLATIF

Québec, 9 février 1967.

Aujourd'hui, à six heures et quinze minutes de l'après-midi, l'honorable administrateur de la province s'est rendu à la chambre du Conseil législatif au Palais législatif.

Les membres du Conseil législatif étant assemblés, il a plu à l'honorable administrateur de la province d'y faire requérir la présence de l'Assemblée législative et, cette chambre s'y étant rendue, le greffier de la couronne en chancellerie a lu le titre du bill à être sanctionné comme suit:

20 Loi prolongeant certains baux à l'occasion de l'Expo 67.

La sanction royale est prononcée sur ce bill par le greffier associé du Conseil législatif, comme suit:

« Au nom de Sa Majesté, l'honorable administrateur de la province sanctionne ce bill. »

18524-o

Bills — Legislative Assembly

LEGISLATIVE COUNCIL CHAMBER

Quebec, 9th of February, 1967.

This day, at fifteen minutes after six o'clock in the afternoon, the Honourable the Administrator of the Province proceeded to the Legislative Council Chamber, in the Legislative Building.

The members of the Legislative Council being assembled, the Honourable the Administrator of the Province was pleased to command the attendance of the Legislative Assembly, and that House being present the Clerk of the Crown in Chancery read the title of the bill to be sanctioned as follows:

20 An Act to prolong certain leases on the occasion of Expo 67.

To this bill the Royal assent was pronounced by the Clerk Associate of the Legislative Council in the following words:

"In Her Majesty's name, the Honourable the Administrator of the Province assents to this bill."

18524-o

Caisses d'épargne et de crédit

**Caisse d'économie des employés de la
Compagnie Générale Électrique
« Usine de Montréal »**

(Loi des caisses d'épargne et de crédit)

Avis est donné que le secrétaire de la province a approuvé la formation de la caisse d'épargne et de crédit « Caisse d'économie des employés de la Compagnie Générale Électrique « Usine de Montréal » ».

Le groupe dans lequel la caisse recrutera ses membres sera les employés de la Compagnie Générale Électrique du Canada Limitée, « Usine de Montréal ».

Le siège social de cette caisse d'épargne et de crédit est situé à Montréal, Québec, dans le district électoral de Bourget.

Québec, le 9 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
18525-o RAYMOND DOUVILLE.

Savings and Credit Unions

**Caisse d'économie des employés de la
Compagnie Général Électrique
"Usine de Montréal"**

(Savings and Credit Unions Act)

Notice is given that the Provincial Secretary has approved the formation of the savings and credit union "Caisse d'économie des employés de la Compagnie Générale Électrique "Usine de Montréal"."

The group in which the union will recruit its members will be the employees of the Compagnie Générale Électrique du Canada Limitée, "Usine de Montréal".

The head office of this savings and credit union is situated at Montreal, Quebec, in the electoral district of Bourget.

Quebec, February 9, 1967.

18525 RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

Demandes à la Législature

Applications to Legislature

Cité de Lachine

Avis public est, par les présentes, donné que La Cité de Lachine s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et ses amendements, sur les matières suivantes, en sus de celles mentionnées à l'avis public de 1966, pour: porter le minimum du fonds de pension de \$900.00 à \$1,200; accorder une pension à toute personne qui occupera la charge de maire ou d'échevin pendant quinze ans; valider et ratifier l'acte de vente entre la cité de Lachine et la Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Montréal; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 19 janvier 1967.

Les Procureurs de la cité de Lachine,
LACROIX, VIAU, HÉBERT, THIVIERGE,
18217-4-4-o SYLVESTRE & VIAU.

Succession de John Louis Sabbath

Avis est donné que les exécuteurs de la succession de feu John Louis Sabbath s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi accordant aux exécuteurs le pouvoir de vendre certaines propriétés immobilières dans la succession de feu John Louis Sabbath.

Montréal, 29 décembre 1966.

Les Procureurs des requérants,
18264-4-4 ASSELIN & SCHNAIBERG.

Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception

Avis est par les présentes donné que « Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception », corporation dûment constituée en vertu d'une loi de la législature de la province de Québec, ayant son siège principal en la cité d'Outremont, province de Québec, s'adressera à la législature de Québec pendant la présente session pour demander l'adoption d'une loi amendant sa charte pour lui enlever certaines restrictions quant à la valeur des immeubles que peut détenir la corporation pour la poursuite de ses objets.

Montréal, ce dix-huitième jour de janvier 1967.

Les Procureurs de la requérante,
18262-4-4-o GAGNON, DEBILLY,
CANTIN et DIONNE.

Cité de Saint-Michel

Avis est par les présentes donné que la cité de Saint-Michel, municipalité du comté de Bourget, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la présente session, pour demander l'adoption d'une loi dont les objets sont les suivants:

Abroger de nombreuses dispositions de sa charte;

Obtenir le droit de verser au maire et aux échevins, suivant certaines conditions, une pension annuelle.

Établir un comité exécutif et en déterminer les pouvoirs et devoirs.

Cité de Saint-Michel, le 23 janvier 1967.
Les Procureurs de la cité de Saint-Michel,
18236-4-4-o DIDIER, LEROUX, LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

City of Lachine

Public notice is hereby given that The City of Lachine will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, amending its charter, the act 9 Edward VII, chapter 86 and its amendments, for the following purposes, in addition to those mentioned in public notice of 1966: to increase the minimum of pension funds from \$900.00 to \$1,200.00; to provide a pension for any person who occupied as mayor or alderman for the minimum period of fifteen years; to ratify the deed of sale between the city of Lachine and La Corporation Archiépiscope Catholique Romaine de Montréal; and for all other purposes.

Montreal, January 19, 1967.

LACROIX, VIAU, HÉBERT, THIVIERGE,
SYLVESTRE & VIAU,
18217-4-4-o Attorneys for the city of Lachine.

Estate of John Louis Sabbath

Notice is hereby given that the Executors of of the estate of the late John Louis Sabbath, will apply to Legislature of the Province of Quebec at its present session, to request the passing of an act to grant the executors power to sell certain immoveable properties in the estate of the late John Louis Sabbath.

Montreal, December 29, 1966.

18264-4-4-o ASSELIN & SCHNAIBERG,
Attorneys for Petitioners.

Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception

Notice is hereby given that "Les Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception", a corporation duly incorporated under an act of the Legislature of the Province of Quebec, with its corporate seat in the city of Outremont, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec during the present session for the adoption of an act to amend its charter to remove from it certain restrictions with respect to the value of immoveables which may be owned by the corporation for the carrying out of its objects.

Montreal, this eighteenth day of January, 1967.

GAGNON, DEBILLY,
CANTIN and DIONNE,
18262-4-4-o Attorneys for Petitioner.

City of Saint-Michel

Public notice is hereby given that the city of Saint-Michel, municipality of Bourget County, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act for the following purposes:

To repeal numerous provisions of its charter.

To obtain the right to grant to the mayor and aldermen, under certain conditions, an annual pension.

To establish an executive committee and to determine its powers and functions.

City of Saint Michel, January 23, 1967.
DIDIER, LEROUX, LACROIX, VIAU, HÉBERT,
THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.
18236-4-4-o Attorneys for the city of Saint-Michel.

Cité de Magog

Avis est par les présentes donné que la cité de Magog s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour obtenir la passation d'une Loi amendant la deuxième partie de sa charte, concernant l'Enseignement dans la cité, afin d'être assujettie à la Loi de l'Instruction Publique, S.R.Q., Ch.: 235, spécialement quant à la perception de la taxe scolaire.

Et pour autres fins.

Magog, ce 21 janvier 1967.

Les Procureurs de la cité de Magog,

FOREST & BOUCHARD.

*Le Procureur des Bureaux des Commissaires
d'Écoles,*

18237-4-4-0 LOUIS-PHILIPPE GALIPEAU.

City of Magog

Notice is hereby given that the city of Magog will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act amending the second part of its charter, relative to Education in the city, so that the Education Act R.S.Q. Ch.: 235, will apply especially in relation to the school tax perception.

And of other purposes.

Magog, this January 21, 1967.

FOREST & BOUCHARD,

Attorneys for the city of Magog.

LOUIS-PHILIPPE GALIPEAU,

18237-4-4-0 *Attorney for the School boards.*

Municipalité scolaire de Joutel

Avis est par les présentes donné que Armand St-Jacques, chef de service, domicilié dans le village minier de Joutel, district d'Abitibi et Roland Bélanger, prêtre curé, domicilié dans le village minier de Joutel, district d'Abitibi, s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa présente session afin d'obtenir l'adoption d'une loi érigeant en municipalité scolaire un territoire situé dans les comtés d'Abitibi-est et d'Abitibi-ouest, comprenant les cantons Montgolfier, Aloigny, Desmazures, Valrennes, Joutel, Douay, Rainboth, Poirier, Sauvé, Carqueville, Dalet, Maizarets.

Le Procureur des requérants,

18307-5-4-0 C. R. BAILLARGEON.

School Municipality of Joutel

Notice is hereby given that Armand St-Jacques, chief of service, domiciled in the mining village of Joutel, district of Abitibi, and Roland Bélanger, parish priest, domiciled in the mining village of Joutel, district of Abitibi, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, to obtain the adoption of a law erecting into a school municipality of territory situated in the counties of Abitibi-East and Abitibi-West, comprising the townships of Montgolfier, Aloigny, Desmazures, Valrennes, Joutel, Douay, Rainboth, Poirier, Sauvé, Carqueville, Dalet, Maizarets.

C. R. BAILLARGEON,

18307-5-4 *Attorney for the Petitioners.*

La cité de Sept-Iles

Nous donnons avis public que « La cité des Sept-Iles », s'adressera à la présente législature pour demander que sa charte, la Loi 14-15 Georges VI, chapitre 69, et les lois qui la modifient soit amendée, à savoir:

a) Pour inclure dans ses limites territoriales Pointe-Noire;

b) Pour modifier la Loi des cités et villes en faveur de la cité des Sept-Iles lui donnant le pouvoir d'obliger tous les contribuables à lui fournir des plans de toute nouvelle subdivision et pour toute autre raison.

Sept-Iles, ce 21 janvier 1967.

Le Procureur de la requérante,

18308-5-4-0 GUY PETTIGREW.

The City of Sept-Iles

Notice is hereby given that "The City of Sept-Iles", will apply to the present legislature to request that its charter, Law 14-15 George VI, chapter 69 and the laws that modify it be amended, to wit:

(a) To enclose Pointe-Noire in its territorial limits;

(b) To amend the Cities and Towns Act, in favor of the city of Sept-Iles, giving the power to bind every ratepayers to provide plans of any new subdivision and for any other reason.

Sept-Iles, January 21, 1967.

GUY PETTIGREW,

18308-5-4 *Attorney for the Petitioner.*

Cité de LaSalle

Avis public est, par les présentes, donné que la « Cité de LaSalle » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi lui permettant d'abroger: l'article 1, chapitre 101 de la loi 10 George V; l'article 11, chapitre 69 de la loi 3-4 Elizabeth II; l'article 1, chapitre 93 de la loi 4-5 Elizabeth II. D'amender pour elle l'article 57 de la Loi de la Régie des Alcools (S.R.Q. 1964, chapitre 44) et l'article 7, chapitre 93 de la loi 4-5 Elizabeth II, pour y modifier les délais; d'établir une pension pour les membres du Conseil; et pour toutes autres fins.

Montréal, le 1er février 1967.

Les Procureurs de la cité de LaSalle,

LACROIX, VIAU, HÉBERT,

18372-6-4-0 THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

City of LaSalle

Public notice is hereby given that the "City of LaSalle" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act to repeal: section 1, chapter 101 of the act 10 George V; section 11, chapter 69 of the act 3-4 Elizabeth II; section 1, chapter 93 of the act 4-5 Elizabeth II. To amend for the city section 57 of the Quebec Liquor Board (S.R.Q. 1964, chapter 44), and section 7, chapter 93 of the act 4-5 Elizabeth II to modify the delays and to establish a pension for the members of the Council; and for all other purposes.

Montreal, 1st of February, 1967.

LACROIX, VIAU, HÉBERT,

THIVIERGE, SYLVESTRE & VIAU.

18372-6-4-0 *Attorneys for the city of LaSalle.*

Gaz Naturel Radisson Ltée

Avis est par les présentes donné que « Gaz Naturel Radisson Ltée » s'adressera à la Légis-

Radisson Naturel Gas Ltd.

Notice is hereby given that "Radisson Natural Gas Ltd." will apply to the Legislature of the

lature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi l'autorisant:

1° À acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tous droits de passage, servitudes et terrains nécessaires pour la construction de pipe-lines pour la transmission et la distribution du gaz naturel dans un territoire comprenant les comtés de Richelieu, Yamaska, Nicolet, Trois-Rivières, Champlain, St-Maurice et Laviolette, y compris les corporations municipales, cités et villes constituées en vertu d'une loi générale, ou par loi spéciale ou lettres-patentes, situées dans les limites géographiques desdits comtés, à l'exception de la distribution du gaz dans le territoire mentionné à l'article 6 des Statuts de Québec 4-5 Elizabeth II, chapitre 157, tel que modifié par le chapitre 41 de 5-6 Elizabeth II, et le chapitre 95 de 10-11 Elizabeth II.

2° À acquérir de gré à gré tout système de distribution de gaz, avec toutes les franchises, droits de passage et servitudes s'y rattachant, et à exercer ces franchises, droits de passage et servitudes.

3° À exercer dans les limites du territoire décrit ci-dessus les pouvoirs énoncés en ce qui concerne le gaz dans les dispositions des articles 63 à 71 et 73 à 76 inclusivement de la Loi des compagnies de gaz et d'eau (Statuts refondus 1964 chapitre 285).

4° Pour autoriser également les corporations municipales régies par le Code municipal, la Loi des cités et villes ou une loi spéciale, situées dans le territoire ci-dessus décrit, à accorder à la pétitionnaire, sur simple résolution et sans autre formalité, une franchise de distribution de gaz naturel ne dépassant pas vingt-cinq ans.

Les Procureurs de la pétitionnaire,

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
GOBEIL, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LEMAY.

18373-6-4-0

Province of Quebec at its present session for the adoption of an Act authorizing it:

1. To acquire, by agreement or by expropriation, all rights of way, servitudes and lands necessary for the construction of pipe-lines for the conveyance and distribution of natural gas in a territory comprising the counties of Richelieu, Yamaska, Nicolet, Trois-Rivières, Champlain, St-Maurice and Laviolette, including municipal corporations, cities and towns erected by virtue of a general Act, special act or letters-patent, situated within the geographical limits of the said counties, with the exception of the distribution of gas in the territory mentioned in section 6 of the Quebec Statutes 4-5 Elizabeth II, chapter 157, as modified by chapter 41 of 5-6 Elizabeth II and chapter 95 of 10-11 Elizabeth II.

2. To acquire by agreement any system of gas distribution, with all the franchises, rights of way and servitudes connected therewith, and to exercise such franchises, rights of way and servitudes.

3. To exercise within the limits of the territory described above the powers set forth respecting gas in the provisions of section 63 to 71 and 73 to 76 inclusive, of the Gas and Water Companies Act (Revised Statutes, 1964, chapter 285).

4. To authorize also municipal corporations governed by the municipal Code, the Cities and Towns Act or a special Act, situated within the territory described above, to grant to the petitioner, by resolution and without any other formality a franchise for the sale and distribution of gas, said franchise not to exceed twenty-five years.

PRÉVOST, GAGNÉ, FLYNN,
GOBEIL, RIVARD, JACQUES,
CIMON, LESSARD & LEMAY,

18373-6-4-0

Attorneys for the petitioner.

Congregation Shaar Shalom

Avis est donné que Sam Gazin, vendeur, Mortimer Sherker, préposé aux relations publiques, Mort Shlossman, préposé aux relations publiques, Moe Ackman, avocat, Harold Brender, marchand, Bernard Mandelker, vendeur, Rubin Turner, fourreur, Lenny Gilletz, agent d'assurance, tous de la cité de Laval, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa présente session pour demander l'adoption d'un projet de Loi les constituant en corporation sous le nom de « Congregation Shaar Shalom ».

Daté à Montréal, ce 11e jour de janvier 1967.

Les Procureurs de la requérante,
GLISERMAN, ACKMAN, CUTLER
& DRUKER.

18385-6-4

Ville de Kirkland

Avis public est, par les présentes, donné que la ville de Kirkland, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte, la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 131, pour ratifier le règlement numéro 72 et pour toutes autres fins. Kirkland, le 1er février 1967.

*Le Secrétaire-trésorier de
la ville de Kirkland,*
ROMÉO LABRÈCHE.

18417-6-4-0

Congregation Shaar Shalom

Notice is hereby given that Sam Gazin, Salesman, Mortimer Sherker, Public Relations man, Mort Shlossman, Public Relations man, Moe Ackman, advocate, Harold Brender, merchant, Bernard Mandelker, salesman, Rubin Turner, furrier, Lenny Gilletz, insurance agent, all of the city of Laval, district of Montreal, will apply to the Legislative of the Province of Quebec at its present session to request the passing of a bill incorporating "Congregation Shaar Shalom".

Dated at Montreal, this 11th day of January, 1967.

GLISERMAN, ACKMAN, CUTLER
& DRUKER.

18385-6-4-0

Attorneys for petitioner.

Town of Kirkland

Public notice is hereby given that the town of Kirkland, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the adoption of an act, to amend its charter the Act 9-10, Elizabeth II, chapter 131, to ratify by-law no. 72 and for all other purposes. Kirkland, February 1st, 1967.

*ROMÉO LABRÈCHE,
Secretary-Treasurer of the
town of Kirkland.*

18417-6-4-0

Succession Emma Gascon

Avis public est par les présentes donné que Léo Gascon, laitier, de la ville de Montréal, en sa qualité d'exécuteur testamentaire de Dame Emma Gascon, s'adressera à la Législature de Québec, au cours de la présente session pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins suivantes:

Décréter que la testatrice, Dame Emma Gascon, en mentionnant dans son testament « l'ordre des vocations sacerdotales » a voulu désigner « l'Oeuvre des vocations du diocèse de Montréal ».

Montréal, le 6 février 1967.

L'Avocat du requérant,
JEAN-NOËL LANCTOT.

18418-6-4-o

La paroisse de St-Charles de Lachenaie

Avis est par les présentes donné que la corporation municipale de « La paroisse de St-Charles de Lachenaie », présentera à la présente session de la Législature un bill privé étendant au territoire de la pétitionnaire les dispositions de l'article 523 de la Loi des cités et villes, Statuts révisés, 1964, chapitre 193.

Joliette, le 9 février 1967.

Le Procureur de la pétitionnaire,
(Signé:) JACQUES DUGAS, C.R.

18517-7-4-o

Vittorio Marco Haim Rodriguez

Avis est par les présentes donné que « Vittorio Marco Haim Rodriguez », s'adressera à la Législature de la province de Québec à sa présente session pour demander l'adoption d'une loi aux fins d'être autorisé à exercer la profession de notaire dans la Province sous certaines conditions.

Montréal, le 13 février 1967.

Le Procureur du requérant,
GASTON POULIOT, C.R.

18533-7-4-o

Estate Emma Gascon

Public notice is hereby given that Léo Gascon, milkman, of the city of Montreal, in his quality of testamentary executor of Dame Emma Gascon, will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, to request the adoption of a special act, for the following purpose:

Enact that the testatrix, Dame Emma Gascon, when referring in her last will and testament to: "L'Ordre des vocations sacerdotales", wanted to refer to: "L'Oeuvre des vocations du diocèse de Montréal".

Montréal, February 6, 1967.

JEAN-NOËL LANCTOT,
Attorney for the petitioner.

18418-6-4-o

La paroisse de St-Charles de Lachenaie

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of "La paroisse de St-Charles de Lachenaie", will petition the Legislative Assembly that a private bill be enacted making applicable to the territory of the Petitioner the provisions of section 523 of cities and towns Act, Revised Statutes, 1964, chapter 193.

Joliette, February 9, 1967.

(Signed:) JACQUES DUGAS, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

18517-7-4-o

Vittorio Marco Haim Rodriguez

Notice is hereby given that "Vittorio Marco Haim Rodriguez", will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an act to be authorized to practise as a notary in the Province, under certain conditions.

Montreal, February 13, 1967.

GASTON POULIOT, Q.C.,
Attorney for the petitioner.

18533-7-4-o

Compagnies dissoutes**20th Century Housing Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « 20th Century Housing Corp. », constituée en corporation le 18 mars 1953, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18443-o 4792-53

Robert Allan & Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Robert Allan & Co. Ltd. », constituée en corporation le 29 août 1960, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18443-o 13591-60

Mansions Tire & Car Radio Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Mansions

Companies Dissolved**20th Century Housing Corp.**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "20th Century Housing Corp.", incorporated on March 18, 1953, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18443 4792-53

Robert Allan & Co. Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Robert Allan & Co. Ltd.", incorporated on August 29, 1960, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18443 13591-60

Mansions Tire & Car Radio Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Man-

Tire & Car Radio Ltd. », constituée en corporation le 27 avril 1960, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 11910-60

Marco Lumber inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Marco Lumber inc. », constituée en corporation le 29 juin 1964, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 2978-64

Matte inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Matte inc. », constituée en corporation le 25 septembre 1956, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 12951-56

Parker Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Parker Corporation », constituée en corporation le 9 mars 1960, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 10994-60

Powter Estates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Powter Estates Ltd. », constituée en corporation le 26 octobre 1964, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4711-64

Sherbrooke Frozen Foods Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Sherbrooke Frozen Foods Inc. », constituée en corporation le 11 avril 1957, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 11271-57

United Auto Parts (East) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (East) Limited », constituée en corporation le 16 mars 1936, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 583-36

United Auto Parts (Granby) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (Granby) Ltd. », constituée en corpo-

sions Tire & Car Radio Ltd.", incorporated on April 27, 1960, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 11910-60

Marco Lumber inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Marco Lumber inc.", incorporated on June 29, 1964, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 2978-64

Matte inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Matte inc.", incorporated on September 25, 1956, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 12951-56

Parker Corporation

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Parker Corporation", incorporated on March 9, 1960, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 10994-60

Powter Estates Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Powter Estates Ltd.", incorporated on October 26, 1964, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4711-64

Sherbrooke Frozen Foods Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Sherbrooke Frozen Foods Inc.", incorporated on April 11, 1957, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 11271-57

United Auto Parts (East) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (East) Limited", incorporated on March 16, 1936, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 583-36

United Auto Parts (Granby) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Granby) Ltd.", incorporated on

ration le 25 octobre 1940, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 6462-40

United Auto Parts (Matane) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (Matane) Ltd. », constituée en corporation le 30 novembre 1944, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 6013-44

United Auto Parts (Mile End) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (Mile End) Ltd. », constituée en corporation le 7 septembre 1940, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 5259-40

United Auto Parts (North) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (North) Limited », constituée en corporation le 16 mars 1936, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 584-36

Boulevard Transmission Automatique Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Boulevard Transmission Automatique Itée », constituée en corporation le 11 septembre 1962, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 13822-62

Frank Byrne Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Frank Byrne Ltd. », constituée en corporation le 22 janvier 1932, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 42-32

Centre Médical de Laval-des-Rapides, inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Centre Médical de Laval-des-Rapides, inc. », constituée en corporation le 15 octobre 1964, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 4619-64

Les Entreprises Dupéré Itée

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province

October 25, 1940, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 6462-40

United Auto Parts (Matane) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Matane) Ltd.", incorporated on November 30, 1944, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 6013-44

United Auto Parts (Mile End) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Mile End) Ltd.", incorporated on September 7, 1940, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 5259-40

United Auto Parts (North) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (North) Limited", incorporated on March 16, 1936, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 584-36

Boulevard Transmission Automatique Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Boulevard Transmission Automatique Itée", incorporated on September 11, 1962, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 13822-62

Frank Byrne Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Frank Byrne Ltd.", incorporated on January 22, 1932, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 42-32

Centre Médical de Laval-des-Rapides, inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Centre Médical de Laval-des-Rapides, inc.", incorporated on October 15, 1964, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 4619-64

Les Entreprises Dupéré Itée

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased

d'accepter l'abandon de la charte de « Les Entreprises Dupéré ltée », constituée en corporation le 4 février 1955, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 10197-55

Ferronnerie Olympia Hardware inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Ferronnerie Olympia Hardware inc. », constituée en corporation le 9 septembre 1960, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 13910-60

**Federal Transport Incorporated
Fédéral Transport incorporée**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Federal Transport Incorporated — Fédéral Transport incorporée », constituée en corporation le 26 août 1954, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 12002-54

Industrial Life Holding Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Industrial Life Holding Ltd. », constituée en corporation le 22 août 1961, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 14196-61

Linsol Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Linsol Enterprises Inc. », constituée en corporation le 24 avril 1959, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 12471-59

Yvonna Morissette inc.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Yvonna Morissette inc. », constituée en corporation le 26 octobre 1956, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 13394-56

United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd. », constituée en corporation le 22 août 1933, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 1433-33

to accept the surrender of the charter of "Les Entreprises Dupéré ltée", incorporated on February 4, 1955, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 10197-55

Ferronnerie Olympia Hardware inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Ferronnerie Olympia Hardware inc.", incorporated on September 9, 1960, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 13910-60

**Federal Transport Incorporated
Fédéral Transport incorporée**

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Federal Transport Incorporated — Fédéral Transport incorporée", incorporated on August 26, 1954, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 12002-54

Industrial Life Holding Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Industrial Life Holding Ltd.", incorporated on August 22, 1961, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 14196-61

Linsol Enterprises Inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Linsol Enterprises Inc.", incorporated on April 24, 1959, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 12471-59

Yvonna Morissette inc.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Yvonna Morissette inc.", incorporated on October 26, 1956, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 13394-56

United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (St. Hyacinthe) Ltd.", incorporated on August 22, 1933, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 1433-33

United Auto Parts (St Jérôme) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (St Jérôme) Ltd. », constituée en corporation le 19 novembre 1940, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 6885-40

United Auto Parts (Saguenay) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (Saguenay) Ltd. », constituée en corporation le 18 mai 1934, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 834-34

United Auto Parts (Sherbrooke) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (Sherbrooke) Ltd. », constituée en corporation le 12 mai 1936, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 1138-36

United Auto Parts (Val d'Or) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (Val d'Or) Limited », constituée en corporation le 11 décembre 1935, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 2505-35

United Auto Parts (Verdun) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (Verdun) Ltd. », constituée en corporation le 30 mars 1936, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 745-36

United Auto Parts of Quebec Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts of Quebec Limited », constituée en corporation le 29 janvier 1936, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-o 79-36

United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd. », cons-

United Auto Parts (St Jérôme) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (St Jérôme) Ltd.", incorporated on November 19, 1940, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 6885-40

United Auto Parts (Saguenay) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Saguenay) Ltd.", incorporated on May 18, 1934, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 834-34

United Auto Parts (Sherbrooke) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Sherbrooke) Ltd.", incorporated on May 12, 1936, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 1138-36

United Auto Parts (Val d'Or) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Val d'Or) Limited", incorporated on December 11, 1935, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 2505-35

United Auto Parts (Verdun) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Verdun) Ltd.", incorporated on March 30, 1936, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 745-36

United Auto Parts of Quebec Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts of Quebec Limited", incorporated on January 29, 1936, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 79-36

United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd.", incor-

tituée en corporation le 5 août 1944, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18443-0 4098-44

United Auto Parts (of Three Rivers) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (of Three Rivers) Limited », constituée en corporation le 20 avril 1933, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18443-0 678-33

United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « United Auto Parts (Victoriaville) Ltd. », constituée en corporation le 7 avril 1941, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18443-0 2976-41

Harleg Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de « Harleg Industries Ltd », constituée en corporation le 6 mai 1963, à compter du 15 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18443-0 217-63

porated on August 5, 1944, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18443 4098-44

United Auto Parts (of Three Rivers) Limited

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (of Three Rivers) Limited", incorporated on April 20, 1933, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18443 678-33

United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.", incorporated on April 7, 1941, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18443 2967-41

Harleg Industries Ltd.

Notice is given that, under the Companies Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of "Harleg Industries Ltd.", incorporated on May 6, 1963, on and from February 15, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18443 271-63

Compagnies autorisées à faire des affaires

Mitsubishi International Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Mitsubishi International Corporation », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Seiichi Masuda, de la cité de Westmount.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 630, ouest, boulevard Dorchester, suite 2475, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18443 4-67 — 1353/123

Hayden, Stone Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies étrangères, la compagnie « Hayden, Stone Incorporated », a été autorisée à faire affaires dans la province.

L'agent principal, aux fins de recevoir les assignations dans les procédures contre ladite compagnie, est M. Gilles de Billy, de Québec.

Le bureau principal de la compagnie dans la province est établi à 100 d'Youville, suite 430, Québec, district judiciaire de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
18443 5-67-1354/128

Companies Licensed to do Business

Mitsubishi International Corporation

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Mitsubishi International Corporation", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Seiichi Masuda, of the city of Westmount.

The principal office of the company in the Province is at 630 Dorchester Boulevard West, suite 2475, Montreal, judicial district of Montreal.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18443-0 4-67 — 1353/123

Hayden, Stone Incorporated

Notice is given that, under the Extra-Provincial Companies Act, "Hayden, Stone Incorporated", has been authorized to carry on business in the Province.

The chief agent for the purpose of receiving services in proceedings against the company is Mr. Gilles de Billy, of Québec.

The principal office of the company in the Province is at 100 d'Youville, Room 430, Québec, judicial district of Québec.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
18443-0 5-67-1354/128

Divers Companies

L. G. Beaubien & cie limitée L. G. Beaubien & Co. Limited

Avis est donné que « L. G. Beaubien & cie limitée — L. G. Beaubien & Co. Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 12 à 11.

Le Secrétaire,
ANDRÉ CHARRON.

18451-o 5446-46

L. G. Beaubien & cie limitée L. G. Beaubien & Co. Limited

Avis est donné que « L. G. Beaubien & cie limitée — L. G. Beaubien & Co. Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 11 à 10.

Le Secrétaire,
MME PAULETTE PANNETON.

18451-o 5446-46

Canadian Moulded Pulp Products Inc.

Avis est donné que la compagnie « Canadian Moulded Pulp Products Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 3.

Le Secrétaire,
DENISE M. LANDRY.

18452 4993-65

Clermont Motor Limited

Avis est donné que la compagnie « Clermont Motor Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
GABRIELLE G. CLERMONT.

18453-o 2109-23

520 construction inc.

Avis est donné que la compagnie « 520 construction inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
NOËL TESSIER.

18454-o 3527-66

Construction St-Paul Itée St. Paul Construction Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Construction St-Paul Itée — St. Paul Construction Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 7.

Le Secrétaire,
JACQUES BOULAIS.

18455-o 1216-65

Les Entreprises M. P. inc.

Avis est donné que « Les Entreprises M. P. inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 7.

Le Secrétaire,
FABIENNE L. MILOT.

18456-o 13995-62

Laiterie Fortier Itée

Avis est donné que la compagnie « Laiterie Fortier Itée » a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
PIERRE CÔTÉ.

18552-o 1827-48

Miscellaneous Companies

L. G. Beaubien & cie limitée L. G. Beaubien & Co. Limited

Notice is given that "L. G. Beaubien & cie limitée — L. G. Beaubien & Co. Limited" has changed the number of its directors from 12 to 11.

ANDRÉ CHARRON,
Secretary.

18451 5446-46

L. G. Beaubien & cie limitée L. G. Beaubien & Co. Limited

Notice is given that "L. G. Beaubien & cie limitée — L. G. Beaubien & Co. Limited" has changed the number of its directors from 11 to 10.

MRS. PAULETTE PANNETON,
Secretary.

18451 5446-46

Canadian Moulded Pulp Products Inc.

Notice is given that "Canadian Moulded Pulp Products Inc.", has changed the number of its directors from 5 to 3.

DENISE M. LANDRY,
Secretary.

18452-o 4993-65

Clermont Motor Limited

Notice is hereby given that "Clermont Motor Limited", has changed the number of its directors from 3 to 4.

GABRIELLE G. CLERMONT,
Secretary.

18453 2109-23

520 construction inc.

Notice is hereby given that "520 construction inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

NOËL TESSIER,
Secretary.

18454 3527-66

Construction St-Paul Itée St. Paul Construction Ltd.

Notice is hereby given that "Construction St-Paul Itée — St. Paul Construction Ltd.", has changed the number of its directors from 5 to 7.

JACQUES BOULAIS,
Secretary.

18455 1216-65

Les Entreprises M. P. inc.

Notice is hereby given that "Les Entreprises M. P. inc.", has changed the number of its directors from 3 to 7.

FABIENNE L. MILOT,
Secretary.

18456 13995-62

Laiterie Fortier Itée

Notice is hereby given that "Laiterie Fortier Itée" has changed the number of its directors from 4 to 3.

PIERRE CÔTÉ,
Secretary.

18552 1827-48

Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal

Avis est donné que la corporation « Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 15.

Le Président,
RENÉ LUSIGNAN,
2443-66

18458-o

Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal

Notice is given that the corporation "Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal", has changed the number of its directors from 3 to 15.

RENÉ LUSIGNAN,
President,
2443-66

18458

Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 12 janvier 1967, approuvé les règlements généraux de la corporation « Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE,
2443-66

18458-o

Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 12, 1967, approved the general by-laws of the corporation "Le Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province,
2443-66

18458

United Investment Services (Quebec) Ltd. Services de placements Unis (Québec) Itée

Avis est donné que la compagnie « United Investment Services (Quebec) Ltd. — Services de placements Unis (Québec) Itée », a changé le nombre de ses administrateurs de 5 à 6.

Le Président,
GORDON EDDOLLS,
11465-60

18530-o

United Investment Services (Quebec) Ltd. Services de placements Unis (Québec) Itée

Notice is given that "United Investment Services (Quebec) Ltd. — Services de placements Unis (Québec) Itée", has changed the number of its directors from 5 to 6.

GORDON EDDOLLS,
President,
11465-60

18530

Banff Fashions Inc.

Avis est donné que la compagnie « Banff Fashions Inc. » a porté de 3 à 4 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
GERSON BYER,
11233-58

18535

Banff Fashions Inc.

Notice is given that "Banff Fashions Inc." has changed the number of its directors from 3 to 4.

GERSON BYER,
Secretary,
11233-58

18535-o

National Compressed Air Limited

Avis est donné que la compagnie « National Compressed Air Limited » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Président,
BERNARD DESCÔTES,
10827-62

18536

National Compressed Air Limited

Notice is given that "National Compressed Air Limited" has changed the number of its directors from 3 to 4.

BERNARD DESCÔTES,
President,
10827-62

18536-o

Ray-Electro-Way Inc.

Avis est donné que la compagnie « Ray-Electro-Way Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire-trésorier,
MME J.-P. VINCENT,
4831-66

18462-o

Ray-Electro-Way Inc.

Notice is hereby given that "Ray-Electro-Way Inc.", has changed the number of its directors from 3 to 5.

MRS. J.-P. VINCENT,
Secretary-Treasurer,
4831-66

18462

Rodrigue & Frère Ornemental Itée

Avis est donné que la compagnie « Rodrigue & Frère Ornemental Itée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 4.

Le Secrétaire,
BARTHÉLEMI RODRIGUE,
13195-62

18463-o

Rodrigue & Frère Ornemental Itée

Notice is hereby given that "Rodrigue & Frère Ornemental Itée", has changed the number of its directors from 3 to 4.

BARTHÉLEMI RODRIGUE,
Secretary,
13195-62

18463

Claude Sigouin Auto Itée

Avis est donné que la compagnie « Claude Sigouin Auto Itée » a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
ROGER POUPART,
4510-65

18464-o

Claude Sigouin Auto Itée

Notice is given that "Claude Sigouin Auto Itée" has changed the number of its directors from 3 to 5.

ROGER POUPART,
Secretary,
4510-65

18464

The Fairview Corporation

Avis est donné que la compagnie «The Fairview Corporation», a porté de 5 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
R. B. CARLETON.
4861-63

18457

**Fonds F-I-C inc.
F-I-C Fund Inc.**

Avis est donné que la compagnie «Fonds F-I-C inc.—F-I-C Fund Inc.», a changé le nombre de ses administrateurs de 21 à 18.

Le Secrétaire,
PIERRE MERCIER.
14212-62

18459-0

**Lake Clearview Estates Inc.
Domaine du Lac Clearview inc.**

Avis est donné que la compagnie «Lake Clearview Estates Inc.—Domaine du Lac Clearview inc.», a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
J. BENOIT.
4249-65

18460-0

Mr Hanger (Quebec) Inc.

Avis est donné que «Mr Hanger (Quebec) Inc.», a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
R. GRAHAM REA.
1373-66

18461

**Studio d'écoute et de reproduction sonore
(Sersi) inc.**

Avis est donné que la compagnie «Studio d'écoute et de reproduction sonore (Sersi) inc.», a changé le nombre de ses administrateurs de 8 à 3.

Le Secrétaire,
MARC CHOQUETTE.
15509-61

18465-0

Textile Weavers Limited

Avis est donné que la compagnie «Textile Weavers Limited», a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
ALEX MACL. LESLIE.
259-34

18466

**L'Association des amis d'Émile Nelligan
inc.**

Avis est donné que «L'Association des amis d'Émile Nelligan inc.», a changé le nombre de ses administrateurs de 6 à 10.

Le Secrétaire,
LISE PERRET.
2932-66

18487-0

**L'Association des amis d'Émile Nelligan
inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 30 janvier 1967, approuvé les règlements généraux de «L'Association des amis d'Émile Nelligan inc.», et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.
2932-66

18487-0

The Fairview Corporation

Notice is given that "The Fairview Corporation", has changed the number of its directors from 5 to 6.

R. B. CARLETON,
Secretary.
4861-63

18457-0

**Fonds F-I-C inc.
F-I-C Fund Inc.**

Notice is given that "Fonds F-I-C inc.—F-I-C Fund Inc.", has changed the number of its directors from 21 to 18.

PIERRE MERCIER,
Secretary.
14212-62

18459

**Lake Clearview Estates Inc.
Domaine du Lac Clearview inc.**

Notice is hereby given that "Lake Clearview Estates Inc.—Domaine du Lac Clearview inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

J. BENOIT,
Secretary.
4249-65

18460

Mr Hanger (Quebec) Inc.

Notice is given that "Mr Hanger (Quebec) Inc.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

R. GRAHAM REA,
Secretary.
1373-66

18461-0

**Studio d'écoute et de reproduction sonore
(Sersi) inc.**

Notice is hereby given that "Studio d'écoute et de reproduction sonore (Sersi) inc.", has changed the number of its directors from 8 to 3.

MARC CHOQUETTE,
Secretary.
15509-61

18465

Textile Weavers Limited

Notice is given that "Textile Weavers Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

ALEX MACL. LESLIE,
Secretary.
259-34

18466-0

**L'Association des amis d'Émile Nelligan
inc.**

Notice is hereby given that "L'Association des amis d'Émile Nelligan inc.", has changed the number of its directors from 6 to 10.

LISE PERRET,
Secretary.
2932-66

18487

**L'Association des amis d'Émile Nelligan
inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on January 30, 1967, approved the general by-laws of "L'Association des amis d'Émile Nelligan inc.", and such, in pursuance to section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.
2932-66

18487

L'Association des Zouaves de Québec inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 17 janvier 1967, approuvé les règlements généraux de « L'Association des Zouaves de Québec inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18488-o 2027-65

L'Association des Zouaves de Québec inc.

Avis est donné que « L'Association des Zouaves de Québec inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 10 à 25.

Le Secrétaire,
J. Y. LACHANCE.

18488-o 2027-65

**The Association of Alumni
of Sir George Williams University**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 18 janvier 1967, approuvé les modifications aux articles V et XV du règlement II de « The Association of Alumni of Sir George Williams University », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18489-o 12887-57

Beejay Industrial Supplies Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Beejay Industrial Supplies Ltd. », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
LUCIEN BOYER.

18490 15668-61

**Le Centre des études universitaires
de Trois-Rivières, inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 6 février 1967, approuvé le règlement numéro 4 de « Le Centre des études universitaires de Trois-Rivières, inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18491-o 3677-65

**Cercle Goethe inc.
Goethe Society Inc.**

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 26 janvier 1967, approuvé les règlements généraux de « Cercle Goethe inc. — Goethe Society Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18492-o 2565-66

Foyer Monseigneur Gendron inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1er février 1967, approuvé les règlements numéros 1 et 2 (règlements généraux) de la corporation « Foyer Monseigneur Gendron inc. », et ce, en vertu de l'article 226 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18495-o 2772-65

L'Association des Zouaves de Québec inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on January 17, 1967, approved the general by-laws of "L'Association des Zouaves de Québec inc.", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18488 2027-65

L'Association des Zouaves de Québec inc.

Notice is given that "L'Association des Zouaves de Québec inc.", has changed the number of its directors from 10 to 25.

J. Y. LACHANCE,
Secretary.

18488 2027-65

**The Association of Alumni
of Sir George Williams University**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on January 18, 1967, approved the amendments to sections V and XV of by-law II of "The Association of Alumni of Sir George Williams University", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18489 12887-57

Beejay Industrial Supplies Ltd.

Notice is given that "Beejay Industrial Supplies Ltd.", has changed the number of its directors from 4 to 3.

LUCIEN BOYER,
Secretary.

18490-o 15668-61

**Le Centre des études universitaires
de Trois-Rivières, inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on February 6, 1967, approved by-law number 4 of "Le Centre des études universitaires de Trois-Rivières, inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18491 3677-65

**Cercle Goethe inc.
Goethe Society Inc.**

Notice is hereby given that the Provincial Secretary, on January 26, 1967, approved the general by-laws of "Cercle Goethe inc. — Goethe Society Inc.", and such, pursuant to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18492 2565-66

Foyer Monseigneur Gendron inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has, on February 1, 1967, approved by laws numbers 1 and 2 (general by-laws) of the corporation "Foyer Monseigneur Gendron inc.", and such, in virtue of section 226 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18495 2772-65

Club Akira

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 1er février 1967, approuvé les règlements numéros 1, 2 et 3 (règlements généraux) de la corporation « Club Akira », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18493-o 2520-66

Delcaron Corporation
La Corporation Delcaron

Avis est donné que la compagnie « Delcaron Corporation — La Corporation Delcaron », a changé le nombre de ses administrateurs de 4 à 3.

Le Secrétaire,
SERGE FOUCHER.

18494 5191-64

The Lakeshore Vocational Projects
Association Inc.

Avis est donné que le secrétaire de la province a, le 3 février 1967, approuvé le règlement numéro 1 de « The Lakeshore Vocational Projects Association Inc. », et ce, en vertu de l'article 225 de la Loi des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18496-o 5382-65

The Lakeshore Vocational Projects
Association Inc.

Avis est donné que « The Lakeshore Vocational Projects Association Inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 13 à 10.

Le Secrétaire,
NORAH BARNETT.

18496 5382-65

P. McCuaig (1963) Limited

Avis est donné que la compagnie « P. McCuaig (1963) Limited », a porté de 3 à 5 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
HERBERT B. McNALLY.

18497 117-63

Le Téléphone Rural de St-Gédéon

Avis est donné que « Le Téléphone Rural de St-Gédéon », a changé le nombre de ses administrateurs de 3 à 5.

Le Secrétaire,
GEORGES MORIN.

18498-o 6509-45

Terre van inc.

Avis est donné que la compagnie « Terre van inc. », a changé le nombre de ses administrateurs de 7 à 11.

Le Secrétaire,
ANDRÉ VALIQUETTE.

18499-o 1372-64

Inspiration Limited

Avis est donné que la compagnie « Inspiration Limited », a changé le nombre de ses administrateurs de 12 à 9.

Le Secrétaire,
F. H. BOSSONS.

18515 1888-34

Club Akira

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 1, 1967, approved by-laws numbers 1, 2 and 3 (general by-laws) of the corporation "Club Akira", and such, in virtue of section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18493 2520-66

Delcaron Corporation
La Corporation Delcaron

Notice is given that "Delcaron Corporation — La Corporation Delcaron", has changed the number of its directors from 4 to 3.

SERGE FOUCHER,
Secretary.

18494-o 5191-64

The Lakeshore Vocational Projects
Association Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has, on February 3, 1967, approved by-law number 1 of "The Lakeshore Vocational Projects Association Inc.", and such, in pursuance to section 225 of the Companies Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18496 5382-65

The Lakeshore Vocational Projects
Association Inc.

Notice is given that "The Lakeshore Vocational Projects Association Inc.", has changed the number of its directors from 13 to 10.

NORAH BARNETT,
Secretary.

18496-o 5382-65

P. McCuaig (1963) Limited

Notice is given that "P. McCuaig (1963) Limited", has changed the number of its directors from 3 to 5.

HERBERT B. McNALLY,
Secretary.

18497-o 117-63

Le Téléphone Rural de St-Gédéon

Notice is hereby given that "Le Téléphone Rural de St-Gédéon", has changed the number of its directors from 3 to 5.

GEORGES MORIN,
Secretary.

18498 6509-45

Terre van inc.

Notice is hereby given that "Terre van inc.", has changed the number of its directors from 7 to 11.

ANDRÉ VALIQUETTE,
Secretary.

18499 1372-64

Inspiration Limited

Notice is given that "Inspiration Limited", has changed the number of its directors from 12 to 9.

F. H. BOSSONS,
Secretary.

18515-o 1888-34

Prescott Watchband Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Prescott Watchband Ltd. », a porté de 3 à 6 le nombre de ses administrateurs.

Le Secrétaire,
SUSAN BERK.
15275-61

18516

Prescott Watchband Ltd.

Notice is given that "Prescott Watchband Ltd.", has changed the number of its directors from 3 to 6.

SUSAN BERK,
Secretary.
15275-61

18516-o

Sièges sociaux

Les Ateliers de Soudure Baie-Comeau inc. Baie-Comeau Welding Shops Inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Ateliers de Soudure Baie-Comeau inc. — Baie-Comeau Welding Shops Inc. », a changé son siège social de Baie-Comeau, au numéro 531, rue Puyjalon, Hauterive.

Le Secrétaire,
MERCIER BELZILE.
3158-66

18467-o

Head Offices

Les Ateliers de Soudure Baie-Comeau inc. Baie-Comeau Welding Shops Inc.

Notice is given that "Les Ateliers de Soudure Baie-Comeau inc. — Baie-Comeau Welding Shops Inc.", has changed its head office from Baie-Comeau to number 531 Puyjalon Street, Hauterive.

MERCIER BELZILE,
Secretary.
3158-66

18467

Les Autobus Richelieu limitée

Avis est donné que « Les Autobus Richelieu limitée », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12e jour de décembre 1966, et ayant son siège social à Napierville, district d'Iberville, a établi son bureau au numéro 481, rue Saint-Jacques.

À compter du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à St-Jean, ce 2 janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
MÉDARD FORTIN.
5121-66

18468-o

Les Autobus Richelieu limitée

Notice is hereby given that "Les Autobus Richelieu limitée", incorporated by letters patent dated the 12th day of December 1966, and having its head office at Napierville, district of Iberville, has established its office at civic number 481 Saint-Jacques Street.

From and after this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at St. Jean, January 2, 1967.

MÉDARD FORTIN,
Secretary-Treasurer.
5121-66

18468-o

Brière et Poirier, inc.

Avis est donné que la compagnie « Brière et Poirier, inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 novembre 1966 et ayant son siège social en la ville de Montréal, a établi son bureau d'affaires à 4362, rue Des Érables, dans ladite ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 22 e jour de novembre 1966.

Le Secrétaire,
JACQUES POIRIER.
4661-66

18469-o

Brière et Poirier, inc.

Notice is given that "Brière et Poirier, inc.", incorporated by letters patent dated November 15, 1966, and having its head office in the city of Montreal, has established its place of business at 4362 Des Érables Street, in the said city.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 22nd day of November, 1966.

JACQUES POIRIER,
Secretary.
4661-66

18469

Les Buttes Vertes inc.

Avis est donné que la compagnie « Les Buttes Vertes Inc. », constituée en corporation selon la première partie de la loi des compagnies de Québec en date du 17 mai 1966 et ayant son bureau principal dans la ville de Montréal a établi son bureau au Nc 3500 Parc Lafontaine, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 25e jour de janvier 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
A. ARTHUR KAY.
2085-66

18470-o

Les Buttes Vertes inc.

Notice is hereby given that the "Les Buttes Vertes Inc.", company incorporated by patent letters, on the 17th day of May 1966, and having its head office in Montreal has established its office at No. 3500 Parc Lafontaine Street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 25th day of January 1967.

A. ARTHUR KAY,
Secretary-Treasurer.
2085-66

18470-o

Cameo Industries Corporation

Avis est donné que la compagnie « Cameo Industries Corporation », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la pre-

Cameo Industries Corporation

Notice is hereby given that "Cameo Industries Corporation", a company incorporated by letters patent issued under Part I of the Com-

mière partie de la Loi des compagnies, le 11^e jour de mai 1966, et ayant son siège social en les ville et district de Montréal, où son bureau était situé jusqu'à aujourd'hui à 450 ouest, Port Royal, l'a transporté à 1015, Williams, en les ville et district de Montréal, province de Québec.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 13^e jour de janvier 1967.

(Sceau) DOUGLAS L. PARSONS.
18471 2016-66

La Castiglione (Produits de Beauté) inc.

Avis est donné que la compagnie « La Castiglione (Produits de Beauté) inc. », constituée en corporation par lettres patentes de cette Province, en date du 8 février 1963, et ayant son siège social dans la ville de Montréal, où elle avait son siège social jusqu'aujourd'hui au numéro 1425 de la Côte des Neiges, l'a transporté au numéro 400 est de la rue Sherbrooke, toujours en la ville de Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 1^{er} jour de février 1967.

L'Avocat de la compagnie,
MAURICE MARQUIS.

18472-o 424-63

Deslauriers Automobile Ltée

Prenez avis par les présentes que le siège social de la compagnie « Deslauriers Automobile Ltée », depuis octobre 1962, se trouve au 1201, Boulevard des Laurentides, à Vimont, ville de Laval, P.Q.

Montréal, ce 31 janvier 1967.

(Sceau) *La Secrétaire,*
MME JACQUELINE TOUCHETTE.

18473-o 13794-59

Entreprises Bourgogne (1966) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Entreprises Bourgogne (1966) Inc. », a été constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 décembre 1966 et ayant son siège social dans la province de Québec, a établi son bureau au 7543, rue St-Hubert, à Montréal.

À compter de la date du présent avis, cet endroit est considéré par la Compagnie comme l'endroit de son siège social.

Donné à Montréal, ce 16^e jour de décembre 1966.

(Sceau) *Le Président,*
ANDRÉ LAPIERRE.

18474-o 5118-66

Léo Favreau inc.

Avis est donné que la compagnie « Léo Favreau inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 novembre 1966 et ayant son siège social dans la ville de Montréal, a établi son bureau au numéro 10763, Place Hôtel de Ville.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 19^e jour de janvier 1967.

Le Président,
LÉO FAVREAU.

18475-o 4895-66

panies Act, on the 11th day of May, 1966, and having its head office in the city and district of Montreal, where its office was situated up to today, at 450 Port Royal West, has moved it to 1015 Williams, in the city and district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 13th day of January, 1967.

(Seal) DOUGLAS L. PARSONS.
18471-o 2016-66

La Castiglione (Produits de Beauté) inc.

Notice is given that "La Castiglione (Produits de Beauté) inc.", incorporated by letters patent of this Province on February 8, 1963, and having its head office in the city of Montreal, where it had its head office up to to-day at number 1425 Côte des Neiges, has moved it to number 400 Sherbrooke Street, East, in the city of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 1st day of February, 1967.

MAURICE MARQUIS,
Attorney for the company.

18472 424-63

Deslauriers Automobile Ltée

Take notice that, since October, 1962, the head office of "Deslauriers Automobile Ltée", is at 1201 des Laurentides Boulevard, at Vimont, town of Laval, P.Q.

Montreal, January 31, 1967.

(Seal) MRS. JACQUELINE TOUCHETTE,
Secretary.

18473 13794-59

Entreprises Bourgogne (1966) Inc.

Notice is hereby given that "Entreprises Bourgogne (1966) Inc.", incorporated by letters patent dated December 12, 1966, and having head office in the Province of Quebec, has established its office at 7543 St. Hubert Street, Montreal, P.Q.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 16th day of December, 1966.

(Seal) ANDRÉ LAPIERRE,
President.

18474-o 5118-66

Léo Favreau inc.

Notice is hereby given that "Léo Favreau inc.", incorporated by letters patent bearing date November 28, 1966, and having its head office in the city of Montreal, has established its office at number 10763 Place Hôtel de Ville.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 19th day of January, 1967.

LÉO FAVREAU,
President.

18475 4895-66

Karen Bulow Limited

« Karen Bulow Limited », constituée en corporation dans la province de Québec, par lettres patentes accordées le 25e jour de janvier 1960, a transporté sa principale place d'affaires dans la province de Québec, de 2182, ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, P.Q., à 315, rue de la Commune, Montréal, P.Q.

Daté à Montréal, P.Q., ce 7e jour de février 1967.

Le Président,
EDWARD C. STEEVES.
18476 16920-59

Magnor inc.

Avis est donné que la compagnie « Magnor inc. », a changé son siège social du numéro 4040, rue Masson, Montréal, au numéro 190, boulevard Industriel, Boucherville.

Le Secrétaire,
JACQUES PICHET.
18477-o 1913-65

M. G. Pattern Works Co. Inc.

Avis est donné que la compagnie « M. G. Pattern Works Co. Inc. », a changé son siège social du numéro 8655, rue Chartrand, St-François-Sud, au numéro 120, boulevard Industriel, Boucherville.

Le Secrétaire,
GUY GÉLINAS.
18478-o 10111-62

Pierre Service Stores Inc.

Avis est donné que la compagnie « Pierre Service Stores Inc. », constituée en corporation par lettres patentes émises le 17 février 1966 et ayant son siège social à Montréal, a établi son siège social au numéro 5363, ouest rue Notre-Dame, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Montréal, ce 7e jour de février 1966.

Le Président,
GÉRARD HAMEL.
18479-o 673-66

Les Entreprises P & C Beaudry inc.

Avis est donné que « Les Entreprises P & C Beaudry inc. », a changé son siège social du numéro 800, Carré Victoria, suite 2104, Montréal, au numéro 7160, boulevard Pie IX, St-Michel.

Le Secrétaire,
CHARLEMAGNE BEAUDRY.
18503-o 3637-65

Kinbar Enterprises Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Kinbar Enterprises Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 12 août 1965 et ayant son siège social en la cité et district de Montréal a établi son bureau au numéro 198 Churchill Blvd., à Greenfield Park.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Donné à Greenfield Park, ce 26e jour de janvier 1967.

Le Secrétaire,
R. V. BARBER.
18504-o

Karen Bulow Limited

«Karen Bulow Limited», incorporated in the Province of Quebec, by letters patent granted on the 25th day of January, 1960, has changed its principal place of business in the Province of Quebec, from 2182 St. Catherine Street West, Montreal, P.Q., to 315 De La Commune Street, Montreal, P.Q.

Dated at Montreal, P.Q., this 7th day of February, 1967.

EDWARD C. STEEVES,
President.
18476-o 16920-59

Magnor inc.

Notice is given that "Magnor inc.", has transferred its head office from 4040 Masson Street, Montreal, to 190 Industrial Boulevard, Boucherville.

JACQUES PICHET,
Secretary.
18477-o 1913-65

M. G. Pattern Works Co. Inc.

Notice is hereby given that "M. G. Pattern Works Co. Inc.", has moved its head office from number 8655 Chartrand St., St-Francois South, to number 120 Industriel boulevard, Boucherville.

GUY GÉLINAS,
Secretary.
18478 10111-62

Pierre Service Stores Inc.

Notice is hereby given that the "Pierre Service Stores Inc.", company incorporated by letters patent issued February 17, 1966 and having its head office in Montreal, has established its office at No. 5363, Notre-Dame Street West, Montreal.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this 7th day of February 1967.

GÉRARD HAMEL,
President.
18479-o 673-66

Les Entreprises P & C Beaudry inc.

Notice is given that "Les Entreprises P & C Beaudry inc.", has changed its head office from number 800 Victoria Square, suite 2104, Montreal, to number 7160 Pie IX Boulevard, St-Michel.

CHARLEMAGNE BEAUDRY,
Secretary.
18503 3637-65

Kinbar Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that the Company "Kinbar Enterprises Ltd.", incorporated by letters patent dated August 12, 1965 and having its head office in the city and district of Montreal has established its head office at 198 Churchill Blvd., in the town of Greenfield Park.

From the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given in Greenfield Park, this 26th day of January 1967.

R. V. BARBER,
Secretary.
18504

Acme Equipment Co. Inc.

Avis est donné que la compagnie « Acme Equipment Co. Inc. », a changé son siège social du numéro 4842, avenue McKenzie, Montréal, au numéro 7160, boulevard Pie IX, St-Michel.

Le Secrétaire,

CHARLEMAGNE BEAUDRY.

18500-o

3045-64

**Canadore Mining & Development Corp.
(No Personal Liability)**

Avis est donné que « Canadore Mining & Development Corp. » (No Personal Liability), a changé son siège social de Montréal, au numéro 866, 3e avenue, Val d'Or.

Le Secrétaire,

CHARLES-E. DANSEREAU.

18501-o

11556-57

Deckers Limited

Avis est donné que la compagnie « Deckers Limited », a transporté son siège social de Québec à Vanier.

Le Secrétaire,

LOUIS LEMAY.

18502

12827-57

Techton Development Corporation

Avis est donné que « Techton Development Corporation », a changé son siège social du numéro 7881 boulevard Décarie, Montréal, au numéro 1310 avenue Greene suite 510, Westmount.

Le Secrétaire,

WILLIAM E. CHANT.

18505

15385-60

Trinity Chibougamau Mines Limited

(No Personal Liability)

Avis est donné que la compagnie « Trinity Chibougamau Mines Limited » (No Personal Liability), a transporté son siège social de Val d'Or, à, 1010, ouest, rue Ste-Catherine, suite 600, Montréal.

Le Secrétaire,

W. R. HADFIELD.

18506

12893-51

Dr. Pepper Company

Avis est donné que, par une nouvelle procuration, en date du 27e jour d'octobre 1966, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, le bureau principal dans la province de Québec, de « Dr. Pepper Company », une compagnie dûment autorisée à exercer son commerce en ladite province, en vertu de la Loi des compagnies étrangères, a été transporté de suite 1210, 360, ouest, rue St-Jacques, Montréal, à suite 3411, 1, place Ville Marie, Montréal, district judiciaire de Montréal, M. William Edgar Bronsterrer, de suite 3411, 1, place Ville Marie, Montréal, demeure l'agent principal de ladite compagnie dans la province de Québec.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18551

43-61

**Association des Acousticiens en Prothèses
Auditives de la province de Québec**

Avis est donné que la corporation « Association des Acousticiens en Prothèses Auditives de la province de Québec », constituée en corpora-

Acme Equipment Co. Inc.

Notice is hereby given that "Acme Equipment Co. Inc.", has moved its head office from number 4842 McKenzie Avenue, Montreal, to number 7160 Pie IX Boulevard, St-Michel.

CHARLEMAGNE BEAUDRY,

Secretary.

18500

3045-64

**Canadore Mining & Development Corp.
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that "Canadore Mining & Development Corp." (No Personal Liability), has changed its head office from Montreal, to 866, 3rd Avenue, Val d'Or.

CHARLES-E. DANSEREAU,

Secretary.

18501

11556-57

Deckers Limited

Notice is given that "Deckers Limited", has transferred its head office from Quebec, to Vanier.

LOUIS LEMAY,

Secretary.

18502-o

12827-57

Techton Development Corporation

Notice is given that "Techton Development Corporation", has transferred its head office from 7881 Décarie Boulevard, Montreal, to 1310 Greene Avenue, suite 510, Westmount.

WILLIAM E. CHANT,

Secretary.

18505-o

15385-60

Trinity Chibougamau Mines Limited

(No Personal Liability)

Notice is given that "Trinity Chicougamau Mines Limited" (No Personal Liability), has transferred its head office from Val d'Or, to 1010 St. Catherine Street West, suite 600, Montreal.

W. R. HADFIELD,

Secretary.

18506-o

12893-51

Dr. Pepper Company

Notice is given that, by new Power of Attorney, dated the 27th day of October, 1966, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, the principal office in the Province of Quebec of "Dr. Pepper Company", a company duly authorized to carry on business in the province, in virtue of the Extra-Provincial Companies Act, has been changed from room 1210, 360 St. James Street West, Montreal, to suite 3411, 1 Place Ville Marie, Montreal, judicial district of Montreal. Mr. William Edgar Bronstetter, of suite 3411, 1 Place Ville Marie, Montreal, remains the chief agent of the said company in the Province of Quebec.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18551-o

43-61

**Association des Acousticiens en Prothèses
Auditives de la province de Québec**

Notice is given that "Association des Acousticiens en Prothèses Auditives de la province de Québec", incorporated by letters patent dated

tion par lettres patentes en date du 11 juillet 1966, et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 487 Est, Boulevard Charest.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la corporation comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 4^{ième} jour d'août, 1966.

Le Secrétaire,

JEAN ROGER PEYROT.

(Seau)
18555-o

2382-66

**Balayage Rapide Ltée
Rapid Sweep Ltd.**

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie « Balayage Rapide Ltée — Rapid Sweep Ltd. », constituée en corporation en vertu des dispositions de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 4^e jour de avril 1966, et ayant son siège social en la ville de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1611, rue Gladstone.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 11^e jour de janvier, 1967.

Le Secrétaire,

THÉODORE ROHALY.

18556-o

1358-66

July 11, 1966, and having its principal office in the city of Québec, has established its office at number 487 Charest Boulevard East.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the corporation as being its principal office.

Given at Quebec, this 4th day of August, 1966.

JEAN ROGER PEYROT,

Secretary.

(Seal)
18555

2382-66

**Balayage Rapide Ltée
Rapid Sweep Ltd.**

Notice is hereby given that "Balayage Rapide Ltée — Rapid Sweep Ltd.", incorporated under the provisions of Part 1 of the Quebec Companies Act on the 4th day of April, 1966, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province has established its office at 1611 Gladstone Street.

From and after the date of this notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal this 11th day of January 1967.

THÉODORE ROHALY,

Secretary.

18556-o

1358-66

Chartes — Abandon de

Charters — Surrender of

Regalco Limited

Regalco Limited

Avis est par les présentes donné que « Regalco Limited », une corporation constituée sous l'autorité de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son bureau-chef dans la ville de Montréal, demandera au secrétaire de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 6^e jour de janvier 1967.

Le Secrétaire,

NORMAND N. LAWAND.

18450-o

Notice is hereby given that "Regalco Limited", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies' Act.

Dated at Montreal, this 6th day of January 1967.

NORMAN N. LAWAND,

Secretary.

18450-o

A & N Construction Ltd.

A & N Construction Ltd.

Avis est donné par les présentes que « A & N Construction Ltd. », une corporation incorporée en vertu de la Loi des compagnies et ayant son siège social en la cité de St-Laurent, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies.

Daté à Montréal, ce 24^e jour d'octobre 1966.

Le Secrétaire,

(Signé) A. AUERBACH.

18482-o

Notice is hereby given that "A & N Construction Ltd.", a corporation incorporated under the Companies Act and having its head office in the city of St-Laurent, district of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Companies Act.

Dated at Montreal, this 24th day of October, 1966.

(Signed) A. AUERBACH,

Secretary.

18482-o

S. F. T. Holdings Ltd.

S. F. T. Holdings Ltd.

Avis est donné que la compagnie « S. F. T. Holdings Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 8^e jour de février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

ROBERT TILDEN.

18486

Notice is hereby given that "S. F. T. Holdings Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 8th day of February, 1967.

ROBERT TILDEN,

Secretary-Treasurer.

18486-o

Dorchester Luncheonette Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies, la compagnie « Dorchester Luncheonette Ltd. », donne avis qu'elle s'adressera au secrétaire de la province afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte et son annulation à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Montréal, 8 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,

18512

ALEX LIBENSTEIN.

Ijay Investment Corporation

« Ijay Investment Corporation », donne avis par la présente sous l'Acte des Compagnies de Québec, qu'elle fera application au secrétaire de la province de Québec pour permission d'abandonner sa lettre patente.

Daté à Montréal, ce 10^e jour de février, 1967.

Le Procureur du requérant,

18513-o

JOHN J. WASSERMAN, C.R.

Sans Souci Motel Ltd.

Avis est donné que la compagnie « Sans Souci Motel Ltd. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec, et ayant son siège social en la ville de Montréal, s'adressera au Secrétaire de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 30^e jour de janvier 1967.

Le Président,

18514

ELIAZ KOTLER.

Socmar Inc.

Prenez avis que la compagnie « Socmar Inc. », demandera au secrétaire de la province la permission d'abandonner sa charte.

Les Procureurs de la compagnie,

18554-o

RIEL, BISSONNETTE, VERMETTE

& RYAN.

Office d'électricité municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts

Avis de l'Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts en vue de la répartition de ses biens et de l'abandon de sa charte.

Attendu que, par la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 112, l'Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts, constitué en corporation par la loi 9-10 Elizabeth II, chapitre 136, fut autorisé à vendre son réseau de transmission et de distribution à la Commission hydroélectrique de Québec;

Attendu que, par acte en date du 17 décembre 1965 et dont copies certifiées furent enregistrées au bureau de la division d'enregistrement de Ste-Anne des Monts sous le numéro 22,595, et à celui de Matane sous le numéro 63,368, l'Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts a, de fait, vendu son dit réseau d'électricité à la Commission hydroélectrique de Québec qui en a pris possession le 20 décembre 1965;

Attendu que l'Office a, depuis la vente de son réseau, acquitté toutes ses dettes à l'exception cependant de celles assumées par la Commission hydroélectrique de Québec aux termes de son acte d'achat;

Attendu que, lors de leur assemblée légalement convoquée et tenue le 23 janvier 1967, à

Dorchester Luncheonette Ltd.

Under the Provisions of the Companies Act, "Dorchester Luncheonette Ltd.", hereby gives notice that it will make application to the Provincial Secretary for the acceptance of the surrender of its charter and its cancellation as and from a date to be fixed by him.

Montreal, February 8, 1967.

ALEX LIBENSTEIN,

18512-o

Secretary - Treasurer.

Ijay Investment Corporation

"Ijay Investment Corporation", hereby gives notice under the Quebec Companies' Act that it will apply to the Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at Montreal, this 10th day of February, 1967.

JOHN J. WASSERMAN, Q.C.,

18513-o

Attorney for Applicant.

Sans Souci Motel Ltd.

Notice is hereby given that "Sans Souci Motel Ltd.", a corporation incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Provincial Secretary of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this 30th day of January, 1967.

ELIAZ KOTLER,

18514-o

President.

Socmar Inc.

Take notice that "Socmar Inc.", will apply to the Provincial Secretary for permission to surrender its charter.

RIEL, BISSONNETTE, VERMETTE

18554-o

& RYAN,

Attorneys for the company.

Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts

Notice of the Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts in view of the distribution of its assets and its assets and its surrender of charter.

Whereas, by Act 13-14 Elizabeth II, chapter 112, the Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts, incorporated by Act 9-10 Elizabeth II, chapter 136, was authorized to sell its transmission and distribution network to the Quebec Hydro-Electric Commission;

Whereas, by a deed dated the 17th day of December, 1965, certified copies of which were registered in the office of the registration division of Ste-Anne des Monts under number 22, 595, and in the office of the Matane registration division under number 63,368, the Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts did, in fact, sell its said electricity network to the Quebec Hydro-Electric Commission, which took possession thereof on December 20, 1965;

Whereas the Bureau, since the sale of its network, has paid all its debts with the exception, however, of those assumed by the Quebec Hydro-Electric Commission pursuant to the terms of its deed of purchase;

Whereas, at their meeting legally called and held on the 23rd day of January, 1967, in Ste-

Ste-Anne des Monts, les membres-administrateurs de l'Office se prévalant des dispositions de l'article 21a de la loi 13-14 Elizabeth II, chapitre 112, ont adopté le règlement No 4 décrétant au premier mars prochain (1967) la répartition de ses biens et l'abandon de sa charte, lequel règlement fut dûment approuvé par résolutions des conseils municipaux de Ste-Anne des Monts et du village de Cap-Chat lors de leur session respective tenue le 6 février courant;

Attendu qu'aux termes dudit article 21a un sommaire dudit règlement No 4 doit être publié dans la Gazette officielle de Québec au moins quinze (15) jours avant la répartition de ses biens entre les deux corporations municipales, co-propriétaires dudit Office;

En conséquence des allégués ci-dessus, avis est donné:

1° Que le premier mars prochain l'Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts répartira ses biens en parts égales entre les deux corporations municipales, co-propriétaires dudit Office;

2° Que, nonobstant la répartition des biens de l'Office, les deux corporations demeureront aux termes dudit règlement No 4 solidairement responsables de toutes dettes pouvant rester dues par l'Office à la date de sa dissolution, à l'exception de celles dont le paiement fut assumé par la Commission hydroélectrique de Québec aux termes de son acte d'achat précité;

3° Que subséquemment au premiers mars prochain l'Office s'adressera à l'honorable Secrétaire de la province pour faire accepter l'abandon de sa charte, en ordonner l'annulation et faire fixer définitivement la date à compter de laquelle l'Office sera dissout à toutes fins que de droit.

Donné à Ste-Anne des Monts, ce dix février mil neuf cent soixante-sept.

L'Office d'Électricité Municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts.

Par LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,
18569-0 Notaire et mandataire de l'Office.

Anne des Monts, the members-directors of the Bureau availing themselves of the provisions of section 21a of Act 13-14 Elizabeth II, chapter 112, adopted by-law No. 4 ordering the distribution of its assets and the surrender of its charter for the first day of March next (1967), which by-law was duly approved by resolutions of the municipal Councils of Ste-Anne des Monts and of the village of Cap-Chat at their respective meetings held on the 6th day of February last;

Whereas in the terms of said section 21a, a summary of said by-law No. 4 must be published in the Quebec Official Gazette at least fifteen (15) days before the distribution of assets between the two municipal corporations, co-owners of the said Bureau;

In pursuance of the above allegations, notice is hereby given:

1. That on the first day of March next, the Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts will distribute its assets in equal shares between the two municipal corporations, co-owners of the said Bureau;

2. That, notwithstanding the distribution of the Bureau's assets, the two corporations will remain jointly and severally liable according to the terms of said by-law No. 4, for all debts due by the Bureau on the date of its dissolution, except those which the Quebec Hydro-Electric Commission has undertaken to pay, pursuant to the terms of its aforementioned deed of purchase;

3. That following the first day of March next, the Bureau will apply to the Honourable the Provincial Secretary to have its surrender of charter accepted, to order the cancellation thereof, and to have a definite date fixed from and after which the Bureau will be dissolved for all purposes whatsoever.

Given at Ste-Anne des Monts this tenth day of February, one thousand nine hundred and sixty-seven.

The Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts.

Per: LOUIS-PHILIPPE LANGELIER,
18569 Notary and representative of the Bureau.

Examen du Barreau

Bar Examination

Barreau d'Arthabaska — Bar of d'Arthabaska

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE D'UN DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Surname	Prénom Given name	Age	Résidence Residence
Morel	Gilles	21	555, Hériot, Drummondville, Québec.

Victoriaville, le 10 février 1967. — Victoriaville, February 10, 1967.

18550-0

Le Secrétaire,
RENÉ CROCHETÈRE,
Secretary.

Liquidation — Avis de

Winding up Notices

**Association coopérative funéraire
du Saguenay**

**Association coopérative funéraire
du Saguenay**

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des membres de « Association coopérative funéraire du Saguenay », tenue le

Notice is hereby given that, at a special general meeting of the members of "Association coopérative funéraire du Saguenay", held on

24 novembre 1966, il a été résolu que les affaires de ladite association coopérative soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, en vertu des dispositions de la Loi des associations coopératives et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que MM. Gordon Simard, André Belley et Claude Lacroix ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18527-o 29-65

General Finance Corporation Limited

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie « General Finance Corporation Limited », tenue à Québec, le 30 août 1966, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Jean-Claude Tremblay a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18529-o 2027-27

La Caisse Populaire de St-Fidèle

Avis est donné que « La Caisse Populaire de St-Fidèle », a été dissoute le 10 janvier 1967, et ce, en vertu de la Loi des caisses d'épargne et de crédit et de la Loi de la liquidation des compagnies.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18539-o 718-43

Robert Art Shoppes Inc.

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des actionnaires de la compagnie « Robert Art Shoppes Inc. », tenue à Montréal, le 19 octobre 1966, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu de la Loi de la liquidation des compagnies, et que les comptables Duval, Buteau & Cie ont été nommés liquidateurs.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18540-o 13425-60

La Sanitaire

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale des membres du syndicat coopératif « La Sanitaire », tenue à Québec, le 13 novembre 1965, il a été résolu que les affaires de ladite société soient liquidées, et que celle-ci soit dissoute, et ce, en vertu des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec et de la Loi de la liquidation des compagnies, et que M. Jean Dolbec a été nommé liquidateur.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18541-o 3612-46

Ministère des Affaires municipales

Canton de Notre-Dame-de-la-Salette

Le soussigné donne avis que, tel que demandé dans une résolution adoptée le 2 janvier 1967 par le conseil municipal du « Canton de Notre-Dame-de-la-Salette », comté de Papineau, et

November 24, 1966, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said cooperative association be wound up, and that it be dissolved, in accordance with the provisions of the Cooperative Associations Act and the Winding-up Act, and that Messrs Gordon Simard, André Belley and Claude Lacroix have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18527 29-65

General Finance Corporation Limited

Notice is given that, at a special general meeting of the shareholders of "General Finance Corporation Limited", held in Quebec, on August 30, 1966, it has been resolved that the affairs of the said company be liquidated, and that these be dissolved, and such, in virtue of the Winding-Up Act, and that Mr. Jean-Claude Tremblay has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18529 2027-27

La Caisse Populaire de St-Fidèle

Notice is hereby given that "La Caisse Populaire de St-Fidèle", was dissolved on January 10, 1967, and such, in pursuance to the Savings and Credit Unions Act and the Winding-Up Act.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18539 718-43

Robert Art Shoppes Inc.

Notice is hereby given that at a general special meeting of the shareholders of "Robert Art Shoppes Inc.", held in Montreal, on October 19, 1966, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said company be wound up, and that it be dissolved, and such, in pursuance to the Winding-Up Act, and that Duval, Buteau & Cie, accountants, have been appointed liquidators.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18540 13425-60

La Sanitaire

Notice is hereby given that at a general meeting of the members of the cooperative syndicate "La Sanitaire", held in Quebec, on November 13, 1965, a resolution was adopted to the effect that the affairs of the said association be wound up, and that it be dissolved, and such, in pursuance to the Quebec Cooperative Syndicates Act and the Winding-Up Act, and that Mr. Jean Dolbec has been appointed liquidator.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18541 3612-46

Department of Municipal Affairs

Township of Notre-Dame-de-la-Salette

The undersigned gives notice that, as requested in a resolution adopted on January 2, 1967, by the municipal Council of the "Township of Notre-Dame-de-la-Salette", county of Papineau,

conformément à l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 6 février 1967, que les publications de tout avis public, règlement, résolution ou ordre de la corporation du canton de Notre-Dame-de-la-Salette, comté de Papineau, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront à l'avenir dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 130 du Code municipal.

Québec, le 6 février 1967.

*Le Sous-ministre adjoint
des affaires municipales,*
RICHARD BEAULIEU.

18518-o

La Ville de Sainte-Anne-de-Bellevue

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Règlement No 248

Ayant pour objet de changer la date de l'élection générale.

Attendu que l'élection générale du maire et des échevins a maintenant lieu tous les trois ans le premier lundi juridique de février;

Attendu qu'en vertu des pouvoirs que la loi lui confère, « le conseil peut changer la date de l'élection générale du maire et des échevins et décréter que cette élection aura lieu le premier dimanche ou le premier lundi juridique de novembre »;

Attendu qu'il est opportun et d'intérêt général, pour la bonne administration des affaires de la municipalité, de changer la date de l'élection générale;

Attendu qu'un avis de motion de la présentation de ce règlement a été dûment donné à la séance du conseil tenue le 5 décembre 1966;

En conséquence, il est proposé par monsieur l'échevin Alphonse Trudeau, secondé par monsieur l'échevin Marcel Meloche et résolu qu'un règlement portant le numéro deux cent quarante-huit (248) des Règlements de cette Corporation soit et est adopté; et qu'il soit, et il est, par ce règlement, statué et décrété comme suit:

Article 1. À compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, la date de l'élection générale du maire et des échevins aura lieu le premier dimanche de novembre, au lieu du premier lundi juridique de février comme présentement.

Article 2. Vu le changement de date de l'élection générale tel que décrété à l'article précédent, la date de la prochaine élection générale est fixée au premier dimanche du mois de novembre de l'an 1967.

Article 3. Le présent règlement, pour opérer le changement de date de l'élection générale, devra être adopté à la majorité absolue des membres du conseil et approuvé par le ministre des Affaires Municipales.

Article 4. Le présent règlement, n'entrera en vigueur qu'après sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* au moins six (6) mois avant la date fixée pour la tenue de la prochaine élection générale.

Adopté à la majorité absolue des membres du conseil à sa séance tenue le 9 janvier 1967.

Le Maire,
J.-L. PAQUIN.
Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE ROBILLARD.

and pursuant to section 130 of the Municipal Code, he decreed, on February 6, 1967, that the publication of all public notices, by-laws, resolutions or orders of the corporation of the Township of Notre-Dame-de-la-Salette, county of Papineau, save those required in the *Quebec Official Gazette* will be made, henceforth, in the French language only.

The present notice is published pursuant to section 130 of the Municipal Code.

Quebec, February 6, 1967.

RICHARD BEAULIEU,
*Associate Deputy Minister
of Municipal Affairs.*

18518

The Town of Sainte-Anne-de-Bellevue

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

By-law No. 248

For the purpose of changing the date of the general election.

Whereas the general election of the mayor and aldermen is now held every three years on the first juridical monday of February;

Whereas in pursuance to the powers that the law grants it, "the Council may change the date of the general election of the mayor and aldermen and decree that this election take place on the first sunday or first juridical Monday of November";

Whereas it is expedient and of a general interest, for the good administration of the business of the municipality to change the date of the general election;

Whereas a motion of the presentation of this by-law was duly granted at a sitting of the Council held on December 5, 1966;

Therefore, it is recommended by Mister Alphonse Trudeau, alderman, seconded by Mister Marcel Meloche, alderman, and resolved that a by-law bearing number two hundred and forty-eight (248) of the by-laws of this Corporation be and is adopted; and that it be, and is, by this by-law, ruled and decreed as follows:

Section 1. From and after the date of the coming into force of the present by-law, the date of the general election of the mayor and aldermen will be held on the first sunday of November, instead of the first juridical monday of February as presently done.

Section 2. Pursuant to the change of the date of the general election such as decreed in the preceding section, the date of the next general election is fixed on the first Sunday of the month of November, 1967.

Section 3. The present by-law, to operate the change of the date of the general election, must be adopted by the absolute majority of the members of the Council and approved by the Minister of Municipal Affairs.

Section 4. The present by-law will come into force only after its publication in the *Quebec Official Gazette*, at least six (6) months before the date fixed for the next general election to be held.

Adopted by the absolute majority of the members of the Council at its sitting held on January 9, 1967.

J. L. PAQUIN,
Mayor.
ÉMILE ROBILLARD,
Secretary-Treasurer.

N.B. Ce règlement est publié conformément à l'article 173, paragraphe 5 de la Loi des cités et villes.

*Le Sous-ministre adjoint
des affaires municipales,*

18546 o

RICHARD BEAULIEU.

N.B. This by-law is published in conformity to section 173, paragraph 5 of the Cities and Towns Act.

*RICHARD BEAULIEU,
Associate Deputy-Minister
of Municipal Affairs.*

18546

Ministère de l'Éducation

Lacadie

Demande est faite de détacher de la municipalité scolaire de Lacadie, dans le comté de Saint-Jean, les lots 117 et 118 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Jacques-le-Mineur, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Jacques-le-Mineur, dans le comté de Napierville-Laprairie.

Québec, le 7 février 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.*

18519-7-2-o

343-66

Montréal «Cath.»

Demande est faite de détacher du territoire sous la juridiction de la Commission des écoles catholiques de Montréal, les lots et parties de lots suivants du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, savoir:

335 à 363 inclusivement, 366 et la partie des lots 31, 36, 37, 38, 41 et 44, situés au sud des voies des Chemins de Fer nationaux du Canada, pour les annexer, pour les catholiques seulement, à la municipalité scolaire de Saint-Laurent, dans les comtés de Jacques-Cartier et Saint-Laurent.

Québec, le 7 février 1967.

*Le Ministre de l'Éducation,
JEAN-JACQUES BERTRAND.*

18519-7-2-o

439-66

Department of Education

Lacadie

Application is made to detach from the school municipality of Lacadie, in the county of Saint-John, lots 117 and 118 of the official plan and book of reference for the parish of St-Jacques-le-Mineur, to annex them to the school municipality of St-Jacques-le-Mineur, in the county of Napierville-Laprairie.

Quebec, February 7, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.*

18519-7-2

343-66

Montreal "Cath."

A request is made to detach from the territory under the jurisdiction of the Montreal Catholic School Commission, the following lots and parts of lots of the official cadastre of the parish of Saint-Laurent, to wit:

355 to 363 inclusively, 366 and part of lots 31, 36, 37, 38, 41 and 44, situated on the south of the Canadian National Railroad tracks, to annex them, for Catholics only, to the school municipality of Saint-Laurent, in the counties of Jacques-Cartier and Saint-Laurent.

Quebec, February 7, 1967.

*JEAN-JACQUES BERTRAND,
Minister of Education.*

18519-7-2

439-66

Ministère des Finances Assurances

Citizens Life Assurance Company Citoyens, compagnie d'assurance-vie

*Avis de requête pour la constitution d'une
compagnie d'assurance*

Avis est donné que l'honorable Jean Barrette, C.L., 99, rue Arlington, Westmount, P.Q., Raymond J. Laroche, comptable agréé, 993, rue Melançon, Chicoutimi, P.Q., Erminio di Tomasso, homme d'affaires, 90, Roselawn Crescent, ville Mont Royal, P.Q., Richard Gareau, avocat, 635 ouest, rue Dorchester, Montréal, P.Q., et Owen Carter, C.R., avocat, 2177, rue Brulart, Sillery, P.Q., ont l'intention de présenter au lieutenant-gouverneur en conseil une requête pour la constitution d'une compagnie d'assurance en vertu de la Loi des assurances (Québec) (S.R.Q. 1964 chapitre 295), sous le nom de « Citizens Life Assurance Company — Citoyens, compagnie d'assurance-vie » dont le siège social sera à Montréal, district judiciaire de Montréal, ayant un capital-actions de deux millions de dollars (\$2,000,000.00) divisé en vingt mille (20,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars (\$100.00) chacune et ayant le pouvoir d'exercer, diriger et entreprendre le commerce de réaliser et de transiger des opérations d'assurance et de réassurance de la personne et, sans restreindre ce qui précède, faire des contrats d'assurance sur la vie, contre les accidents, contre l'invalidité et contre la maladie, et

Department of Finance Insurance

Citizens Life Assurance Company Citoyens, compagnie d'assurance-vie

*Notice of petition for incorporation of an
insurance company*

Notice is hereby given that the Honourable Jean Barrette, L.C., 99 Arlington Street, Westmount, P.Q., Raymond J. Laroche, chartered accountant, 993 Melançon Street, Chicoutimi, P.Q., Erminio di Tomasso, businessman, 90 Roselawn Crescent, town of Mount Royal, P.Q., Richard Gareau, lawyer, 635 Dorchester Street West, Montreal, P.Q., and Owen Carter, q.c., lawyer, 2177 Brulart Street, Sillery, P.Q., intend to present to the Lieutenant Governor in Council a petition for the incorporation of an insurance company under the Insurance Act (Quebec) (R.S.Q. 1964, chapter 295), under the name of "Citizens Life Assurance Company — Citoyens, compagnie d'assurance vie" with head office in the city of Montreal, judicial district of Montreal, and a share capital of two million dollars (\$2,000,000.00) divided into twenty thousand (20,000) shares of the par value of one hundred dollars (\$100.00) each and with power to carry on, conduct and engage in the business of undertaking and transacting insurance and reinsurance of the person and without limiting the foregoing to enter into contracts for life, accident, disability and sickness insurance and insurance with respect

assurance d'indemnisation de frais d'hospitalisation, médicaux, chirurgicaux, de traitements dentaires, de soins d'infirmière, pharmaceutiques, et de tous autres frais du même genre encourus en raison d'accident, de maladie ou de maternité, et faire des contrats se rapportant à la capitalisation ou aux fonds d'amortissement, à l'annuité et rentes fixes, à l'annuité et rentes variables.

to hospital expense indemnification, medical, surgical, dental, nursing, pharmaceutical and all other similar expenses on account of accident, sickness or maternity, and making contracts with respect to capitalization or sinking-fund annuities and fixed life rents and variable annuities and life rents.

Donné à Montréal, ce 24e jour de janvier 1967.

Given at Montreal, this 24th day of January, 1967.

Signature des requérants,
JEAN BARRETTE, R. LAROCHE,
E. DI TOMASSO, RICHARD GAREAU,
 18243-4-4 **OWEN CARTER.**

Signatures of petitioners,
JEAN BARRETTE, R. LAROCHE,
E. DI TOMASSO, RICHARD GAREAU,
 18243-4-4-o **OWEN CARTER.**

**St. Lawrence Sugar Refineries Limited
 Employees' Benefit Society**
Avis d'annulation d'enregistrement

**St. Lawrence Sugar Refineries Limited
 Employees' Benefit Society**
Notice of Cancellation of Registration

Attendu que « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » a cessé de faire affaires;

Whereas "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" has ceased to do business;

Attendu que « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » a produit au Service des assurances une déclaration à l'effet que le 17 janvier 1967, elle ne possédait plus aucun actif, ni aucun passif, ayant distribué son surplus à ses membres, après avoir acquitté toutes ses dettes;

Whereas "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" has filed with the Insurance Branch a declaration to the effect that on the 17th of January 1967, it had no assets and no liabilities, having distributed its surplus to its members after having discharged all its debts;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de « St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society » est annulé à compter du 27 janvier 1967.

Therefore, notice is hereby given that the registration of "St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society" is cancelled as from the 27th of January 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 27 janvier 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 27th of January 1967.

*Pour le Ministre des finances
 de la Province,*
Le Surintendant des assurances,
 18313-5-4-o **ROGER-A. CAMARAIRE.**

*For the Minister of Finance
 of the Province,*
ROGER-A. CAMARAIRE,
 18313-5-4-o *Superintendent of Insurance.*

CIM Insurance Corporation
*Avis d'émission de permis
 et de certificat d'enregistrement*

CIM Insurance Corporation
*Notice of Issue of License
 and Certificate of Registration*

Avis est donné, par les présentes, que « CIM Insurance Corporation », enregistrée sous le numéro 689, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 963, qui l'autorise, à compter du 6 décembre 1966, à effectuer dans la Province des contrats d'assurance Automobile, à l'exclusion de la responsabilité pour dommages à la personne à raison de blessures ou de mort accidentelle, ou à la propriété causés par la garde ou l'usage d'une automobile.

Notice is hereby given that "CIM Insurance Corporation", registered under number 689, has obtained the license and certificate of registry number 963, authorizing it, as from the 6th of December 1966, to undertake in this Province contracts of insurance on Automobile, excluding insurance against liability for loss or damage to persons or property caused by an automobile or the use or operation thereof.

Le siège social de la compagnie est situé à 1775, Broadway, New York, état de New York, États-Unis d'Amérique.

The head office of the company is situated at 1775, Broadway, New York, State of New York, United States of America.

La compagnie a nommé monsieur Vincent K. Quinn, 550 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 2, son procureur dans la Province.

The company has appointed Mr. Vincent K. Quinn, 550, Sherbrooke Street West, Montreal 2, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 25 janvier 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 25th of January 1967.

*Pour le Ministre des finances
 de la Province,*
Le Surintendant des assurances,
 18426-6-2-o **ROGER-A. CAMARAIRE.**

*For the Minister of Finance
 of the Province,*
ROGER-A. CAMARAIRE,
 18426-6-2-o *Superintendent of Insurance.*

Women's Catholic Order of Foresters
Avis de changement de nom

Women's Catholic Order of Foresters
Notice of Change of Name

Avis est donné, par les présentes, que « Women's Catholic Order of Foresters », une société

Notice is hereby given that "Women's Catholic Order of Foresters", a mutual benefit asso-

de secours mutuels, constituée en corporation en 1894, sous l'empire des Lois de l'état de l'Illinois, États-Unis d'Amérique, et enregistrée dans la province sous le numéro 18, a changé son nom en celui de « National Catholic Society of Foresters », tel qu'il est prévu à l'article I de la Loi de sa constitution en corporation amendée le 8 août 1966.

Donné à Chicago, Illinois, États-Unis d'Amérique, le 24 janvier 1967.

Le Secrétaire Nationale,
DELOSORS ROGERS.

18521-o

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle
de la municipalité de St-Malo,
comté de Compton**

*Avis d'annulation de permis
et d'enregistrement*

Attendu que « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de St-Malo », a été formée par un règlement du Conseil Municipal, adopté le 14 septembre 1894;

Attendu que le Conseil Municipal a adopté à une séance spéciale tenue le 22 décembre 1966, un règlement abrogeant le règlement qui avait formé ladite compagnie, à laquelle les membres présents de la compagnie ont donné leur approbation;

Attendu que le maire et le secrétaire-trésorier de ladite municipalité ont produit au Service des assurances, le 4 février 1967, une déclaration assermentée à l'effet que la compagnie a annulé toutes ses polices, payé toutes ses dettes et distribué son surplus à ses membres, après avis aux membres;

En conséquence, avis est par les présentes donné que les permis et certificat d'enregistrement de « La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de St-Malo », sont annulés à compter du 4 février 1967.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministères des finances, le 4 février 1967.

*Pour le Ministre des finances
de la province,*

Le Surintendant des assurances,
ROGER-A. CAMARAIRE.

18520-7-2-o

American Home Assurance Company

*Avis d'émission de permis
et de certificat d'enregistrement*

Avis est donné, par les présentes, que « American Home Assurance Company », enregistrée sous le numéro 690, a obtenu le permis et le certificat d'enregistrement numéro 969, qui l'autorise, à compter du 31 janvier 1967, à effectuer dans la province des contrats d'assurance relatifs aux genres suivants: Incendie, et accessoirement, agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défektivité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, intempéries, ouragan, tremblement de terre; Accident; Automobile; Bétail; Biens immobiliers; Biens mobiliers; Bris de glace; Chaudière à vapeur (bris de machine exclus); Explosion; Responsabilité civile; Responsabilité de l'employeur; Transport intérieur; Vol.

Le siège social de la compagnie est situé à 102, Maiden Lane, New York, état de New York, États-Unis d'Amérique.

La compagnie a nommé monsieur Omer Pouliot, c.a., 630 ouest, boulevard Dorchester, Montréal 2, son procureur dans la Province.

incorporated in 1894, under the Laws of the State of Illinois, United States of America, and registered in the Province under number 18, has changed its name to "National Catholic Society of Foresters", pursuant to the provisions of section I of its articles of incorporation, as amended on August 8, 1966.

Given at Chicago, State of Illinois, United States of America, on January 24, 1967.

DELOSORS ROGERS,
National Secretary.

18521-o

**La Compagnie d'Assurance Mutuelle
de la municipalité de St-Malo,
county of Compton**

*Notice of Cancellation of License
and Registration*

Whereas "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de St-Malo", has been incorporated by a Municipal Council by-law on the September 14, 1894;

Whereas the Municipal Council has adopted at a general special meeting held on December 22, 1966, a by-law to the effect of repealing the by-law having incorporated the said company to which present members of the company have given their approbation;

Whereas the mayor and the secretary-treasurer of the said municipality have filed, on February 4, 1967, with the Insurance Branch, a sworn declaration to the effect that the company had cancelled all its policies, discharged all its debts and distributed its surplus to its members after notice to its members;

Therefore, notice is hereby given that the license and registration of "La Compagnie d'Assurance Mutuelle de la Municipalité de St-Malo", are cancelled as from February 4, 1967.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, on February 4, 1967.

*For the Minister of Finance
of the Province,*

ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

18520-7-2-o

American Home Assurance Company

*Notice of Issue of License
and Certificate of Registration*

Notice is hereby given that "American Home Assurance Company", registered under number 690, has obtained the license and certificate of registry number 969, authorizing it, as from the 31st of January 1967, to undertake in the Province contracts of insurance of the following classes: Fire, and supplementary thereto, civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, weather, windstorm; Accident; Automobile; Boiler (excluding machinery); Employers' liability; Explosion; Inland transportation; Live stock; Personal property; Plate glass; Public liability; Real property; Theft.

The head office of the company is situated at 102, Maiden Lane, New York, State of New York, United States of America.

The company has appointed Mr. Omer Pouliot, c.a., 630, Dorchester Boulevard West, Montreal 2, its attorney in the Province.

Donné au bureau du Service des assurances,
Ministère des finances, le 10 février 1967.

Given at the office of the Insurance Branch,
Department of Finance, the 10th of February
1967.

*Pour le Ministre des finances
de la Province,
Le Surintendant des assurances,*
18553-7-2-o ROGER-A. CAMARAIRE.

*For the Minister of Finance
of the Province,*
18553-7-2-o ROGER-A. CAMARAIRE,
Superintendent of Insurance.

**Ministère des Terres et Forêts
Cadastre**

**Department of Lands and Forests
Cadastre**

Canton d'Ascot

Cadastre officiel du canton d'Ascot, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 16-B-249 à 16-B-258, 16-B-285 à 16-B-287, 16-B-296 à 16-B-300, 16-B-303 à 16-B-305, 16-B-330 à 16-B-332, 16-B-334 à 16-B-339, 16-B-341 à 16-B-345, 16-B-348 à 16-B-350, partie des lots 16-B-362, 16-B-271 et la partie restante des lots 16-B-288 à 16-B-294, 16-B-3-1, 16-B-302, 16-B-317 et 16-B-346, Rang IX sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, January 27, 1967.

18532-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse du Cap-de-la-Madeleine

Cadastre officiel de la paroisse du Cap-de-la-Madeleine, municipalité de la cité du Cap-de-la-Madeleine, division d'enregistrement de Champlain.

Avis est par la présente donné que la partie restante du lot 551-224 est annulée en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 6 février, 1967.

18532-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse du Sault-au-Récollet

Cadastre officiel de la paroisse du Sault-au-Récollet, municipalité de la cité de St-Léonard, division d'enregistrement de Montréal.

Avis est par la présente donné que les lots 391-384, 391-389, 391-384-2, 391-384-3 (rue), 391-389-2 et 391-389-3 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 1er février 1967.

18532-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de Ste-Adèle

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Adèle, municipalité de la paroisse de Ste-Adèle, division d'enregistrement de Terrebonne.

Avis est par la présente donné que les lots 11-A-6, 11-A-11, 11-A-13, 11-A-15, 11-A-16, 11-A-17 et 11-A-77, rang X, canton d'Abercrombie sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 6 février 1967.

18532-o *Le Sous-ministre,*
FERNAND BOUTIN.

Paroisse de St-Mathieu de Beloeil

Cadastre officiel de la paroisse de St-Mathieu de Beloeil, municipalité de la ville de Beloeil, division d'enregistrement de Verchères.

Township of Ascot

Official cadastre of the township of Ascot, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 16-B-249 to 16-B-258, 16-B-285 to 16-B-287, 16-B-296 to 16-B-300, 16-B-303 to 16-B-305, 16-B-330 to 16-B-332, 16-B-334 to 16-B-339, 16-B-341 to 16-B-345, 16-B-348 to 16-B-350, part of lots 16-B-362 and 16-B-271 and the remaining part of lots 16-B-288 to 16-B-294, 16-B-3-1, 16-B-302, 16-B-317 and 16-B-346, Range IX are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 27 janvier 1967.

18532-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Cap-de-la-Madeleine

Official cadastre of the parish of Cap-de-la-Madeleine, municipality of the city of Cap-de-la-Madeleine, registration division of Champlain.

Notice is hereby given that the remaining part of the lot 551-224 is cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 6, 1967.

18532-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Sault-au-Récollet

Official cadastre of the parish of Sault-au-Récollet, municipality of the city of St-Léonard, registration division of Montreal.

Notice is hereby given that lots 391-384, 391-389, 391-384-2, 391-384-3 (Street), 391-389-2 and 391-389-3 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February the 1st 1967.

18532-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of Ste-Adèle

Official cadastre of the parish of Ste-Adèle, municipality of the parish of Ste-Adèle, registration division of Terrebonne.

Notice is hereby given that lots 11-A-6, 11-A-11, 11-A-13, 11-A-15, 11-A-16, 11-A-17 and 11-A-77, range X, township of Abercrombie are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, February 6, 1967.

18532-o FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Parish of St-Mathieu de Beloeil

Official cadastre of the parish of St-Mathieu de Beloeil, municipality of the town of Beloeil, registration division of Verchères.

Avis est par la présente donné que les lots 38-247 à 38-361, 38-363 à 38-368 et 38-370 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil. Québec, le 31 janvier 1967.

18532-o

Le Sous-ministre,
FERNAND BOUTIN.

Notice is hereby given that lots 38-247 to 38-361, 38-363 to 38-368 and 38-370 are cancelled in virtue of Article 2174A of the Civil Code.

Quebec, January 31, 1967.

18532-o

FERNAND BOUTIN,
Deputy Minister.

Nominations

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commission sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 24 novembre 1966.

M. Albert Lemieux, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Valleyfield: nommé, à compter du 24 novembre 1966, juge de la Cour de Bien-Être Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, aux districts judiciaires d'Iberville et de Beauharnois, avec résidence à Valleyfield ou dans le voisinage immédiat.

54-66

M. Henri-S. Beaulieu, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de St-Laurent: nommé, à compter du 24 novembre 1966, juge de la Cour de Bien-Être Social, avec juridiction s'étendant à tous les districts judiciaires pour lesquels la Cour de Bien-Être Social est ou sera établie, mais tout particulièrement et sans restriction, au district judiciaire de Montréal, avec résidence dans la ville de Montréal ou dans le voisinage immédiat.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18443-o

63-66

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 24 novembre 1966.

M. Gérald Grégoire, avocat, de Cap-de-la-Madeleine, coroner conjoint pour le district judiciaire de Trois-Rivières, avec juridiction seulement sur le district électoral de Champlain, à compter de la date de son assermentation.

61-66

M. Marcel Chartier, avocat, de Trois-Rivières, coroner conjoint pour le district judiciaire de Trois-Rivières, avec juridiction s'étendant plus particulièrement au district électoral de Trois-Rivières, à compter de la date de son assermentation.

60-66

Québec, le 5 décembre 1966.

Dr Jean-Baptiste Bergeron, médecin, de La Malbaie, coroner conjoint pour le district judiciaire de Saguenay, à compter de la date de son assermentation.

57-66

Dr Wilfrid Boudreault, médecin, de Roberval, coroner conjoint pour le district judiciaire de Roberval, avec juridiction s'étendant plus particu-

Appointments

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, November 24, 1966.

Mr. Albert Lemieux, lawyer, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel of Valleyfield: appointed, from and after November 24, 1966, Judge of the Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all the judicial district for which the Social Welfare Court is or will be established, but particularly and without restriction, in the judicial districts of Iberville and Beauharnois, with a residence in Valleyfield or in the immediate vicinity.

54-66

Mr. Henri-S. Beaulieu, lawyer, member of the Bar of the Province and Queen's Counsel of St-Laurent: appointed, from and after November 24, 1966, Judge of the Social Welfare Court, with jurisdiction extending to all the judicial districts for which the Social Welfare Court is or will be established, but particularly and without restriction, in the judicial district of Montreal, with residence in the town of Montreal or in the immediate vicinity.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18443

63-66

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to make, by Commission under the Great Seal of the Province, the following appointments:

Quebec, November 24, 1966.

Mr. Gérald Grégoire, lawyer of Cap-de-la-Madeleine, joint coroner for the judicial district of Trois-Rivières, with jurisdiction only in the electoral district of Champlain, from and after the date of his swearing in.

61-66

Mr. Marcel Chartier, lawyer of Trois-Rivières, joint coroner for the judicial district of Trois-Rivières, with jurisdiction extending particularly in the electoral district of Trois-Rivières, from and after the date of his swearing in.

60-66

Quebec, December 5, 1966.

Mr. Jean-Baptiste Bergeron, doctor of La Malbaie, joint coroner for the judicial district of Saguenay, from and after the date of his swearing in.

57-66

Dr. Wilfrid Boudreault, doctor of Roberval, joint coroner for the judicial district of Roberval, with jurisdiction extending particularly in the

lièrement au district électoral de Roberval, à compter de la date de son assermentation.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 59-66

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, par commissions sous le grand sceau de la province, les nominations suivantes:

Québec, le 24 novembre 1966.

M. Philippe Ferland, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Mont-Royal: nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Montréal, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Montréal ou dans les environs, ledit M. Philippe Ferland, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe « b » de l'article 466 du Code criminel, à compter du 1er janvier 1967, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

56-66

M. Charles-B. Quimper, avocat, membre du Barreau de la province et conseil en Loi de la reine, de Matane: nommé en vertu de l'article 117 de la Loi des tribunaux judiciaires (Statuts refondus, 1964, chapitre 20), juge de la Cour provinciale, avec juridiction dans toute la province, mais tout particulièrement et sans restriction, dans le district judiciaire de Rimouski, selon l'article 126 des Statuts refondus de Québec, 1964, chapitre 20, comme magistrat de district en ce qui concerne les juridictions attribuées par les lois du Parlement du Canada aux magistrats de district, que ces juridictions leur soient attribuées sous le titre de « magistrat » ou sous celui de « magistrat de district », avec résidence dans la ville de Matane ou dans les environs, ledit M. Charles-B. Quimper, vu sa présente nomination par le lieutenant-gouverneur en conseil comme juge de la Cour provinciale, étant autorisé à exercer, sous l'autorité du paragraphe « b » de l'article 466 du Code criminel, à compter du 24 novembre 1966, la juridiction d'un magistrat sous la partie XVI de ce Code criminel.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18443-0 55-66

electoral district of Roberval, from and after the date of his swearing in.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 59-66

Notice is hereby given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased, by commission under the Great Seal of the Province, to make the following appointments:

Quebec, November 24, 1966.

Mr. Philippe Ferland, advocate, member of the Provincial Bar and Queen's Counsel, of Mount-Royal: appointed, pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Provincial Court Judge, with jurisdiction in the entire Province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Montreal, according to section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate in that which concerns jurisdictions attributed by the laws of the Canadian Parliament to district magistrates, whether these jurisdictions are granted to them under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the city of Montreal or in the immediate vicinity. The said Mr. Philippe Ferland, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Provincial Court Judge, is authorized to exercise, under the authority of paragraph "b" of section 466 of the Criminal Code, from and after January 1, 1967, the jurisdiction of a magistrate under part XVI of said Criminal Code.

56-66

Mr. Charles-B. Quimper, advocate, member of the Provincial Bar and Queen's Counsel, of Matane: appointed, pursuant to section 117 of the Courts of Justice Act (Revised Statutes, 1964, chapter 20), Provincial Court Judge, with jurisdiction in the entire province, but particularly and without restriction, in the judicial district of Rimouski, according to section 126 of the Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 20, as district magistrate in that which concerns jurisdictions attributed by the laws of the Canadian Parliament to district magistrates, whether these jurisdictions are granted to them under the title of "magistrate" or that of "district magistrate", with residence in the town of Matane or the immediate vicinity. The said Mr. Charles-B. Quimper, in view of his present appointment by the Lieutenant-Governor in Council as Provincial Court Judge, is authorized to exercise, under the authority of paragraph "b" of section 466 of the Criminal Code, from and after November 24, 1966, the jurisdiction of a magistrate under Part XVI of said Criminal Code.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18443 55-66

Régie des Marchés Agricoles du Québec

Avis

Prenez avis que lors de son assemblée du 1er février 1967, la Régie des marchés agricoles du Québec a mis fin au plan conjoint des producteurs de lait fournisseurs à la Laiterie de Sherbrooke,

Quebec Agricultural Marketing Board

Notice

Notice is hereby given that at its meeting of February 1, 1967, the Quebec Agricultural Marketing Board put an end to the joint plan of the milk producers, suppliers to Laiterie de

au plan conjoint des producteurs de lait de la Laiterie Leclerc de Sherbrooke et au plan conjoint des producteurs de lait nature du comté de Richmond.

Montréal, ce 1er jour de février 1967.

Le Secrétaire-exécutif,

18568-o

Me GILLES PRÉSENT.

**Plan conjoint
des producteurs-fournisseurs de lait de
J. J. Joubert Ltée de Nicolet**

Prenez avis qu'en vertu des dispositions de l'article 34 de la Loi des marchés agricoles du Québec, la Régie des marchés agricoles du Québec a exempté le Syndicat des producteurs-fournisseurs de lait de J. J. Joubert Ltée de Nicolet, de décréter par règlement la division des producteurs en groupes pour les fins de l'assemblée générale des producteurs visés par le plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait de J. J. Joubert Ltée de Nicolet.

Montréal, ce 8 jour de février 1967.

Régie des marchés agricoles du Québec.

Le Secrétaire-exécutif,

18568-o

Me GILLES PRÉSENT.

Sherbrooke, to the joint plan of milk producers of Laiterie Leclerc de Sherbrooke and to the the joint plan of the raw milk producers of the county of Richmond.

Montreal, this 1st day of February, 1967.

Me GILLES PRÉSENT,

18568

Executive Secretary.

**Joint plan
of the milk producers-suppliers of
J. J. Joubert Ltée of Nicolet**

Notice is hereby given that in pursuance of the provisions of section 34 of the Quebec Agricultural Marketing Board, the Quebec Agricultural Marketing Board exempted the Syndicate of milk producers-suppliers of J. J. Joubert Ltée of Nicolet, from decreeing by by-law, the division of the producers into groups for the purposes of the general meeting of the producers provided for by the joint plan of milk producers-suppliers of J. J. Joubert Ltée of Nicolet.

Montreal, this 8th day of February, 1967.

Quebec Agricultural Marketing Board.

Me GILLES PRÉSENT,

18568

Executive Secretary.

Syndicats professionnels

**Fédération des producteurs de sucre
et de sirop d'érable du Québec**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'une fédération de syndicats professionnels, sous le nom de « Fédération des producteurs de sucre et de sirop d'érable du Québec », a été autorisée par le secrétaire de la province le 20 décembre 1966.

Le siège social de ladite fédération est situé au numéro 515, avenue Viger, Montréal, district de Montréal.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18481-o

134-66

**Association of Interns and Residents
of Montreal
Association des internes et résidents
de Montréal**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association of Interns and Residents of Montreal — Association des internes et résidents de Montréal », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 23 janvier 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 10 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,

RAYMOND DOUVILLE.

18537-o

137-66

**Association des principaux de l'Ouest
de Montréal**

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Association des principaux de l'Ouest de Montréal », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 31 janvier 1967.

Professional Syndicates

**Fédération des producteurs de sucre
et de sirop d'érable du Québec**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a federation of professional syndicates, under the name of "Fédération des producteurs de sucre et de sirop d'érable du Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on December 20, 1966.

The head office of the said federation is situated at 515 Viger Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, January 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18481

134-66

**Association of Interns and Residents
of Montreal
Association des internes et résidents
de Montréal**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association of Interns and Residents of Montreal — Association des internes et résidents de Montréal", has been authorized by the Provincial Secretary of January 23, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated in Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, February 10, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,

Assistant Secretary of the Province.

18537

137-66

**Association des principaux de l'Ouest
de Montréal**

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Association des principaux de l'Ouest de Montréal", has been authorized by the Provincial Secretary on January 31, 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 71, Lagacé, Dorval, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 10 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18538-o 6-67

L'Association Professionnelle des Dessinateurs en Architecture de la province de Québec

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « L'Association Professionnelle des Dessinateurs en Architecture de la province de Québec », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 27 décembre 1966.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 3560, St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 19 janvier 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18560-o 139-66

Syndicat des producteurs de lait nature du Saguenay - Lac St-Jean (U.C.C.)

(Loi des syndicats professionnels)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Syndicat des producteurs de lait nature du Saguenay - Lac St-Jean (U.C.C.) », a été autorisée par le Secrétaire de la province le 31 janvier 1967.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à 533, rue Racine est, Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Québec, le 10 février 1967.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

18561-o 7-67

The head office of the said professional syndicate is situated at 71 Lagacé, Dorval, judicial district of Montreal.

Quebec, February 10, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18538-o 6-67

L'Association Professionnelle des Dessinateurs en Architecture de la province de Québec

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "L'Association Professionnelle des Dessinateurs en Architecture de la province de Québec", has been authorized by the Provincial Secretary on December 27, 1966.

The head office of the said professional syndicate is situated at 3560 St-Laurent, Montréal, judicial district of Montreal.

Quebec, January 19, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18560 139-66

Syndicat des producteurs de lait nature du Saguenay - Lac St-Jean (U.C.C.)

(Professional Syndicates Act)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Syndicat des producteurs de lait nature du Saguenay - Lac St-Jean (U.C.C.)" has been authorized by the Provincial Secretary on January 31, 1967.

The head office of the said professional syndicate is situated at 533 Racine Street, east, Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Quebec, February 10, 1967.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

18561 7-67

Soumissions

**Ville de Repentigny
Comté de L'Assomption**

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné H.-Léon Leblanc, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q., jusqu'à 8.30 heures du soir, lundi, le 6 mars 1967, pour l'achat de \$655,500 d'obligations de la Ville de Repentigny, comté de l'Assomption, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er avril 1987 avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 203 — \$140,000 — trottoirs; 217 — \$4,100 — égouts; 219 — \$31,500 — égouts; 228 — \$7,000 — égouts; 230 — \$27,700 — aqueduc, égouts, pavages; 231 — \$14,200 — pavages; 233 — \$17,300 — pavages; 239 — \$16,500 — pavages; 240 — \$162,500 — aqueduc, égouts, pavages; 241 — \$12,500 — égouts; 242 — \$54,500 — aqueduc, égouts, pavages;

Tenders

**Town of Repentigny
County of L'Assomption**

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned H.-Léon Leblanc, secretary-treasurer, Town Hall, 435 Notre-Dame St., Repentigny, county of l'Assomption, P.Q., until 8:30 o'clock p.m., Monday, March 6, 1967, for the purchase of \$655,500 of bonds for the Town of Repentigny, county of l'Assomption, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, or, by choice, by a sinking fund maturing on March 1, 1987, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos. 203 — \$140,000 — sidewalks; 217 — \$4,100 — sewers; 219 — \$31,500 — sewers; 228 — \$7,000 — sewers; 230 — \$27,700 — aqueduct, sewers, paving; 231 — \$14,200 — paving; 233 — \$17,300 — paving; 239 — \$16,500 — paving; 240 — \$162,500 — aqueduct, sewers, paving; 241 — \$12,500 — sewers; 242 — \$54,500 — aqueduct, sewers, paving; 243 —

243 — \$27,700 — aqueduc, égouts, pavages;
245 — \$140,000 — achat d'immeubles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement \$655,500 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968.....	\$ 12,500
1er avril 1969.....	13,000
1er avril 1970.....	14,500
1er avril 1971.....	15,500
1er avril 1972.....	16,500
1er avril 1973.....	17,000
1er avril 1974.....	18,500
1er avril 1975.....	18,500
1er avril 1976.....	20,000
1er avril 1977.....	22,000
1er avril 1978.....	23,500
1er avril 1979.....	24,500
1er avril 1980.....	26,000
1er avril 1981.....	27,000
1er avril 1982.....	29,000
1er avril 1983.....	30,500
1er avril 1984.....	32,500
1er avril 1985.....	34,500
1er avril 1986.....	37,000
1er avril 1987.....	223,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération, pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$183,500, et si supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudication s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Repentigny.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 mars 1967, à 8.30 heures du soir, Hôtel de Ville,

\$27,700 — aqueduct, sewers, paving; 245 — \$140,000 — purchase of immovables.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$655,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....	\$ 12,500
April 1, 1969.....	13,000
April 1, 1970.....	14,500
April 1, 1971.....	15,500
April 1, 1972.....	16,500
April 1, 1973.....	17,000
April 1, 1974.....	18,500
April 1, 1975.....	18,500
April 1, 1976.....	20,000
April 1, 1977.....	22,000
April 1, 1978.....	23,500
April 1, 1979.....	24,500
April 1, 1980.....	26,000
April 1, 1981.....	27,000
April 1, 1982.....	29,000
April 1, 1983.....	30,500
April 1, 1984.....	32,500
April 1, 1985.....	34,500
April 1, 1986.....	37,000
April 1, 1987.....	223,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year and 15-year short-term bonds. Also, tenders will be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20 years; in this case, by choice, a part of such balance may be issued as 10-year short-term and the other part as 20-year sinking fund, provided, however, that this latter part not be for an amount of less than \$183,500, and, if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, as appearing in the table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Repentigny.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 6, 1967, at 8:30 o'clock p.m., in the Town

435, rue Notre-Dame, Repentigny, comté de l'Assomption, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Repentigny, (Comté de L'Assomption), ce 8 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
H.-LÉON LEBLANC.

Hôtel de Ville, 435, rue Notre-Dame,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-4010, code 514. 18528-0

**La Commission scolaire régionale
de Chambly**
Comté de Taillon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André Chartier, secrétaire-trésorier, bureau de la corporation, 1330 ouest, Blvd Curé-Poirier, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 mars 1967, pour l'achat de \$640,000 d'obligations de la commission scolaire régionale de Chambly, comté de Taillon, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1977 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 30 août 1966 — \$640,000 — achat de terrains, ameublement, etc.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$640,000 — 10 ans

Année	Capital
1er avril 1968	\$49,000
1er avril 1969	51,000
1er avril 1970	55,000
1er avril 1971	58,000
1er avril 1972	61,000
1er avril 1973	65,000
1er avril 1974	69,000
1er avril 1975	73,000
1er avril 1976	77,000
1er avril 1977	82,000

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque v.s.c. payable au pair à Jacques-Cartier, (Taillon).

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mardi, le 7 mars 1967, à 8 heures du soir,

Hall, 435 Notre-Dame St., Repentigny, county of l'Assomption, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Repentigny, (County of l'Assomption), February 8, 1967.

H.-LÉON LEBLANC,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 435 Notre-Dame St.,
Repentigny, (L'Assomption), P.Q.
Téléphone: 581-4010, code 514. 18528

**The Regional School Board
of Chambly**
County of Taillon

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André Chartier, secretary-treasurer, office of the corporation, 1330 Curé-Poirier Blvd. West, Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 7, 1967, for the purchase of an issue of \$640,000 of bonds for the Regional School Board of Chambly, county of Taillon, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1977 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semiannually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 30, 1966 — \$640,000 — purchase of terrains, furniture, etc.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$640,000 — 10 years

Year	Capital
April 1, 1968	\$49,000
April 1, 1969	51,000
April 1, 1970	55,000
April 1, 1971	58,000
April 1, 1972	61,000
April 1, 1973	65,000
April 1, 1974	69,000
April 1, 1975	73,000
April 1, 1976	77,000
April 1, 1977	82,000

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short-term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jacques-Cartier, (Taillon).

Capital and interest are payable at all branches in the province of Québec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Tuesday, March 7, 1967, at 8:00 o'clock p.m.,

bureau de la corporation, 1330 ouest, Blvd Curé-Poirier, Jacques-Cartier, comté de Taillon, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jacques-Cartier, (Comté de Taillon), ce 13 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ CHARTIER.

Bureau de la corporation,
1330 ouest, Blvd Curé-Poirier,
Jacques-Cartier, (Taillon), P.Q.
Téléphone: 674-4983, code 514. 18542-o

Ville de Châteauguay-Heights
Comté de Châteauguay

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Mme Thelma Clarke, secrétaire-trésorière, Hôtel de Ville, 70, avenue Carlyle, Châteauguay-Heights, comté de Châteauguay, P.Q., jusqu'à 8.00 heures du soir, mardi, le 7 mars 1967, pour l'achat de \$219,000 d'obligations de la Ville de Châteauguay-Heights, comté de Châteauguay datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos 50 — \$137,500 — aqueduc, égouts; 51 — \$81,500 — égouts de surface.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$219,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968	\$ 3,000
1er avril 1969	3,000
1er avril 1970	3,500
1er avril 1971	3,000
1er avril 1972	4,000
1er avril 1973	4,500
1er avril 1974	4,000
1er avril 1975	4,000
1er avril 1976	4,000
1er avril 1977	4,000
1er avril 1978	4,500
1er avril 1979	5,000
1er avril 1980	6,000
1er avril 1981	6,000
1er avril 1982	6,500
1er avril 1983	7,000
1er avril 1984	7,000
1er avril 1985	7,500
1er avril 1986	8,000
1er avril 1987	125,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans pu à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Châteauguay-Centre.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la

at the office of the corporation, 1330 Curé-Poirier Blvd. West, Jacques-Cartier, county of Taillon, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Jacques-Cartier, (County of Taillon), February 13, 1967.

ANDRÉ CHARTIER,
Secretary-Treasurer.

Office of the corporation,
1330 Curé-Poirier Blvd. West,
Jacques-Cartier, (Taillon), P.Q.
Telephone: 674-4983, code 514. 18542

Town of Châteauguay-Heights
County of Châteauguay

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Mrs. Thelma Clarke, secretary-treasurer, Town Hall, 70 Carlyle Avenue, Châteauguay-Heights, county of Châteauguay, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 7, 1967, for the purchase of an issue of \$219,000 of bonds for the town of Châteauguay-Heights, county of Châteauguay, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968, to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6% nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos. 50 — \$137,500 — aqueduct, sewers; 51 — \$81,500 — surface sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$219,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968	\$ 3,000
April 1, 1969	3,000
April 1, 1970	3,500
April 1, 1971	3,000
April 1, 1972	4,000
April 1, 1973	3,500
April 1, 1974	4,000
April 1, 1975	4,000
April 1, 1976	4,000
April 1, 1977	4,000
April 1, 1978	4,500
April 1, 1979	5,000
April 1, 1980	6,000
April 1, 1981	6,000
April 1, 1982	6,500
April 1, 1983	7,000
April 1, 1984	7,000
April 1, 1985	7,500
April 1, 1986	8,000
April 1, 1987	125,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Châteauguay-Centre.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec, of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 7 mars 1967, à 8.00 heures du soir, Hôtel de Ville, 70, avenue Carlyle, Châteauguay-Heights, comté de Châteauguay, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Châteauguay-Heights, (Comté de Châteauguay), ce 13 février 1967.

La Secrétaire-trésorière,
Mme THELMA CLARKE.

Hôtel de Ville, 70, avenue Carlyle,
Châteauguay-Heights, (Châteauguay), P.Q.
Téléphone: 692-6072, code 514. 18543-0

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de Lauzon**

Comté de Lauzon

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Yves Guay, secrétaire-trésorier, Bureau de la Corporation, Collège de Lauzon, 295, rue St-Joseph, Lauzon, comté de Lévis, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 8 mars 1967, pour l'achat de \$495,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Lauzon, comté de Lévis datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 2 septembre 1966 — \$495,000 — construction d'une école de 12 classes et de 2 maternelles.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$495,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968	\$38,500
1er avril 1969	41,500
1er avril 1970	44,500
1er avril 1971	47,500
1er avril 1972	50,500
1er avril 1973	54,000
1er avril 1974	9,500
1er avril 1975	10,500
1er avril 1976	11,000
1er avril 1977	12,000
1er avril 1978	12,500
1er avril 1979	13,500
1er avril 1980	14,500
1er avril 1981	15,500
1er avril 1982	16,500
1er avril 1983	18,000
1er avril 1984	19,000
1er avril 1985	20,500
1er avril 1986	22,000
1er avril 1987	23,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total

as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 7, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 70 Carlyle Avenue, Châteauguay-Heights, county of Châteauguay, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Châteauguay-Heights, county of Châteauguay), February 13, 1967.

Mrs. THELMA CLARKE,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 70 Carlyle Avenue,
Châteauguay-Heights, (Châteauguay), P.Q.
Telephone: 692-6072, code 514. 18543

**The School Commissioners
for the Municipality of Lauzon**

County of Lauzon

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Yves Guay, secretary-treasurer, Office of the Corporation, Lauzon College, 295 St-Joseph Street, Lauzon, county of Lévis, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, March 8, 1967, for the purchase of an issue of \$495,000 of bonds for the School Commissioners for the municipality of Lauzon, county of Lévis, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated September 2, 1966 — \$495,000 — construction of a 12-class school and of 2 infant schools.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$495,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968	\$38,500
April 1, 1969	41,500
April 1, 1970	44,500
April 1, 1971	47,500
April 1, 1972	50,500
April 1, 1973	54,000
April 1, 1974	9,500
April 1, 1975	10,500
April 1, 1976	11,000
April 1, 1977	12,000
April 1, 1978	12,500
April 1, 1979	13,500
April 1, 1980	14,500
April 1, 1981	15,500
April 1, 1982	16,500
April 1, 1983	18,000
April 1, 1984	19,000
April 1, 1985	20,500
April 1, 1986	22,000
April 1, 1987	23,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of

de \$290,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en 5 versements de \$48,333.33 chacun et 1 dernier versement de \$48,333.35 à compter de 1968 à 1973 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lauzon.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 mars 1967, à 7.50 heures du soir, Bureau de la Corporation, Collège de Lauzon, 295, rue St-Joseph, Lauzon, comté de Lévis, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lauzon, (Comté de Lévis), ce 15 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
YVES GUAY.

Bureau de la Corporation,
Collège de Lauzon, 295, rue St-Joseph,
Lauzon, (Lévis), P.Q.
Téléphone: 837-0295, code 418. 18559-0

Village de Brownsburg
Comté d'Argenteuil

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Vincent Charbonneau, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Brownsburg, comté d'Argenteuil, P.Q., jusqu'à 8.00 heures du soir, lundi, le 6 mars 1967, pour l'achat de \$122,500 d'obligations du village de Brownsburg, comté d'Argenteuil datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No. 122 — \$122,500 — aqueduc égouts.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$122,500 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968	\$1,500
1er avril 1969	1,500
1er avril 1970	1,500
1er avril 1971	2,000
1er avril 1972	2,000
1er avril 1973	2,000
1er avril 1974	2,000
1er avril 1975	2,500

\$290,000 granted by the Provincial Government and payable in 5 instalments of \$48,333.33 each and 1 last instalment of \$48,333.35 from 1968 to 1973 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lauzon.

Capital and interest are payable at all branches, in the Province of Quebec, of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on Wednesday, March 8, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Office of the Corporation, Lauzon College, 295 St-Joseph Street, Lauzon, county of Lévis, P.Q.

The School Commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Lauzon, (County of Lévis), February 15, 1967.

YVES GUAY,
Secretary-Treasurer.

Office of the Corporation,
Lauzon College, 295 St-Joseph Street,
Lauzon, (Lévis), P.Q.
Telephone: 837-0295, code 418. 18559

Village of Brownsburg
County of Argenteuil

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Vincent Charbonneau, secretary-treasurer, Town Hall, Brownsburg, county of Argenteuil, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Monday, March 6, 1967, for the purchase of an issue of \$122,500 of bonds for the Village of Brownsburg, county of Argenteuil, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6% nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 122 — \$122,500 — aqueduct, sewers.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$122,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968	\$1,500
April 1, 1969	1,500
April 1, 1970	1,500
April 1, 1971	2,000
April 1, 1972	2,000
April 1, 1973	2,000
April 1, 1974	2,000
April 1, 1975	2,500

1er avril 1976.....	\$ 2,500
1er avril 1977.....	2,500
1er avril 1978.....	3,000
1er avril 1979.....	3,000
1er avril 1980.....	3,000
1er avril 1981.....	3,500
1er avril 1982.....	3,500
1er avril 1983.....	3,500
1er avril 1984.....	4,000
1er avril 1985.....	4,000
1er avril 1986.....	4,500
1er avril 1987.....	70,500

April 1, 1976.....	\$ 2,500
April 1, 1977.....	2,500
April 1, 1978.....	3,000
April 1, 1979.....	3,000
April 1, 1980.....	3,000
April 1, 1981.....	3,500
April 1, 1982.....	3,500
April 1, 1983.....	3,500
April 1, 1984.....	4,000
April 1, 1985.....	4,000
April 1, 1986.....	4,500
April 1, 1987.....	70,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul ldes trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Brownsburg.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 6 mars 1967, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, Brownsburg, comté d'Argenteuil, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Brownsburg, (Comté d'Argenteuil), ce 13 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
VINCENT CHARBONNEAU.

Hôtel de Ville, C.P. 40,
Brownsburg, (Argenteuil), P.Q.
Téléphone: 533-6687, code 514. 18544-0

La paroisse de St-Constant

Comté de Laprairie

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gérard Lamarche, secrétaire-trésorier, Salle de l'École Vinet-Souigny, Avenue St-Regis, St-Constant, comté de Laprairie, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mardi, le 7 mars 1967, pour l'achat de \$603,500 d'obligations de la paroisse de St-Constant, comté de Laprairie, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement ou, au choix, à fonds d'amortissement échéant le 1er avril 1987 avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 236 (247) — \$42,740 — poste de pompiers; 239 — \$96,700 — aqueduc et égouts; 241 — \$45,000 — aqueduc et égouts; 242 (244) — \$391,400 — aqueduc et égouts; 245 — \$27,660 — voirie.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Brownsburg.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Monday, March 6, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, Brownsburg, county of Argenteuil, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Brownsburg, (County of Argenteuil), February 13, 1967.

VINCENT CHARBONNEAU,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Post Office Box 40,
Brownsburg, (Argenteuil), P.Q.
Telephone: 533-6687, code 514. 18544

Parish of St-Constant

County of Laprairie

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gérard Lamarche, secretary-treasurer, Hall of Vinet-Souigny School St-Regis Avenue, St-Constant, county of Laprairie, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Tuesday, March 7, 1967, for the purchase of \$603,500 of bonds for the parish of St-Constant, county of Laprairie, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, or, by choice, by a sinking fund maturing on April 1, 1987, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 236 (247) — \$42,740 — fier station; 239 — \$96,700 — aqueduct and sewers; 241 — \$45,000 — aqueduct and sewers; 242 (244) — \$391,400 — aqueduct and sewers; 245 — \$27,660 — roads.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Tableau d'amortissement — \$603,500 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968.....	\$ 9,500
1er avril 1969.....	11,500
1er avril 1970.....	12,000
1er avril 1971.....	12,500
1er avril 1972.....	13,000
1er avril 1973.....	14,000
1er avril 1974.....	15,500
1er avril 1975.....	16,500
1er avril 1976.....	17,500
1er avril 1977.....	18,000
1er avril 1978.....	15,500
1er avril 1979.....	16,500
1er avril 1980.....	17,000
1er avril 1981.....	18,000
1er avril 1982.....	19,500
1er avril 1983.....	16,500
1er avril 1984.....	17,000
1er avril 1985.....	18,500
1er avril 1986.....	19,000
1er avril 1987.....	306,000

Table of redemption — \$603,500 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....	\$ 9,500
April 1, 1969.....	11,500
April 1, 1970.....	12,000
April 1, 1971.....	12,500
April 1, 1972.....	13,000
April 1, 1973.....	14,000
April 1, 1974.....	15,500
April 1, 1975.....	16,500
April 1, 1976.....	17,500
April 1, 1977.....	18,000
April 1, 1978.....	15,500
April 1, 1979.....	16,500
April 1, 1980.....	17,000
April 1, 1981.....	18,000
April 1, 1982.....	19,500
April 1, 1983.....	16,500
April 1, 1984.....	17,000
April 1, 1985.....	18,500
April 1, 1986.....	19,000
April 1, 1987.....	306,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations en séries à courte échéance 10 ans ou à courte échéance 15 ans. Également, des soumissions seront reçues et considérées pour des obligations en séries 10 ans, avec le solde à fonds d'amortissement 20 ans; en ce cas, au choix, une partie de tel solde pourra être émise à courte échéance 10 ans, et l'autre partie émise à fonds d'amortissement 20 ans, pourvu toutefois que cette dernière partie ne soit pas pour un montant inférieur à \$285,500 et ni supérieur à ce dernier montant, cette partie devra comprendre qu'un ou des amortissements annuels entiers, tels qu'apparaissant au tableau, en commençant par les dernières années d'échéance. Cependant, les soumissions ne devront être transmises que pour un seul des modes d'émission ci-haut et ne devront comporter qu'un seul des termes sauf dans le cas de l'exception notée. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laprairie.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation si elles sont émises par séries. Toutefois, si elles sont émises à fonds d'amortissement, les obligations ainsi émises seront rachetables par anticipation, au pair, le 1er avril de chaque année, mais seulement jusqu'à concurrence du montant annuel requis pour les fins de l'amortissement de l'émission, conformément au tableau ci-haut.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 7 mars 1967, à 8 heures du soir, Salle de l'École Vinet-Souigny, Avenue St-Regis, St-Constant, comté de Laprairie, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as 10-year and 15-year short-term bonds. Also, tenders will be received and considered as 10-year serial bonds, with the balance being sinking fund bonds maturing in 20-years; in this case, by choice, a part of such balance may be issued as 10-year short-term and the other part as 20-year sinking fund, provided, however, that this latter part not be for an amount of less than \$285,500 and, if higher than this amount, this part must include only one or more entire annual amortizations, as appearing in the table, starting at the last years of maturity. However, tenders must be forwarded for only one of the issuance methods above, and shall include only one of the terms, save in the case of the exception noted. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laprairie.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the principal office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation if they are issued serially. However, if they are issued as a sinking fund, the bonds thus issued will be redeemable by anticipation, at par, on April 1st of each year, but only to the extent of the annual amounts required for the purpose of amortizing this issue, pursuant to the above table.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, March 7, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Hall of Vinet-Souigny School, St-Regis Avenue, St-Constant, county of Laprairie, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Constant, (Comté de Laprairie), ce 13 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
GÉRARD LAMARCHE.

Salle de l'École Vinet-Souigny, Avenue St-Regis,
St-Constant, (Laprairie), P.Q.
Téléphone: 632-2247, code 514. 18545-0

Saint-Constant, (County of Laprairie), February 13, 1967.

GÉRARD LAMARCHE,
Secretary-Treasurer.

Hall of Vinet-Souigny School, St-Regis Avenue,
St-Constant, (Laprairie), P.Q.
Telephone: 632-2247, code 514. 18545

Cité de Jonquière
Comté de Jonquière

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Lionel Harvey, greffier, Hôtel de Ville, 320, rue St-Dominique, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q., jusqu'à 4 heures de l'après-midi, lundi, le 6 mars 1967, pour l'achat de \$200,000 d'obligations de la cité de Jonquière, comté de Jonquière, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Règlement No 655 — \$200,000 — travaux d'éclairage.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$200,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968	\$5,500
1er avril 1969	6,000
1er avril 1970	6,000
1er avril 1971	6,500
1er avril 1972	7,000
1er avril 1973	7,500
1er avril 1974	7,500
1er avril 1975	8,000
1er avril 1976	8,500
1er avril 1977	9,000
1er avril 1978	9,500
1er avril 1979	10,500
1er avril 1980	11,000
1er avril 1981	11,500
1er avril 1982	12,500
1er avril 1983	13,000
1er avril 1984	14,000
1er avril 1985	14,500
1er avril 1986	15,500
1er avril 1987	16,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Jonquière.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la Province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

City of Jonquière
County of Jonquière

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Lionel Harvey, clerk, Town Hall, 320 St-Dominique Street, Jonquière, county of Jonquière, P.Q., until 4:00 o'clock p.m., Monday, March 6, 1967, for the purchase of an issue of \$200,000 of bonds for the city of Jonquière, county of Jonquière, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 655 — \$200,000 — lighting works.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$200,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968	\$ 5,500
April 1, 1969	6,000
April 1, 1970	6,000
April 1, 1971	6,500
April 1, 1972	7,000
April 1, 1973	7,500
April 1, 1974	7,500
April 1, 1975	8,000
April 1, 1976	8,500
April 1, 1977	9,000
April 1, 1978	9,500
April 1, 1979	10,500
April 1, 1980	11,000
April 1, 1981	11,500
April 1, 1982	12,500
April 1, 1983	13,000
April 1, 1984	14,000
April 1, 1985	14,500
April 1, 1986	15,500
April 1, 1987	16,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Jonquière.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi le 6 mars 1967, à 4:00 heures de l'après-midi, à l'Hôtel de Ville, 320, rue St-Dominique, Jonquière, comté de Jonquière, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Jonquière, (Comté de Jonquière), ce 14 février 1967.

Le Greffier,
LIONEL HARVEY.

Hôtel de Ville, 320, rue St-Dominique,
Jonquière, (Jonquière), P.Q.
Téléphone: 542-4127, Code 418. 18558-0

Ville de Bromptonville

Comté de Richmond

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Aimé Benoit, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, 133, rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, P.Q., jusqu'à 7.30 heures du soir, mercredi, le 8 mars 1967, pour l'achat de \$253,500 d'obligations de la ville de Bromptonville, comté de Richmond, datées du 1er mars, 1967 et remboursables par séries du 1er mars 1968 au 1er mars 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 192 — \$182,000 — renouvellement; 293 — \$55,000 — égouts; 296 — \$16,500 — frais de finance du renouvellement.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$253,500 — 20 ans

Année	Capital
1er mars 1968	\$ 7,500
1er mars 1969	8,000
1er mars 1970	8,000
1er mars 1971	8,500
1er mars 1972	9,000
1er mars 1973	9,500
1er mars 1974	10,000
1er mars 1975	10,000
1er mars 1976	11,000
1er mars 1977	11,500
1er mars 1978	12,500
1er mars 1979	13,500
1er mars 1980	14,000
1er mars 1981	14,500
1er mars 1982	15,500
1er mars 1983	16,000
1er mars 1984	17,000
1er mars 1985	18,000
1er mars 1986	19,000
1er mars 1987	20,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Sherbrooke.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procé-

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, March 6, 1967, at 4:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 320 St-Dominique Street, Jonquière, county of Jonquière, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Jonquière, (County of Jonquière), February 14, 1967.

LIONEL HARVEY,
Clerk.

Town Hall, 320 St-Dominique Street,
Jonquière, (Jonquière), P.Q.
Telephone: 542-4127, code 418. 18558

Town of Bromptonville

County of Richmond

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Aimé Benoit, secretary-treasurer, Town Hall, 133 Laval Street, Bromptonville, county of Richmond, P.Q., until 7:30 o'clock p.m., Wednesday, March 8, 1967, for the purchase of an issue of \$253,500 of bonds for the town of Bromptonville, county of Richmond, dated March 1, 1967, and redeemable serially from March 1, 1968 to March 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on March 1st and September 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law Nos: 192 — \$182,000 — renewal; 293 — \$55,000 — sewers; 296 — \$16,500 — costs of finance for renewal.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1st, 1967.

Table of redemption — \$253,500 — 20 years

Year	Capital
March 1, 1968	\$ 7,500
March 1, 1969	8,000
March 1, 1970	8,000
March 1, 1971	8,500
March 1, 1972	9,000
March 1, 1973	9,500
March 1, 1974	10,000
March 1, 1975	10,000
March 1, 1976	11,000
March 1, 1977	11,500
March 1, 1978	12,500
March 1, 1979	13,500
March 1, 1980	14,000
March 1, 1981	14,500
March 1, 1982	15,500
March 1, 1983	16,000
March 1, 1984	17,000
March 1, 1985	18,000
March 1, 1986	19,000
March 1, 1987	20,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Sherbrooke.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Québec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure

dure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 8 mars 1967, à 7.30 heures du soir, Hôtel de Ville, 133, rue Laval, Bromptonville, comté de Richmond, P.Q.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Bromptonville, (Comté de Richmond), ce 15 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
AIMÉ BENOIT.

Hôtel de Ville,
133, rue Laval, C.P. 130,
Bromptonville, (Richmond), P.Q.,
Téléphone 846-2788, code 819. 18557-0

**Les commissaires d'écoles
pour la municipalité de
St-Léonard-de-Port-Maurice**

Comté d'Olier

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné André De Vogelaere, secrétaire-trésorier, Bureau de la commission scolaire, 8165, rue Collette, St-Léonard, comté d'Olier, P.Q., jusqu'à 8 heures du soir, mercredi, le 8 mars 1967, pour l'achat de \$721,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de St-Léonard-de-Port-Maurice, comté d'Olier, datées du 1er avril 1967 et remboursables par séries du 1er avril 1968 au 1er avril 1987 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 6%, ni supérieur à 7%, payable semi-annuellement les 1er avril et 1er octobre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution datée du 10 août 1966 — \$721,000 — construction de l'école élémentaire Dante.

Pour adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er avril 1967.

Tableau d'amortissement — \$721,000 — 20 ans

Année	Capital
1er avril 1968.....x	\$75,000
1er avril 1969.....x	79,000
1er avril 1970.....x	84,000
1er avril 1971.....x	89,000
1er avril 1972.....	15,000
1er avril 1973.....	16,000
1er avril 1974.....	17,000
1er avril 1975.....	18,000
1er avril 1976.....	19,000
1er avril 1977.....	21,000
1er avril 1978.....	22,000
1er avril 1979.....	23,000
1er avril 1980.....	25,000
1er avril 1981.....	26,000
1er avril 1982.....	27,000
1er avril 1983.....	29,000
1er avril 1984.....	31,000
1er avril 1985.....	33,000
1er avril 1986.....	35,000
1er avril 1987.....	37,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de

as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Wednesday, March 8, 1967, at 7:30 o'clock p.m., at the Town Hall, 133 Laval Street, Bromptonville, county of Richmond, P.Q.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Bromptonville, (County of Richmond), February 15, 1967.

AIMÉ BENOIT,
Secretary-Treasurer.

Town Hall,
133 Laval Street, P.O. Box 130,
Bromptonville, (Richmond), P.Q.,
Telephone: 846-2788, code 819. 18557

**The School Commissioners
for the Municipality of
St-Léonard-de-Port-Maurice**

County of Olier

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned André de Vogelaere, secretary-treasurer, school commission office, 8165 Collette Street, St-Léonard, county of Olier, P.Q., until 8:00 o'clock p.m., Wednesday, March 8, 1967, for the purchase of an issue of \$721,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of St-Léonard-de-Port-Maurice, county of Olier, dated April 1, 1967, and redeemable serially from April 1, 1968 to April 1, 1987 inclusively, with interest at a rate not less than 6%, nor more than 7%, payable semi-annually on April 1st and October 1st, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 10, 1966 — \$721,000 — construction of Dante elementary school.

For adjudication only, interest shall be calculated as from April 1, 1967.

Table of redemption — \$721,000 — 20 years

Year	Capital
April 1, 1968.....x	\$75,000
April 1, 1969.....x	79,000
April 1, 1970.....x	84,000
April 1, 1971.....x	89,000
April 1, 1972.....	15,000
April 1, 1973.....	16,000
April 1, 1974.....	17,000
April 1, 1975.....	18,000
April 1, 1976.....	19,000
April 1, 1977.....	21,000
April 1, 1978.....	22,000
April 1, 1979.....	23,000
April 1, 1980.....	25,000
April 1, 1981.....	26,000
April 1, 1982.....	27,000
April 1, 1983.....	29,000
April 1, 1984.....	31,000
April 1, 1985.....	33,000
April 1, 1986.....	35,000
April 1, 1987.....	37,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of

\$316,000 accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de \$79,000 chacun, de 1968 à 1971 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Montréal.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue mercredi, le 8 mars 1967, à 8 heures du soir, à la Salle de l'École Wilfrid-Bastien, 8135, rue Colletterte, St-Léonard, comté d'Olier, P.Q.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Léonard, (Comté d'Olier), ce 14 février 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
ANDRÉ DE VOGELAERE.

Bureau de la commission scolaire, 8165, rue Colletterte, St-Léonard, (Olier), P.Q.
Téléphone: 321-3233, code 514. 18566-o

\$316,000 granted by the Provincial Government and payable in four instalments \$79,000 each from 1968 to 1971 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Montreal.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank whose name is mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Wednesday, March 8, 1967, at 8:00 o'clock p.m., at the Hall of Wilfrid-Bastien School, 8135 Colletterte Street, St-Léonard, county of Olier, P.Q.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

St-Léonard, (County of Olier), February 14, 1967.

ANDRÉ DE VOGELAERE,
Secretary-Treasurer.

School commission office, 8165 Colletterte Street, St-Léonard, (Olier), P.Q.
Telephone: 321-3233, code 514. 18566

Arrêté en Conseil

Arrêté en conseil Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 261

Québec, le 9 février 1967.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi des décrets de convention collective (Statuts refondus du Québec, 1964, chapitre 143), des parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par le décret numéro 3519 du 24 septembre 1940 et amendements, relatif à l'industrie de la robe dans la province de Québec, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 3 décembre 1966;

ATTENDU QUE les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

Order in Council

Order in Council Executive Council Chamber

Number 261

Québec, February 9, 1967.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree respecting the Dress Industry in the Province of Québec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Decrees Act (Revised Statutes of Quebec, 1964, chapter 143), contracting parties to the collective labour agreement made binding by decree number 3519 of September 24, 1940, and amendments, respecting the Dress Industry in the Province of Quebec, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant Governor in Council certain amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition was published in the *Québec Official Gazette* of December 3, 1966;

WHEREAS, in conformity with the Act, the objections brought forth have been duly considered;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3519, soit modifié comme suit:

1° L'article II est remplacé par le suivant:
« II. *Champ d'application territorial*: Le champ d'application territorial du présent décret comprend toute la province de Québec qui est, aux fins du présent décret, divisée en trois (3) zones, de la façon suivante:

Zone I: L'île de Montréal et tout le territoire compris dans un périmètre de vingt (20) milles autour de ses limites.

Zone II: Le territoire compris dans un périmètre de vingt (20) milles au-delà des limites de la zone I.

Zone III: Le reste de la province de Québec. Toutes les dispositions du présent décret s'appliquent à tout le champ d'application territorial mentionné ci-haut, à l'exception des taux minimaux de salaires apparaissant aux articles VIII et X qui sont, dans la zone II, inférieurs de 5% à ceux fixés pour la zone I et, dans la zone III, inférieurs de 10% à ceux fixés pour la zone I.

Toutefois, à compter du 1er janvier 1968 et par la suite, les taux minimaux de salaires apparaissant aux articles VIII et X, seront, dans la zone II, inférieurs de 2½% à ceux fixés pour la zone I et, dans la zone III, inférieurs de 7½% à ceux fixés pour la zone I.»

2° L'article III est modifié en y remplaçant les définitions de « presseurs », « assistants-presseurs », « coupeurs compétents, classe I » et « coupeurs semi-compétents, classe II », par les suivantes:

« *Presseur*: Ce mot désigne celui qui fait le pressage au fer, à la machine ou au moyen de tout autre appareil, de tout article visé par le champ d'application du présent décret, une fois que le vêtement a été cousu par un couseur à la machine (opérateur).

« *Aide-presseur*: Ce terme désigne celui qui fait l'ouverture et le pressage des coutures et le pressage des morceaux ainsi que le pressage accessoire afin de préparer ces articles pour le couseur à la machine (opérateur).

« *Coupeur qualifié, classe I*: Ce terme désigne celui qui échelonne les grandeurs et fait ou reproduit les patrons, de quelque manière que ce soit ou par toute méthode quelconque, sur les tissus ou sur le papier, qui étend ou étire les tissus, taille au ciseau, à la machine, au couteau ou autrement, suivant les règles de l'art, tous les tissus bruts employés dans la fabrication des vêtements visés par le présent décret.

« *Coupeur semi-qualifié, classe II*: Ce terme désigne celui qui fait une partie du travail du coupeur qualifié. Il ne fait pas de patron et n'échelonne pas les grandeurs, ni sur les tissus, ni sur le papier, sauf sur les garnitures. Cependant il reproduit des copies de patrons de toute manière ou selon toute méthode quelconque. Un coupeur semi-qualifié peut s'adresser au comité paritaire pour obtenir la permission de faire le travail d'un coupeur qualifié en vue d'une promotion à la classe immédiatement supérieure à la sienne. Aucun salarié qui obtient pareille permission d'effectuer le travail de la classe immédiatement supérieure à la sienne ne peut exiger un salaire plus élevé que celui qu'il recevait en vertu de son dernier permis.»

3° Le paragraphe « a » de l'article VI est remplacé par le suivant:

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT said decree number 3519 be amended as follows:

1. Section II is replaced by the following:
"II. *Territorial jurisdiction*: The territorial jurisdiction of the present decree encompasses the entire Province of Québec which, for the purposes of this decree, is divided into three (3) zones:

Zone I: The Island of Montreal and all the territory within a perimeter of twenty (20) miles from its limits.

Zone II: The territory comprised within a perimeter of twenty (20) miles beyond the limits of Zone I.

Zone III: The remainder of the Province. All the provisions of the present decree apply to the entire territorial jurisdiction as defined herein, except that the minimum scale of wages as fixed in Sections VIII and X hereof, shall be 5% less in Zone II than the rates established for Zone I, and that the rates of wages fixed for Zone III shall be 10% less than those fixed for Zone I.

However, from January 1, 1968, and thereafter, the minimum wage rates stipulated in sections VIII and X shall be, in Zone II: 2½% less than those established for Zone I, and in Zone III: 7½% less than those established for Zone I."

2. Section III is amended by replacing the definitions of Pressers, Assistant Pressers, Grade I Skilled Cutters, and Grade II Semi-skilled Cutters by the following:

« *Pressers*: Those actually performing the work of pressing by iron, machine or equipment of any kind, any product falling within the jurisdiction of the present decree after the garment has been sewn together by the operator.

« *Assistant-pressers*: Those actually performing the work of opening and pressing seams and piece pressing and incidental pressing necessary so as to make the above-mentioned products ready for the operator.

« *Grade I Skilled cutters*: Those who actually grade sizes and make markers or reproduce copies of markers in any manner or by any method whatsoever on materials or paper, who lay up or spread materials, cut with shears, machine, knife or otherwise, in a workmanlike manner, all raw materials used in the manufacture of clothing falling within the scope of the present decree.

« *Grade II Semi-skilled cutters*: Those who actually do some but not all the work of fully-skilled cutters and who do not make markers or grade sizes, either on material or on paper except on trimmings and who also reproduce copies of markers in any manner or by any method whatsoever. A semi-skilled cutter may apply to the Joint Committee to be permitted to perform the work of a skilled cutter in order to become entitled to advance into the next higher grade. No employee so permitted to perform the work of the next higher grade shall be entitled to exact higher wages than those he received pursuant to his last permit."

3. Subsection "a" of section VI is replaced by the following:

« VI. *Durée du travail; a) Semaine normale de travail:* La semaine normale de travail est de trente-sept heures et demie ($37\frac{1}{2}$) réparties sur cinq (5) jours de travail, du lundi au vendredi inclusivement, de 8 heures du matin à 4 heures et demie de l'après-midi. La période accordée pour le repas du midi s'étend de midi à une heure de l'après-midi.

Période de repos: Le matin et l'après-midi, tout salarié régi par le présent décret doit cesser de travailler pendant dix minutes. Ces deux arrêts de travail constituent des périodes de repos qui lui sont accordées sans réduction de salaires. Ces périodes de repos doivent être prises à un moment convenable au milieu de la matinée et de l'après-midi.

La majoration pour les heures supplémentaires s'applique après trente-sept heures et demie ($37\frac{1}{2}$), pour tous les salariés, conformément aux autres dispositions relatives aux heures supplémentaires.

Clause commune: Dans tous les cas, tout travail exécuté en dehors de ces heures est considéré comme travail supplémentaire. »

4° À compter du 15 mai 1967, l'alinéa « 2 » du paragraphe « d » de l'article VI sera remplacé par le suivant:

« 2. Tout travail est interdit le samedi. »

5° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Salaires minimaux pour le travail à l'heure ou à la pièce:* Les taux horaires minimaux suivants qui comprennent le boni de vie chère des travailleurs à la pièce, s'appliquent aux salariés énumérés ci-après:

« VI. *Working hours: (a) Regular work week:* A regular week's work shall consist of $37\frac{1}{2}$ hours divided into five (5) working days, Monday through Friday, from 8:00 a.m. to 4:30 p.m. with an interval of one (1) hour for lunch from 12:00 o'clock (noon) until 1:00 p.m.

Rest period: During each morning and each afternoon all work in the factory by employees governed by the present decree shall cease without pay deduction for a ten minute period of rest. Such rest periods shall be fixed at a suitable time during the middle of the morning and afternoon.

Overtime rates for all employees shall begin after $37\frac{1}{2}$ hours of work subject to the provisions herein contained relating to overtime.

General: In all cases, all work performed outside the aforesaid hours shall be considered as overtime. »

4. From May 15, 1967, the second paragraph of subsection "d" of section VI, will be replaced by the following:

"2. All work on Saturday is prohibited."

5. Section VIII is replaced by the following:

« VIII. *Minimum scale of wages per hour or for piece-work:* The following minimum hourly rates, which include the cost of living bonus to piece workers, apply to the employees herein-after mentioned:

Métiers — Trades	À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement			À compter du 1er août 1967			À compter du 1er janvier 1968			À compter du 1er août 1968		
	From the effective date of the present amendment decree			From August 1, 1967			From January 1, 1968			From August 1, 1968		
	I	Zones II	III	I	Zones II	III	I	Zones II	III	I	Zones III	III
Couseur à la machine (opérateur), y compris le travail de section — Operator (including section work)	\$1.17	\$1.115	\$1.053	\$1.26	\$1.197	\$1.134	\$1.26	\$1.2285	\$1.1655	\$1.35	\$1.3162	\$1.2487
Faiseur d'échantillon — Sample maker	1.17	1.115	1.053	1.26	1.197	1.134	1.26	1.2285	1.1655	1.35	1.3162	1.2487
Drapeur — Draper	1.13	1.0735	1.017	1.22	1.159	1.098	1.22	1.1895	1.1285	1.31	1.2772	1.2117
Finisseur — Finisher	1.08	1.026	0.972	1.17	1.115	1.053	1.17	1.1407	1.0822	1.26	1.2285	1.1655
Examineur — Examiner	1.08	1.026	0.972	1.17	1.115	1.053	1.17	1.1407	1.0822	1.26	1.2285	1.1655
Plieur — Folder	1.08	1.026	0.972	1.13	1.0735	1.0717	1.13	1.1017	1.0452	1.22	1.1895	1.1285
Ouvrier général — General hand	1.08	1.026	0.972	1.13	1.0735	1.017	1.13	1.1017	1.0452	1.22	1.1895	1.1285
Presseur — Presser (male)	1.89	1.7955	1.701	2.07	1.9665	1.863	2.07	2.0182	1.9147	2.25	2.1937	2.0812
Presseuse — Presser (female)	1.58	1.501	1.422	1.75	1.6625	1.575	1.75	1.7062	1.6187	1.94	1.8915	1.7945
Aide-presseur ou aide-presseuse — Assistant presser — (male or female)	1.13	1.0735	1.017	1.22	1.159	1.098	1.22	1.1895	1.1285	1.31	1.2772	1.2117
Coupeur qualifié, classe I — Grade I Skilled Cutter	2.25	2.1375	2.025	2.48	2.356	2.232	2.48	2.418	2.294	2.70	2.6325	2.4875
Coupeur semi-qualifié, classe II — Grade II Semi-skilled cutter	1.94	1.843	1.746	2.21	2.0995	1.989	2.21	2.1547	2.0442	2.48	2.418	2.294
Étaleur — Spreader	1.55	1.4725	1.395	1.75	1.6625	1.575	1.75	1.7062	1.6187	1.95	1.9012	1.8037
Opérateur de machines spéciales — Special machine operator	1.08	1.026	0.972	1.17	1.115	1.053	1.17	1.1407	1.0822	1.26	1.2285	1.1655

Il est interdit d'établir des prix à la pièce qui ne donnent pas les taux minimaux ci-dessus."

6° L'article IX-A-1 est remplacé par le suivant:
 « IX-A-1. *Augmentation des salaires réels et du boni de vie chère*: Dès l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement, tout salarié assujéti au présent décret doit recevoir une augmentation calculée sur son salaire horaire s'il est rémunéré à l'heure, ou sur son salaire à la pièce s'il est rémunéré de cette dernière façon. Cette augmentation s'établit de la façon suivante:

Salariés rémunérés à l'heure

a) *Coupeurs qualifiés, classe I et couleurs semi-qualifiés, classe II*: Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.75 l'heure qui leur sera accordée de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement jusqu'au 31 juillet 1967, ils doivent recevoir une augmentation de \$0.35 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement.

À compter du 1er août 1967 et jusqu'au 31 juillet 1968, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1967.

À compter du 1er août 1968 et par la suite, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1968.

b) Tous les autres salariés rémunérés à l'heure, y compris les apprentis, doivent recevoir une augmentation de \$0.30 l'heure qui leur sera accordée de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement jusqu'au 31 juillet 1967, il leur sera versé une augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement.

À compter du 1er août 1967 et jusqu'au 31 juillet 1968, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1967.

À compter du 1er août 1968 et par la suite, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1968.

Salariés rémunérés à la pièce

c) Tous les salariés rémunérés à la pièce, y compris les apprentis, doivent recevoir les augmentations suivantes qui doivent être ajoutées au boni de vie chère payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement. Ces augmentations leur seront accordées de la façon suivante:

\$0.12 l'heure, à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement;

\$0.09 l'heure, à compter du 1er août 1967;

\$0.09 l'heure, à compter du 1er août 1968.

Conséquemment, tous les salariés rémunérés à la pièce, y compris les apprentis, recevront un boni de vie chère en plus de leur taux unitaire ou à la pièce, de la façon suivante:

No piece-work prices may be fixed which do not yield a rate of pay equal to the minimum rates stipulated above."

6. Section IX-A-1 is replaced by the following:
 "IX-A-1: *Increases in actual wages and in cost of living bonus*: From the effective date of the present amendment every employee governed by the provisions of this decree shall be paid an increase in addition to and over and above his actual hourly rate if he works on a time work basis, or in addition to and over and above his actual piece-work earnings, if he works on a piece-work basis, the whole as follows:

Time workers

(a) *Grade I skilled cutters and Grade II semi-skilled cutters*: Shall be paid an increase of \$0.75 cents per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the date of the coming into force of this amendment payable as follows:

From the coming into force of this amendment until July 31, 1967, they shall be paid an increase of \$0.35 cents per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment and,

From August 1, 1967, until July 31, 1968, they shall be paid an additional increase of \$0.20 cents per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1967, and,

From August 1, 1968 and thereafter, they shall be paid an additional increase of \$0.20 cents per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1968.

(b) All other employees including apprentices working on a time work basis shall be paid an increase of \$0.30 cents per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment payable as follows:

From the coming into force of this amendment until July 31, 1967, they shall be paid an increase of \$0.12 cents per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to the effective date of this amendment, and,

From August 1, 1967 to July 31, 1968, they shall be paid an additional increase of \$0.09 cents per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1967, and,

From August 1, 1968 and thereafter, they shall be paid an additional increase of \$0.09 cents per hour in addition to the hourly rate payable to each such employee immediately prior to August 1, 1968.

Piece workers

(c) All employees including apprentices working on a piece-work basis shall be paid the following increases to be added to the cost of living bonus paid to each one of them immediately prior to the coming into force of the present amendment as follows:

From the effective date of the present amendment: \$0.12 per hour;

From August 1, 1967: \$0.09 per hour;

From August 1, 1968: \$0.09 per hour.

Consequently, all employees working on a piece-work basis, apprentices included, shall be paid a cost of living bonus in addition to and above their actual unit rates or piece-work earnings as follows:

Métiers: — Crafts:

- i. Tous les salariés rémunérés à la pièce, y compris les apprentis et à l'exclusion des presseurs et presseuses — All employees paid on a piece-work basis, including apprentices but excepting male and female pressers
- ii. Tous les presseurs rémunérés à la pièce, à l'exclusion des aides-presseurs — All male pressers paid on a piece-work basis except assistant-presseurs (male)
- iii. Toutes les presseuses rémunérées à la pièce, à l'exclusion des aides-presseuses — All female pressers paid on a piece-work basis except female assistant-presseurs

	<i>Boni de vie chère payable avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement</i>	<i>Boni de vie chère à être versé à compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement</i>	<i>Boni de vie chère à être versé à compter du 1er août 1967</i>	<i>Boni de vie chère à être versé à compter du 1er août 1968</i>
	<i>Cost of living bonus payable prior to the effective date of the present amendment</i>	<i>Cost of living bonus to be paid from the effective date of the present amendment</i>	<i>Cost of living bonus to be paid from August 1, 1967</i>	<i>Cost of living bonus to be paid from August 1, 1968</i>
		<i>L'heure — Per hour</i>		
	\$0.42	\$0.54	\$0.63	\$0.72
	0.52½	0.64½	0.73½	0.82½
	0.56	0.58	0.67	0.76

d) L'employeur ne doit pas réduire les taux à la pièce par unité ou par opération pour tout travail de nature identique ou semblable versés avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement; non seulement doit-il continuer à les verser, mais il est de plus tenu de donner effet aux augmentations stipulées dans le présent décret.

Toutes les augmentations de salaires et de boni de vie chère antérieurement en vigueur demeureront obligatoires à l'égard de tout travail effectué avant l'entrée en vigueur des augmentations de salaires et de boni de vie chère stipulées ci-dessus à l'égard de toute rémunération afférente à tout travail effectué.

e) En ce qui a trait aux augmentations stipulées au présent décret d'amendement seulement, tout employeur qui a accordé une augmentation générale de salaire à ses salariés entre le 1^{er} août 1966 et l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement sera considéré comme ayant satisfait aux dispositions de cet article du présent décret d'amendement relatives aux augmentations de salaires, jusqu'à concurrence du montant des augmentations qu'il a ainsi accordées.

Travailleurs à domicile

f) Le boni de vie chère antérieurement payable aux travailleurs à domicile à raison de 54% de leur rémunération est porté à 64½% de ladite rémunération.

À compter du 1^{er} août 1967, le boni de vie chère antérieurement payable aux travailleurs à domicile à raison de 64½% de leur rémunération sera porté à 72½% de ladite rémunération.

À compter du 1^{er} août 1968, le boni de vie chère antérieurement payable aux travailleurs à domicile à raison de 72½% de leur rémunération sera porté à 80% de ladite rémunération.

Vêtements pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement

g) Cependant, les salariés d'un manufacturier qui fabrique des vêtements pour fillettes de 7 à 14 ans inclusivement et des vêtements non visés par le présent décret, et ce, dans la proportion de 90% ou plus de sa production, recevront, en plus de leur salaire actuel gagné, soit à l'heure, soit à la pièce, les augmentations suivantes. On doit calculer à tous les mois le pourcentage de production mentionné ci-dessus.

Salariés rémunérés à l'heure

i) *Coupeurs qualifiés, classe I et coupeurs semi-qualifiés, classe II:* Ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.75 l'heure, qui leur sera versée de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement jusqu'au 31 juillet 1967, ces salariés doivent recevoir une augmentation de \$0.35 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement.

À compter du 1^{er} août 1967 et jusqu'au 31 juillet 1968, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1^{er} août 1967.

À compter du 1^{er} août 1968 et par la suite, ces salariés recevront une augmentation additionnelle de \$0.20 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1^{er} août 1968.

(d) Employers are prohibited from reducing and must maintain piece-work prices per unit or per operation for the same or similar styles of work in effect prior to the effective date of this amendment and must further give effect to the increases provided in the present decree.

All increases in wages and in cost of living bonus which formerly applied shall remain binding with respect to all work done prior to the coming into effect of the foregoing increases in wages and in cost of living bonus with respect to all remuneration due for all work done.

(e) With respect to the increases provided by the present amendment only, any employer who, between August 1, 1966 and the effective date of the present amendment, has paid a general increase to his employees, shall be deemed to have complied with the provisions of this section concerning the increases indicated in the present amendment to the extent of the actual amount of such increases.

Homeworkers

(f) The cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 54% of their remuneration is hereby increased to 64½% of such remuneration.

From August 1, 1967 the cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 64½% of their remuneration shall be increased to 72½% of such remuneration.

From August 1, 1968, the cost of living bonus previously payable to homeworkers on the basis of 72½% of their remuneration shall be increased to 80% of the said remuneration.

Girls clothing 7 to 14 years inclusively

(g) However, employees of a manufacturer who manufactures clothes for girls of 7 to 14 years of age inclusively and clothes not subject to the present decree, in a proportion of 90% or more of his production, shall be paid, over and above their actual wages, the following increases, both for time work and piece-work. The percentage of production referred to herein shall be computed every month.

Time workers

(i) *Grade I skilled cutters and Grade II semi-skilled cutters:* Shall be paid an increase of \$0.75 cents per hour, as follows:

From the effective date of the present amendment until July 31, 1967, they shall be paid an increase of \$0.35 cents per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of the present amendment.

From August 1st, 1967 until July 31st, 1968, they shall be paid an additional increase of \$0.20 cents per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1st, 1967.

From August 1st, 1968 and thereafter, they shall be paid an additional increase of \$0.20 cents per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1st, 1968.

Tous les autres salariés rémunérés à l'heure, y compris les apprentis, recevront une augmentation de \$0.30 l'heure qui leur sera versée de la façon suivante:

À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement jusqu'au 31 juillet 1967, ils recevront une augmentation de \$0.12 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement.

À compter du 1er août 1967 et jusqu'au 31 juillet 1968, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux horaire payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1967.

À compter du 1er août 1968 et par la suite, ils recevront une augmentation additionnelle de \$0.09 l'heure, en plus du taux payé à chacun d'eux, immédiatement avant le 1er août 1968.

Travailleurs à la pièce

(i) Tous les salariés rémunérés à la pièce, y compris les apprentis visés par le paragraphe « g » ci-dessus, doivent recevoir les augmentations suivantes qui doivent être ajoutées au boni de vie chère payé à chacun d'eux immédiatement avant l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement. Ces augmentations leur seront accordées de la façon suivante:

\$0.12 l'heure, à compter de la date de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement;

\$0.09 l'heure, à compter du 1er août 1967;

\$0.09 l'heure, à compter du 1er août 1968.

Conséquemment, tous les salariés rémunérés à la pièce, y compris les apprentis visés par le paragraphe « g » ci-dessus, recevront un boni de vie chère en plus de leur taux unitaire ou à la pièce, de la façon suivante:

All other employees working on a time work basis, including apprentices, shall be paid an increase of \$0.30 cents per hour which will be paid to them as follows:

From the effective date of the present amendment until July 31st, 1967, they shall be paid an increase of \$0.12 cents per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to the effective date of the present amendment, and,

From August 1st, 1967 to July 31st, 1968, they shall be paid an additional increase of \$0.09 cents per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1st, 1967, and,

From August 1st, 1968 and thereafter, they shall be paid an additional increase of \$0.09 cents per hour in addition to the hourly rate paid to each such employee immediately prior to August 1st, 1968.

Piece workers

(ii) All employees working on a piece-work basis, including apprentices contemplated in subsection "g" above, shall receive the following increases which must be added to the cost of living bonus paid to each of them immediately prior to the effective date of the present amendment. The said increases shall be given them in the following manner:

\$0.12 per hour, from the effective date of the present amendment;

\$0.09 per hour, from August 1, 1967;

\$0.09 per hour, from August 1, 1968.

Consequently, all employees paid on a piece-work basis, including the apprentices subject to the foregoing subsection "g", shall receive a cost of living bonus in addition to their unit rates or piece-work rates, in the following manner:

	<i>Boni de vie chère payable avant l'en- trée en vigueur du présent décret d'amendement</i>	<i>Boni de vie chère à être versé à compter de l'en- trée en vigueur du présent décret d'amendement</i>	<i>Boni de vie chère à être versé à compter du 1er août 1967</i>	<i>Boni de vie chère à être versé compter du 1er août 1968</i>
	<i>Cost of living bonus payable prior to the effective date of the present amendment</i>	<i>Cost of living bonus to be paid from the effective date of the present amendment</i>	<i>Cost of living bonus to be paid from August 1, 1967</i>	<i>Cost of living bonus to be paid from August 1, 1968</i>
		<i>L'heure — Per hour</i>		
<i>Métiers: — Crafts:</i>				
i. Tous les salariés rémunérés à la pièce, y compris les apprentis et à l'exclusion des presseurs et presseuses visés par le paragraphe « g » ci-dessus — All employees paid on a piece-work basis, including apprentices but excluding male and female pressers subject to the foregoing subsection "g"	\$0.38½	\$0.50½	\$0.59½	\$0.68½
ii. Tous les presseurs, à l'exclusion des aides-presseurs visés par le paragraphe « g » ci-dessus et rémunérés aux pièces — All male pressers, except male assistant-pressers subject to the foregoing subsection "g" and paid on a piece-work basis	0.49	0.61	0.70	0.79
iii. Toutes les presseuses, à l'exclusion des aides-presseuses visées par le paragraphe « g » ci-dessus et rémunérées aux pièces — All female pressers, except female assistant-pressers subject to the foregoing subsection "g" and paid on a piece-work basis	0.42½	0.54½	0.63½	0.72»

7° L'article X est remplacé par le suivant:

«X. *Apprentis*. Les employeurs ayant sept coupeurs qualifiés et semi-qualifiés ou plus ont le droit d'employer un apprenti.

À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement, les apprentis coupeurs seront rémunérés d'après le barème suivant qui comprend le boni de vie chère des salariés rémunérés aux pièces:

Métiers — Crafts	À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement jusqu'au 31 juillet 1967			À compter du 1er août 1967 jusqu'au 31 décembre 1967			À compter du 1er janvier 1968 jusqu'au 31 juillet 1968			À compter du 1er août 1968		
	From the effective date of the present amendment until July 31, 1967			From August 1, 1967, until December 31, 1967			From January 1, 1968 until July 31, 1968			From August 1, 1968		
	I	II	III	I	II	III	I	II	III	I	II	III
Apprenti-coupeur — Apprentice Cutter:												
1er trimestre — 1st three months	\$1.15	\$1.0925	\$1.035	\$1.15	\$1.0925	\$1.035	\$1.15	\$1.1212	\$1.0637	\$1.15	\$1.1212	\$1.0637
2e trimestre — 2nd three months	1.30	1.235	1.17	1.36	1.292	1.224	1.36	1.326	1.258	1.41	1.3747	1.3042
3e trimestre — 3rd three months	1.46	1.387	1.314	1.57	1.4915	1.413	1.57	1.5307	1.4522	1.67	1.6282	1.5447
4e trimestre — 4th three months	1.62	1.539	1.458	1.78	1.691	1.602	1.78	1.7355	1.6465	1.94	1.8915	1.7945
5e trimestre — 5th three months	1.78	1.691	1.602	1.99	1.8005	1.791	1.99	1.9402	1.8407	2.21	2.1547	2.0442

Et par la suite, selon le taux établi pour les coupeurs semi-qualifiés.

Le nombre des apprentis des autres métiers dans tout atelier ne doit pas dépasser vingt pour cent (20%) du nombre des salariés d'un tel atelier.

Les métiers suivants ne comportent pas d'apprentissage, mais les taux de salaires minimaux établis dans le présent décret s'y appliquent: drapeur, étaleur et faiseur d'échantillon.

Tout apprenti-coureur (opérateur), apprenti-coureur (opérateur) (travail de section), finisseur, presseur, presseuse, aide-presseur, examinateur, opérateur de machines spéciales, ouvrier général et plieur est considéré comme débutant. À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement, ils seront payés d'après l'échelle suivante qui comprend le boni de vie chère des travailleurs aux pièces, qu'ils travaillent pour un ou plusieurs employeurs:

7. Section X, is replaced by the following:

“X. *Apprentices*: Any employer having seven or more skilled and semi-skilled cutters shall be entitled to employ one apprentice.

From the coming into force of the present amendment apprentice cutters shall be paid according to the following schedule which includes the cost of living bonus for piece-workers:

And, thereafter, in accordance with the rate for semi-skilled cutters.

The number of apprentices in all other crafts in any shop shall not exceed twenty per cent (20%) of the employees of such shop.

There is no apprenticeship for the crafts of spreader, sample maker and draper to which the minimum scale of wages herein set forth shall apply.

An apprentice operator, apprentice operator section work, male presser, female presser, assistant-presser, examiner, special machine operator, finisher, general hand and folder is a beginner and shall work, whether for one or more employers under the following schedule of wages which includes the cost of living bonus to piece workers, from the coming into force of this amendment as follows:

Métiers — Crafts	À compter de l'entrée en vigueur du présent décret d'amendement jusqu'au 31 juillet 1967			À compter du 1er août 1967 jusqu'au 31 décembre 1967			À compter du 1er janvier 1968 jusqu'au 31 juillet 1968			À compter du 1er août 1968			
	From the effective date of the present amendment until July 31, 1967			From August 1, 1967 until December 31, 1967			From January 1, 1968 until July 31, 1968			From August 1, 1968			
	I	II	III	I	II	III	L'heure — Per hour Zones			I	II	III	
Apprenti-presser—Male apprentice presser:													
1er trimestre — 1st three months	\$1.05	\$0.9975	\$0.945	\$1.05	\$0.9975	\$0.945	\$1.105	\$1.0237	\$0.9712	\$1.05	\$1.0237	\$0.9712	
2e trimestre — 2nd three months	1.26	1.197	1.134	1.305	1.2397	1.1745	1.305	1.2723	1.2071	1.35	1.3162	1.2487	
3e trimestre — 3rd three months	1.46	1.3965	1.323	1.56	1.482	1.404	1.56	1.521	1.443	1.65	1.6087	1.5262	
4e trimestre — 4th three months	1.68	1.596	1.512	1.815	1.7242	1.6335	1.815	1.7696	1.6788	1.95	1.9012	1.8037	
Apprentie-pressuse — Female apprentice presser:													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9957	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
2e trimestre — 2nd three months	1.18	1.121	1.062	1.225	1.1637	1.1025	1.225	1.1943	1.1331	1.27	1.2382	1.1747	
3e trimestre — 3rd three months	1.31	1.2445	1.179	1.40	1.33	1.26	1.40	1.365	1.295	1.49	1.4527	1.3782	
4e trimestre — 4th three months	1.44	1.368	1.286	1.575	1.4962	1.4175	1.575	1.5356	1.4568	1.71	1.6672	1.5817	
Apprenti-couseur (Opérateur) — Apprentice operator:													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9975	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
2e trimestre — 2nd three months	1.08	1.026	0.972	1.10	1.045	0.99	1.10	1.0725	1.0175	1.125	1.0968	1.0406	
3e trimestre — 3rd three months	1.11	1.0545	0.999	1.15	1.0925	1.035	1.15	1.1212	1.0637	1.20	1.17	1.11	
4e trimestre — 4th three months	1.14	1.083	1.026	1.20	1.14	1.08	1.20	1.17	1.11	1.275	1.2431	1.1793	
Apprenti-couseur (Opérateur) — Apprentice operator:													
(Travail de section) — Section work													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9975	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
2e trimestre — 2nd three months	1.09	1.0355	0.981	1.12	1.064	1.008	1.12	1.092	1.036	1.15	1.1212	1.0637	
3e trimestre — 3rd three months	1.13	1.0735	1.017	1.19	1.1305	1.071	1.19	1.1602	1.1007	1.25	1.2187	1.1562	
Apprenti-examineur — Apprentice examiner:													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9975	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
2e trimestre — 2nd three months	1.065	1.0117	0.9585	1.11	1.0545	0.999	1.11	1.0822	1.0267	1.155	1.1261	1.0683	
Apprenti-plier — Apprentice folder:													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9975	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
Apprenti-ouvrier général — Apprentice general hand:													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9975	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
Apprenti-aide presseur — Apprentice assistant presser:													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9975	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
2e trimestre — 2nd three months	1.09	1.0355	0.981	1.135	1.0782	1.0215	1.135	1.1066	1.0498	1.18	1.1505	1.0915	
Apprenti-opérateur de machines spéciales — Apprentice special machine operator:													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9975	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
2e trimestre — 2nd three months	1.06	1.007	0.954	1.09	1.0355	0.981	1.09	1.0627	1.0082	1.12	1.092	1.036	
3e trimestre — 3rd three months	1.07	1.0165	0.963	1.13	1.0735	1.017	1.13	1.1017	1.0452	1.19	1.1602	1.1007	
Apprenti-finisser — Apprentice finisher:													
1er trimestre — 1st three months	1.05	0.9975	0.945	1.05	0.9975	0.945	1.05	1.0237	0.9712	1.05	1.0237	0.9712	
2e trimestre — 2nd three months	1.06	1.007	0.954	1.09	1.0355	0.981	1.09	1.0627	1.0082	1.12	1.092	1.036	
3e période de deux mois — 3rd two months period	1.07	1.0165	0.9630	1.13	1.0735	1.017	1.13	1.1017	1.0452	1.19	1.1602	1.1007	

Et, par la suite, selon le taux établi pour chaque métier.

And, thereafter, in accordance with the rate established for their respective craft.

8° L'article XIII est remplacé par le suivant:

« XIII. a) *Contrats individuels*: Aucun employeur ne peut passer de contrats individuels avec un ou plusieurs salariés assujettis au présent décret, ni exiger ou accepter d'un salarié un dépôt quelconque en espèces ou sous forme de valeurs. Il est de même interdit à un employeur de passer une entente avec un salarié en particulier pour lui garantir une durée quelconque d'emploi.

b) *Préavis*: Tout salarié a droit à un préavis de trois (3) jours ouvrables si l'employeur met fin à son emploi. De même, tout salarié doit donner un préavis de trois (3) jours ouvrables à son employeur, lorsqu'il quitte son emploi. »

9° L'article XV est remplacé par le suivant:

« XV. *Jours fériés*: Aucun travail ne doit être exécuté les jours fériés suivants: le jour de Noël, le premier jour de l'An, le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du travail et le jour d'action de grâces.

Cependant, les salariés pourront s'abstenir de travailler les autres jours fériés. »

10° Les deux premiers paragraphes de l'article XV-A sont remplacés par le suivant:

« V-A. *Jours fériés payés*: 1. À l'exception des travailleurs à domicile, tout salarié régi par le présent décret a droit chaque année, aux sept (7) jours fériés payés suivants, peu importe la journée de la semaine où ils tombent et que ce soit un jour ouvrable ou non, soit: le premier jour de l'An, le vendredi saint, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération (1er juillet), la fête du travail, le jour d'action de grâces et le jour de Noël, pourvu qu'il ait été employé dans l'industrie depuis au moins un an et au service du même employeur depuis au moins un mois avant ledit jour férié, le tout conformément aux conditions suivantes: »

11° Dans l'article XXIII, les mots « 31 juillet 1957 » sont remplacés par les mots « 31 juillet 1968 ».

N.B.— *Note explicative concernant le changement de termes français*: Les appellations de certains métiers ont été modifiées dans le texte français du présent arrêté pour les rendre conformes à la terminologie française internationale, bien que les appellations en langue anglaise soient demeurées les mêmes. Afin d'éviter toute confusion, on a placé, entre parenthèses, le terme utilisé jusqu'à maintenant.

La substitution des nouvelles appellations aux appellations antérieures n'a pas pour effet d'affecter les droits acquis et les intérêts en cours ni, en particulier, d'empêcher l'application des nouveaux taux de salaires pour lesdits métiers qui ont une autre appellation dans le présent décret, ni d'entamer la validité des certificats de qualification, des certificats d'apprentis et des certificats d'aptitudes restreintes émis selon les appellations antérieures.

Le Greffier du Conseil Exécutif,
JACQUES PRÉMONT.

18531-o

8. Section XIII is replaced by the following:

« XIII. (a) *Individual contracts*: No employer shall make any individual contracts with one or more employees subject to this decree, nor exact nor accept any cash deposit or other securities from any such employee. An employer is also forbidden from entering into a private agreement with an employee, so that any length of employment be guaranteed him.

(b) *Notice*: An employee is entitled to three (3) working days notice if the employer terminates his employment. Likewise, the employee must give the employer three (3) working days' notice before quitting his occupation. »

9. Section XV is replaced by the following:

« XV. *General holidays*: No work shall be permitted on the following holidays: Christmas Day, New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day.

The employees shall have the right to abstain from working on other general holidays. »

10. The first and second subsections of section XV-A are replaced by the following:

« XV-A. *General holidays with pay*: 1. With the exception of homeworkers, each and every employee governed by the present decree shall be granted the following seven (7) general holidays with pay, each year, irrespective of the day of the week on which they may fall, and whether or not such days fall on a work day, to wit: New Year's Day, Good Friday, St. Jean Baptiste Day, Confederation Day (July 1st), Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day, provided that the said employee has been employed at least one year in the industry and at least one month for the same employer prior to the date of the said holiday, the whole subject to the following conditions: »

11. Section XXIII the words "July 31, 1957" are replaced by the words "July 31, 1968".

Explanatory note: The names of certain trades and occupations have been modified in the French text of this Order in Council, solely to make them consistent with the internationally-accepted French terminology. The English nomenclature remains unchanged. So as to avoid confusion, the French terms previously used have been placed between parentheses.

Substitution of the new terms for the old does not affect any vested rights or current interests. In particular, it does not prevent the application of new wage rates for such trades and occupations which have another name in this decree; nor does it alter the validity of competency certificates, apprentice certificates and certificates for handicapped workers issued in accordance with the terms previously in use. »

JACQUES PRÉMONT,
Clerk of the Executive Council.

18531-o

Ventes par Shérifs

Sheriffs' Sales

BEAUCE

BEAUCE

Canada — Province de Québec
District de Beauce

Canada — Province of Quebec
District of Beauce

Cour Provinciale, { **CRÉDIT ST-LAURENT**
No 251. { **INC.** corporation léga-
lement constituée ayant son
siège social à Trois-Rivières et une place d'affaires à 420, 1ère avenue St-Georges-est, comté de Beauce, P.Q., demanderesse, *vs* **LÉONARD LACHANCE**, St-Benoit Lâbre, Beauce, défendeur.

Provincial Court, { **CRÉDIT ST-LAURENT**
No. 251. { **INC.**, a corporation legally constituted, having its head office in Trois-Rivières, and a place of business at 420, 1st Avenue, St-Georges-East, comty of Beauce, P.Q., plaintiff, *vs* **LÉONARD LACHANCE**, St-Benoit Lâbre, Beauce, defendant.

Pour être vendu l'immeuble ci-après décrit:

To be sold, the immovable hereinafter described:

« Un emplacement situé à St-Benoit Lâbre, comté de Beauce, connu et désigné comme étant partie du lot 30 rang 6, du canton Shenley Nord, avec bâtisses, ayant 100 pieds de chacun des 4 côtés.

“An emplacement situated in St-Benoit Lâbre, county of Beauce, known and designated as forming part of lot 30, range 6, of the township of Shenley North, with buildings, having one hundred feet in each of its 4 sides.

Borné en front au chemin public.

Bounded in front by the public road.

Au nord-est à Charles Loubier ou représentant, à la profondeur à Marcellin Rancourt ou représentant; au sud-ouest à Josaphat Rodrigue ou représentant, moins l'emplacement d'Antoine Lachance suivant acte enregistré sous le numéro 154-694 ou représentant et l'emplacement de Philippe Laflamme ou représentant suivant acte enregistré sous le numéro 170-284. »

On the north-east by Charles Loubier or representative, on the depth by Marcellin Rancourt or representative; on the southwest by Josaphat Rodrigue or representative, to withdraw the emplacement of Antoine Lachance pursuant to a deed registered under number 154-694 or representative and the emplacement of Philippe Laflamme or representative pursuant to a deed registered under number 170-284.”

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Beauceville-est, comté de Beauce, le VINGT ET UNIÈME jour de MARS 1967, à DIX heures de l'avant-midi.

To be sold at the Registration office of Beauceville-East, county of Beauce, the TWENTY-FIRST day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Le Député-Shérif,

ADALBERT LESSARD.

Bureau du Shérif, ADALBERT LESSARD.
Ville St-Joseph de Beauce. 18547-0

Sheriff's Office, ADALBERT LESSARD.
Ville St-Joseph de Beauce. 18547

CHICOUTIMI

CHICOUTIMI

Fieri Facias
District de Chicoutimi

Fieri Facias
District of Chicoutimi

Cour Supérieure: { **MILLE JEANNE D'ARC**
No 15,547. { **BOUCHARD**, fille
majeure domiciliée au No 296,
rue St-Germain, Jonquière, district de Chicoutimi, demanderesse, *vs* **LES HÉRITIERS DE FEU LUDGER BOUCHARD**, de son vivant de la cité de Jonquière, district de Chicoutimi, es qualités d'héritiers, et **LUDGER BOUCHARD**, 422, rue St-Louis de France, Jonquière, district de Chicoutimi, défendeurs.

Superior Court: { **MISS JEANNE D'ARC**
No. 15,547. { **BOUCHARD**, fille
majeure domiciled at number
196 St-Germain Street, Jonquière, district of Chicoutimi, plaintiff, *vs* **THE HEIRS OF THE LATE LUDGER BOUCHARD**, during his lifetime of the city of Jonquière, district of Chicoutimi, in their capacity as heirs, and **LUDGER BOUCHARD**, 422 St-Louis de France Street, Jonquière, district of Chicoutimi, defendants.

« Un lopin de terre ou emplacement connu et désigné au cadastre officiel du canton Jonquière, comme formant partie du lot numéro vingt-trois-H-vingt-sept (23-H-27) dans le rang quatre (Rg IV), dudit canton, lequel terrain mesure soixante-dix pieds (70') de profondeur du sud au nord, et compris dans les bornes suivantes: au nord par la rue de la Bricade par le terrain de Dame Emma Côté Bergeron ou représentants, à l'ouest par la rivière aux Sables et à l'est par le terrain de ladite Dame Emma Côté Bergeron, à une distance de trente-cinq pieds (35') à l'ouest du pan ouest de la maison de briques qui s'y trouve, avec bâtisses y érigées, appartenances et dépendances, le tout sujet aux droits rivaux en faveur de la Cie de Pulpe de Jonquière, et autres par actes dûment enregistrés. »

“A piece of land or emplacement known and designated on the official cadaster of the township of Jonquière, as forming part of lot number twenty-three-H-twenty-seven (23-H-27) in range four (Rg IV) of the said township, which terrain measures seventy feet (70') in depth from south to north, and comprised in the following boundaries: on the north by Bricade Street by the terrain of Dame Emma Côté Bergeron or representatives, on the west by the Rivière aux Sables and on the east by the terrain of the said Dame Emma Côté Bergeron, at a distance of thirty-five feet (35') on the west by the west wall of the brick house thereon, with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies, the whole subject to the riparian rights in favour of the Cie de Pulpe de Jonquière, and others by deeds duly registered.”

Pour être vendu au bureau du Régistrateur de la division d'enregistrement de Chicoutimi, au Palais de Justice, à Chicoutimi, le VINGT-DEUXIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Chicoutimi, le 9 février 1967.

Le Shérif,
RENÉ DELISLE.
18522-0

To be sold at the Registry Office of the registration division of Chicoutimi, at the Court House, at Chicoutimi, on the TWENTY-SECOND day of the month of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Chicoutimi, February 9, 1967.

RENÉ DELISLE,
Sheriff.
18522

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District de Hauterive

Cour Locale, Municipale, { LA CITÉ DES SEPT-ILES, corporation légalement constituée ayant son siège social à Sept-Iles, 546 avenue Dequen, dans le district de Hauterive, demanderesse, *vs* DAME MANON MARANDA JOBIN, adresse inconnue, défenderesse.

Le lot, 1080 rang deux (2), village des Sept-Iles.

Description:

De forme rectangulaire borné vers le nord-est par le lot 1112 (rue) vers le sud-est par le lot 1079, vers le sud-ouest par le lot 1042 et vers le nord-ouest par le lot 1081; mesurant une chaîne (1) de largeur par une profondeur de deux chaînes (2); contenant en superficie deux dixièmes d'acre. (0.2 acre)

Pour être vendu au Bureau d'enregistrement de Sept-Iles, 546 Dequen, Sept-Iles le VINGT-DEUXIÈME jour de MARS 1967 à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Député-shérif,
Sept-Iles, le 10 février 1967.

Le Député-Shérif,
ROGER BÉRUBÉ.
18526-0

HAUTERIVE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Québec
District de Hauterive

Municipal Local, Court, { THE CITY OF SEPT-ILES a corporation legally constituted having its head office at Sept-Iles, 546 Dequen Avenue, in the district of Hauterive, plaintiff, *vs* DAME MANON MARANDA JOBIN, unknown address, defendant.

Lot 1080, Range two (2), village of Sept-Iles.

Description:

Of rectangular form, bounded towards north-east by lot 1112 (street), towards southeast by lot 1079, towards southwest by lot 1042 and towards northwest by lot 1081; measuring one chain (1) in width by a depth of two chains (2); containing in superficial area two tenths of an acre. (0.2)

To be sold at the Registration Division of Sept-Iles, 546 Dequen, Sept-Iles, the TWENTY-SECOND day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

Deputy-Sheriff's Office,
Sept-Iles, February 10, 1967.

ROGER BÉRUBÉ,
Deputy-Sheriff.
18526

HULL

Canada — Province of Québec
District de Hull

Cour Provinciale, No 51630, { CORPORATION DE LA VILLE DE BUCKINGHAM, corporation légalement constituée, avec son siège social à Buckingham, district de Hull, demanderesse, *vs* ROBERT PAQUIN, des cité et district de Montréal, défendeur.

1° Le lot numéro un de la subdivision du lot numéro cinquante, au cadastre officiel révisé de la ville de Buckingham (No 50-1).

2° Le lot numéro trois de la subdivision du lot numéro cinquante-quatre, au cadastre officiel de la ville de Buckingham (No 54-3).

3° Le lot numéro cinquante-cinq du cadastre officiel de la ville de Buckingham (No 55).

Pour être vendus à l'Hôtel de Ville, dans la ville de Buckingham, le VINGT ET UNIÈME jour du mois de MARS 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif,
Ce 11 février 1967.

Le Shérif,
R. ST-PIERRE.
18562-0

HULL

Canada — Province of Québec
District of Hull

Provincial Court, No. 51630, { CORPORATION OF THE TOWN OF BUCKINGHAM, a corporation legally incorporated, having its head office at Buckingham, district of Hull, plaintiff, *vs* ROBERT PAQUIN, of the city and district of Montreal, defendant.

1. Lot number one of the subdivision of lot number fifty, on the official revised cadastre of the town of Buckingham (No. 50-1).

2. Lot number three of the subdivision of lot number fifty-four, on the official cadastre of the town of Buckingham (No. 54-3).

3. Lot number fifty-five of the official cadastre of the town of Buckingham (No. 55).

To be sold at the Town Hall, in the town of Buckingham, on the TWENTY-FIRST day of the month of MARCH, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office,
February 11, 1967.

R. ST-PIERRE,
Sheriff.
18562

KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Provinciale, { **BENOIT APRIL**, com-
No 311. { merchant de Notre-
Dame du Portage, deman-
deur, *vs* **RENÉ DUMONT**, de L'Isle-Verte,
défendeur.

« 1. Une terre connue sous les numéros 678, 680, 682 et 683 au cadastre officiel pour la paroisse de St-Jean-Baptiste de L'Isle-Verte, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

2. Une terre à bois contenant deux arpents de front sur environ quarante-deux arpents de profondeur, connue sous le numéro 724 du même cadastre; sauf à distraire la partie appartenant à Alexis Michaud, contenant environ quatre arpents en superficie;

3. Une terre contenant environ cent cinquante-quatre arpents en superficie, connue sous les numéros 675, 676 et 677 du même cadastre, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, amais avec réserve en faveur de Robert Dumont d'un petit terrain en forme triangulaire, contenant environ un arpent en superficie, dans la partie sud du lot 676;

4. Un petit terrain de forme triangulaire contenant un arpent en superficie, borné au nord au numéro 675, au sud au chemin public, à l'est au numéro 676 et à l'ouest à Lionel Caron; lequel terrain fait partie du lot numéro 49 du premier rang du canton Viger. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement division de Témiscouata, 33, rue de la Cour, Rivière-du-Loup, le TRENTIÈME (30^e) jour de MARS 1967, à DIX (10) heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 9 février 1967.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.
18523-0

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **GEORGES LÉONARD**,
No 710 454. { demandeur, *vs* **LAU-
RETTE WEILBREN-**
NER, défenderesse.

« Un emplacement ayant front sur la rue de Châteaubriand, en la cité de Montréal, connu et désigné comme étant le lot numéro deux cent soixante-douze de la subdivision officielle du lot originaire numéro sept (7-272) aux plan et livre de renvoi officiels du Village incorporé de la Côte St-Louis. Avec toutes les bâtisses dessus érigées portant les numéros 6289, 6291 et 6293 de ladite rue Châteaubriand, circonstances et dépendances. Ainsi que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes s'y rattachant, sans exception ni réserve d'aucune sorte ».

Pour être vendu à mon bureau, en la Ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MARS 1967, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, **BERNARD SARRAZIN, C.R.**
Montréal, le 13 février 1967. 18563-0

KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Provincial Court, { **BENOIT APRIL**, trader,
No. 311. { of Notre-Dame du Por-
tage, plaintiff, *vs* **RENÉ**
DUMONT, of L'Isle-Verte, defendant.

"1. A land known under numbers 678, 680, 682 and 683 upon the official cadaster for the parish of St-Jean-Baptiste de L'Isle-Verte, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. A wooded land containing two arpents in front by about forty-two arpents in depth known under number 724 on the same cadaster; save to withdraw the part belonging to Alexis Michaud, containing about four arpents in superficial area.

3. A land containing about one hundred fifty-four arpents in superficial area, known under numbers 675, 676 and 677 on the same cadaster, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, but with reserve in favor of Robert Dumont, of a small lot of land of triangular figure, containing about one arpent in superficial area, in the south part of lot 676.

4. A small lot of land of triangular figure containing one arpent in superficial area, bounded on the north by number 675, on the south by the public road, on the east by number 676 and on the west by Lionel Caron; which lot of land is forming part of lot number forty-nine in the first range of the township of Viger."

To be sold at the registration office of the Témiscouata Division, 33 de la Cour Street, Rivière-du-Loup, on the THIRTIETH (30) day of MARCH, 1967, at TEN (10) o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
February 9, 1967.

MAURICE MORIN,
Sheriff.
18523

MONTRÉAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **GEORGES LÉONARD**,
No. 710 454. { plaintiff, *vs* **LAU-
RETTE WEILBREN-**
NER, defendant.

"An emplacement fronting on Châteaubriand Street, in the city of Montreal, known and designated as being lot number two hundred and seventy-two of the official subdivision of original lot number seven (7-272) on the official plan and in the book of reference of the corporate Village of Côte St-Louis, with all the buildings thereon erected, bearing numbers 6289, 6291 and 6293 on said Châteaubriand Street, circumstances and dependencies. The whole as it is presently to be found, with all the active and passive servitudes, apparent or unapparent attached thereto, without exception nor reservation of any kind".

To be sold in my office, in the city of Montreal, the TWENTY-THIRD day of the month of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the forenoon.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff.*
Montreal, February 13, 1967. 18563

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { **N. A. NELSON et al.**,
 No 722 644. { **N.** demandeurs, vs **RODNEY T. WRAY**, défendeur.

« Ce certain emplacement de forme irrégulière ayant front sur l'avenue Pinewood dans la ville de Dorval, district de Montréal, étant la partie est de la subdivision six cent quarante-quatre du lot neuf (9-E. Pt. 644) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Lachine, mesurant soixante-six pieds et trente-cinq centièmes de pied de largeur en front le long de ladite avenue Patterson, et quarante-quatre pieds et cinquante-trois centièmes de pied de largeur dans sa ligne nord par quatre-vingt-cinq pieds de profondeur dans sa ligne ouest et quatre-vingt-sept pieds et soixante-quinze centièmes de pied de profondeur dans sa ligne est et borné en front par ladite avenue Pinewood, à l'arrière au nord par partie de la subdivision six cent quarante-cinq dudit lot neuf, d'un côté vers l'ouest par le résidu de ladite subdivision six cent quarante-quatre dudit lot neuf et de l'autre côté vers l'est par la subdivision huit cent quarante et un dudit lot neuf, mesure anglaise, plus ou moins, avec la bâtisse dessus construite portant le numéro 211, avenue Pinewood. »

Pour être vendu au bureau du shérif, dans la ville de Montréal, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de MARS 1967, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, **BERNARD SARRAZIN, C.R.**
 Montréal, 13 février 1967. 18564

Fieri Facias de Bonis et de Terris
 Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { **N. A. NELSON et al.**,
 No. 722 644. { **N.** plaintiffs, vs **RODNEY T. WRAY**, defendant.

“That certain emplacement of irregular figure fronting on Pinewood Avenue in the town of Dorval, district of Montreal, being the easterly part of subdivision six hundred and forty-four of lot nine (9-E. Pt. 644) on the official plan and book of reference of the parish of Lachine, measuring sixty-six feet and thirty-five one hundredths of a foot in width in front along said Patterson Avenue, and forty-four feet and fifty-three one hundredths of a foot in width in its northerly line by eighty-five feet in depth in its westerly line and eighty-seven feet and seventy-five one hundredths of a foot in depth in its easterly line and bounded in front by said Pinewood Avenue, in rear to the north by part of subdivision six hundred and forty-five of said lot nine, on one side to the west by the residue of said subdivision six hundred and forty-four of said lot nine and on the other side to the east by subdivision eight hundred and forty-one of said lot nine, English measure more or less, with the building thereon erected bearing number 211 Pinewood Avenue.”

To be sold at the Sheriff's Office, in the city of Montreal, on the TWENTY-THIRD day of the month of MARCH, 1967, at ELEVEN o'clock in the morning.

BERNARD SARRAZIN, Q.C.,

Sheriff's Office, *Sheriff.*
 Montreal, February 13, 1967. 18564-o

QUÉBEC

Fieri Facias
 Cour Supérieure — Nicolet

Québec, à savoir: { **PROVINCIAL HARD-**
 No 2470. { **WOODS INC.**, corporation légalement constituée ayant son siège social à Longueuil, P.Q., et **J. ALONZO MORIN**, industriel de St-Henri de Lévis, district de Québec, contre **MARC ANDRÉ BLOUIN**, de St-Henri de Lévis, district de Québec, mis-en-cause.

Le lot numéro soixante-dix-B (No 70-B) des plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour la paroisse de St-Henri de Lauzon, comté de Lévis.

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de Lévis, comté de Lévis, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif-Adjoint,

Bureau du Shérif, **ALBERT F. RACETTE.**
 Québec, le 14 février 1967. 18565-o

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province de Québec
 District de Roberval

Cour Supérieure, { **LE PRÊT HYPOTHÉCAI-**
 No 146-769. { **RE**, corporation légalement constituée, ayant son siège social en la cité de Québec, demanderesse,

QUÉBEC

Fieri Facias
 Superior Court — Nicolet

Québec, to wit: { **PROVINCIAL HARD-**
 No. 2470. { **WOODS INC.**, a corporation legally constituted having its head office in Longueuil, P.Q., and **J. ALONZO MORIN**, industrialist of St-Henri de Lévis, district of Québec, against **MARC ANDRÉ BLOUIN**, of St-Henri de Lévis, district of Québec, mis-en-cause.

Lot number seventy-B (No. 70-B) of official cadastral plan and book of reference for the parish of St-Henri de Lauzon, county of Lévis.

To be sold at the registration office of Lévis, county of Lévis, the TWENTY-THIRD day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

ALBERT F. RACETTE,

Sheriff's Office, *Associate Sheriff.*
 Québec, February 14, 1967. 18565

ROBERVAL

Fieri Facias de Terris
 Canada — Province of Québec
 District of Roberval

Superior Court, { **LE PRÊT HYPOTHÉCAI-**
 No. 146-769. { **RE**, a corporation legally incorporated, having its head office in the city of Québec, plaintiff, vs **JEAN-**

es JEAN-PAUL BOUCHARD, agent d'assurances, de la ville d'Alma, comté Lac St-Jean, défendeur, et RAYMOND RICHARD, registraire d'Hébertville, comté de Lac St-Jean-est, mis-en-cause.

« Un terrain ou emplacement situé en la cité d'Alma, mesurant soixante-quinze pieds (75') de largeur ou de l'est à l'ouest, sur cent pieds (100') de profondeur, ou du nord au sud, et comprenant :

1° Un terrain mesurant 50 pieds de largeur ou de l'est à l'ouest, sur cent pieds de profondeur ou du nord au sud, étant et comprenant la redivision deux cent seize de la subdivision « A », du lot originaire numéro dix-sept (17-A-216), du rang neuf (9), au cadastre officiel du canton Signai.

2° Toute cette partie de la redivision deux cent quinze de la subdivision « A », du lot originaire numéro dix-sept (Ptie 17-A-215), du rang neuf (9), au cadastre officiel du canton Signai, mesurant 25 pieds de largeur ou de l'est à l'ouest, sur 100 pieds de profondeur ou du nord au sud, et borné: au nord au Boulevard Auger (17-A-208); à l'est au lot numéro 17-A-216 des dits rang et canton; au sud, au lot 17-A-226 desdits rang et canton; à l'ouest, au reste du lot dont elle fait partie.

Sauf à distraire les droits de Price Brothers et autres compagnies. »

Pour être vendu au bureau d'enregistrement de la division Lac St-Jean-est à Hébertville, dans le comté Lac St-Jean, district de Roberval, le VINGT-TROISIÈME jour de MARS, 1967, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, LÉON-AUGUSTE LAVOIE,
Palais de Justice,

Roberval, le 9 février, 1967.

18548-0

PAUL BOUCHARD, insurance agent, of the town of Alma, county of Lac St-Jean, defendant, and RAYMOND RICHARD, registrar of Hébertville, county of Lac St-Jean East, mis-en-cause.

« A piece of land or emplacement situated in the city of Alma, measuring seventy-five feet (75') in width east to west, by one hundred feet (100') in depth, north to south, and including:

1. A piece of land measuring 50 feet in width from east to west, by one hundred feet in depth from north to south, being and including redivision two hundred and sixteen of subdivision "A" of original lot number seventeen (17-A-216), of range nine (9), of the official cadastre of the township of Signai.

2. All this part of redivision two hundred and fifteen of subdivision "A", of original lot number seventeen (Pt. 17-A-215), of range nine (9), of the official cadastre of the township of Signai, measuring 25 feet in width from east to west, by 100 feet in depth from north to south, and bounded: on the north by Auger Boulevard, (17-A-208); on the east by lot number 17-A-216 of said range and township; on the south by lot 17-A-226 of said range and township; on the west, by the remainder of the lot to which it is a part.

Save to withdraw the rights of Price Brothers and other companies."

To be sold at the registration office of the division of Lac St-Jean East, at Hébertville, in the county of Lac St-Jean, district of Roberval, on the TWENTY-THIRD day of MARCH, 1967, at THREE o'clock in the afternoon.

LÉON-AUGUSTE LAVOIE,

Sheriff's Office,
Court House,

Roberval, February 9, 1967.

Sheriff.

18548

Ventes pour taxes

Ville de Lennoxville

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessus désignés, seront vendus à l'enchère publique à DIX heures de l'avant-midi (heure normale) le QUINZIÈME jour de MARS, 1967 à l'Hôtel de Ville, Lennoxville, Qué. pour satisfaire au paiement des taxes municipales, générales et spéciales, taxes scolaires, des intérêts et des frais encourus à moins que ces taxes, frais et intérêts ne soient réglés avant la vente.

Sales for Taxes

Town of Lennoxville

Public notice is hereby given that the immovable property hereinafter described, will be sold by public auction at the Town Hall, town of Lennoxville, the FIFTEENTH day of MARCH, 1967, at TEN o'clock in the morning (Standard Time) for the payment of general and special municipal taxes and interest, as given below, and the costs which may be subsequently incurred, unless before that date, the said taxes, interest and costs, have been paid before the sale of sale.

Nom de propriétaire Name of proprietor	Nos. de cadastre Cadastral numbers	Taxes	Intérêts Interest	Total
Raycraft, Mme-Mrs. Doris.....	Lot 299-42.....	\$690.55	\$ 84.20	\$ 774.75
Raycraft, Mme-Mrs. Doris.....	Lot P. 307.....	528.90	63.45	592.35

Les immeubles ci-haut mentionnés sont au plan et livre de renvoi de la ville de Lennoxville et situés dans la ville de Lennoxville.

Termes: argent comptant ou chèque visé.

Donné à la ville de Lennoxville, le 13^e jour de février 1967.

Le Secrétaire-Trésorier,

18567-7-2-0

K. G. HERRING.

The above immovables are all on the plan and book of reference of the town of Lennoxville and situated in the town of Lennoxville.

Terms: cash or accepted cheque.

Given at the town of Lennoxville, this 13th day of February, 1967.

K. G. HERRING,
Secretary-Treasurer.

18567-7-2-0

Municipalité du comté de Papineau

Municipality of the county of Papineau

Avis de corrections

Notice of corrections

Corporation des Cantons Unis de Mulgrave et Derry
Corporation of United Townships of Mulgrave and Derry

<i>L'immuable décrit au nom de</i> <i>The immovable described in the name of</i>	<i>Pour un montant de</i> <i>For an amount of</i>	<i>Aurait dû être de</i> <i>Should have been of</i>
Georges-A. Hébert	\$ 44.42	\$ 55.49
Ghyslain Labelle et-and P. Fortier	219.84	280.55
Rolland Charbonneau	32.95	41.75
Osear Ducharme	38.23	49.16
Adéard Bédard	38.23	49.12
Alfred Grosseau	25.91	32.22
Réal Hamelin	38.23	49.16

Donné à St-André-Avellin, P.Q., le 10 février 1967.

Given at St. André-Avellin, P.Q., February 10, 1967.

Le Secrétaire-trésorier,
C.-A. MONTREUIL.

C. A. MONTREUIL,
Secretary-Treasurer.

18549-0

18549-0

INDEX No 7

ARRETÉ en Conseil

ORDER in Council

261 — Robe, province	1375
261 — Dress, Province	1375

AVIS divers

MISCELLANEOUS Notices

Aviv, Arie (<i>Dem.-Appl.</i>)	1331
Cece, Rocco Gerald (<i>Dem.-Appl.</i>)	1330
Chevaliers de Colomb d'Aylmer, conseil 5281 (<i>Règlements</i>)	1331
Chevaliers de Colomb de Boucherville, conseil 5673	1329
Chevaliers de Colomb de Hudson, conseil 4135	1331
Chevaliers de Colomb de Napierville, conseil 3587 (<i>Règlements</i>)	1331
Chevaliers de Colomb de St-Hubert, conseil 58007	1329
Chevaliers de Colomb de Ste-Marie inc., conseil 2912	1329
Chevaliers de Colomb de St-Pie, cté Bagot, conseil 2958	1329
Chevaliers de Colomb de Ste-Rose, inc., conseil 4656	1330
Chevaliers de Colomb de Ville de Duberger, conseil 5791 Frontenac	1330
Chevaliers de Colomb de Ville Émard, conseil 5185	1330
Cousens, Kathleen Elizabeth (<i>Dem.-Appl.</i>)	1332
Knights of Columbus of Aylmer, Council 5281 (<i>By-laws</i>)	1331
Knights of Columbus of Boucherville, Council 5673	1329
Knights of Columbus of Hudson, Council 4135	1331
Knights of Columbus of Napierville, Council 3587 (<i>By-laws</i>)	1331
Knights of Columbus of St. Hubert, Council 58007	1329
Knights of Columbus of Ste Marie inc., Council 2912	1329
Knights of Columbus of St Pie, cté Bagot, Council 2958	1329
Knights of Columbus of Ste-Rose, Inc., Council 4656	1330
Knights of Columbus of the Town of Duberger, Council 5791 Frontenac	1330
Knights of Columbus of Ville Émard, Council 5185	1330
Maslowski, Walter (<i>Dem.-Appl.</i>)	1331
Olejarchyk, Alexander Nicholas (<i>Erratum</i>)	1330

CAISSES SAVINGS
d'épargne et de crédit and credit unions

Chartes — Charters —
Abandon de Surrender of

Caisse d'économie des employés de la compagnie Générale Électrique « usine de Montréal » (<i>Form.</i>)	1332
---	------

A & N Construction Ltd.	1351
Dorchester Luncheonette Ltd.	1352
Ijay Investment Corporation.	1352
Municipal Electricity Bureau of Cap-Chat and Ste-Anne des Monts.	1352
Office d'électricité municipale de Cap-Chat et de Ste-Anne des Monts.	1352
Regalco Limited.	1351
S. F. T. Holdings Ltd.	1351
Sans Souci Motel Ltd.	1352
Soemar Inc.	1352

Bills Bills

Sanctioned	1332
Sanctionné	1332

COMPAGNIES COMPANIES
Avis relatifs Notices relative
à la loi des to the Act of
Autorisées Licensed
à faire des affaires to do Business

Dissoutes Dissolved

Allan (Robert) & Co. Ltd.	1336
Boulevard Transmission Automatique ltée	1338

Hayden, Stone Incorporated	1341
Mitsubishi International Corporation	1341

Dissoutes

(suite)

Byrne (Frank), Ltd.	1338
Centre Médical de Laval-des-Rapides, inc.	1338
20th Century Housing Corp.	1336
Entreprises Dupéré ltée (Les)	1338
Federal Transport Incorporated	1339
Fédéral Transport incorporée	1339
Ferronnerie Olympia Hardware inc.	1339
Harleg Industries Ltd.	1341
Industrial Life Holding Ltd.	1339
Linsol Enterprises Inc.	1339
Mansions Tire & Car Radio Ltd.	1336
Marco Lumber inc.	1337
Matte inc.	1337
Morissette (Yvonna) inc.	1339
Parker Corporation	1337
Powter Estates Ltd.	1337
Sherbrooke Frozen Foods Inc.	1337
United Auto Parts (East) Limited	1337
United Auto Parts (Granby) Ltd.	1337
United Auto Parts (Matane) Ltd.	1338
United Auto Parts (Mile End) Ltd.	1338
United Auto Parts (North) Limited	1338
United Auto Parts (Saguenay) Ltd.	1340
United Auto Parts (Sherbrooke) Ltd.	1340
United Auto Parts (S. Hyacinthe) Ltd.	1339
United Auto Parts (St Jérôme) Ltd.	1340
United Auto Parts (St-Joseph d'Alma) Ltd.	1340
United Auto Parts (of Three Rivers) Limited	1341
United Auto Parts (Val d'Or) Limited	1340
United Auto Parts (Verdun) Ltd.	1340
United Auto Parts (Victoriaville) Ltd.	1341
United Auto Parts of Quebec Limited	1340

Divers**Miscellaneous**

Association des amis d'Émile Nelligan inc. (L') (Dir.) (Règl.-By-laws)	1344
Association des Zouaves de Québec inc. (L') (Dir.) (Règl.-By-laws)	1345
Association of Alumni of Sir George Williams University (Règl.-By-law)	1345
Banff Fashions Inc. (Dir.)	1343
Beaubien (L. G.) & cie limitée (Dir.)	1342
Beaubien (L. G.) & Co. Limited (Dir.)	1342
Beejay Industrial Supplies Ltd. (Dir.)	1345
Canadian Moulded Pulp Products Inc. (Dir.)	1342
Centre des études universitaires de Trois-Rivières inc. (Le) (Règl.-By-laws)	1345
Cercle Goethe inc. (Règl.)	1345
Clermont Motor Limited (Dir.)	1343
Club Akira (Règl.-By-laws)	1346
Corporation Delcaron (La) (Dir.)	1346
520 construction inc. (Dir.)	1342
Construction St-Paul ltée (Dir.)	1342
Delearon Corporation (Dir.)	1346
Domaine du lac Clearview inc. (Dir.)	1344
Entreprises M. P. inc. (Les)	1342
Fairview Corporation (The) (Dir.)	1344
F-I-C Fund Inc. (Dir.)	1344
Fonds de dépannage du Nord-Ouest de Montréal (Le) (Règl.-By-laws) (Dir.)	1342
Fonds F-I-C inc. (Dir.)	1344
Foyer Monseigneur Gendron inc. (Règl.-By-laws)	1345
Goethe Society Inc. (By-laws)	1345
Inspiration Limited (Dir.)	1346
Laiterie Fortier ltée (Dir.)	1342
Lake Clearview Estates Inc. (Dir.)	1344

Dissolved

(continued)

Lakeshore Vocational Projects Association Inc. (The) (Dir.) (Règl.-By-laws)	1346
Mr Hanger (Quebec) Inc. (Dir.)	1344
McCuaig (P.) (1963) Limited (Dir.)	1346
National Compressed Air Limited (Dir.)	1343
Prescott Watchband Ltd. (Dir.)	1347
Ray-Electro-Way Inc. (Dir.)	1343
Rodrigue & Frère Ornamental ltée (Dir.)	1343
St. Paul Construction Ltd. (Dir.)	1342
Services de placements Unis (Québec) ltée (Dir.)	1343
Sigouin (Claude) Auto ltée (Dir.)	1343
Studio d'écoute et de reproduction sonore (Sersi) inc. (Dir.)	1344
Téléphone rural de St-Gédéon (Le) (Dir.)	1346
Terravan Inc. (Dir.)	1346
Textile Weavers Limited (Dir.)	1344
United Investment Services (Quebec) Ltd. (Dir.)	1343

Lettres patentes**Letters Patent**

Adam (Jacques) Inc.	1278
Aliments Mont St-Hilaire inc. (Les)	1278
Artisanat Renel inc.	1279
Ateliers Albert inc.	1279
Au Garçonnet inc.	1279
Autobus Richelieu limitée (Les)	1280
B. & H. Holdings Ltd.	1280
Bauche & Grodte Ltd.	1280
Beau Rivage Construction ltée	1281
Bergeron (Marc) inc.	1281
Bole Service inc.	1281
Bonto Inc.	1282
Brick & Stone Industries Ltd.	1282
Cabarets Historiques inc.	1282
Carny Construction Co.	1282
Cartier Holdings Inc.	1283
Centre d'Achats St-François inc.	1283
Centre Récréatif St-Guillaume inc.	1283
Champagne (A.) inc.	1284
Ciné-Club Trans-Canadien inc.	1284
Clan, café-étudiant (Le)	1284
Club Sport Voyages inc.	1307
Comité du Parc des Pins inc.	1285
Comité régional Outaouais de la Fédération des Loisirs-Danse du Québec	1285
Compagnie scientifique de l'Amérique du Nord ltée	1290
Créations Universelles inc.	1285
Crédit St-Jovite inc.	1286
Delmur Shoe Supplies Inc.	1286
Denelec Ltd.	1286
Denelec ltée	1286
Desjardins (Marcel) & fils inc.	1287
Deslauriers (Napoléon) & fils inc.	1287
Domaine du Bon Temps (Le)	1287
Dugré (Mario) ltée	1288
Dumoulin & frère ltée	1288
Dupré (Lionel) inc.	1288
Durand Manufacturing Inc.	1289
Dussault (Gaston) inc.	1289
École de Musique et de Solfège de Chicoutimi inc.	1289
Édifice St-Eustache inc.	1290
Équipement du Québec ltée	1290
Foyer de Kingsey Falls inc.	1290
Giroux (Alain) inc.	1291
Gisèle modes inc.	1291
Glenbrook Farm Inc.	1291
Godman (M.) Sales Inc.	1292
Gordon (W.) Inc.	1292
Granby Plomberie & Huile à chauffage inc.	1292
Greber Meat Ltd.	1309

Lettres patentes (suite)	Letters Patent (continued)	Sièges sociaux	Head Offices
Holtham Hall Inc.	1293	Acme Equipment Co. Inc.	1350
Hôtel Central de Maniwaki.	1293	Association des Acousticiens en Pro- thèses Auditives de la province de Québec.	1350
Hull Sanitation Ltd.	1305	Ateliers de soudure Baie-Comeau inc. (Les)	1347
Institut La Mennais.	1311	Autobus Richelieu limitée (Les)	1347
J. L. S inc.	1293	Baie-Comeau Welding Shops Inc.	1347
K. H. cie ltée.	1293	Balayage Rapide Ltée.	1351
Kanata construction inc.	1294	Brière et Poirier inc.	1347
Ladep inc.	1294	Bulow (Karen) Limited.	1349
Lanessa Knitting Inc.	1294	Buttes Vertes inc. (Les)	1347
Lapierre (Robert) ltée.	1295	Cameo Industries Corporation.	1347
Locations Rex inc.	1295	Canadore Mining & Development Corp.	1350
N. A. R. Corporation.	1295	Castiglione (Produits de Beauté) inc. (Le)	1348
M. & S. publications ltée.	1296	Deckers Limited.	1350
Mainguy Auto Parts Inc.	1296	Deslauriers Automobiles ltée.	1348
Marché Beauceville inc.	1296	Dr. Pepper Company.	1350
Marché des Aubaines ltée.	1297	Entreprises Bourgogne (1966) inc.	1348
Met-O-Matic Coin Laundries Inc.	1297	Entreprises P & C Beaudry inc. (Les)	1349
Mont St-Hilaire Food Inc.	1278	Favreau (Léo) inc.	1348
Motel La Belle Rivière inc.	1297	Karen Bulow Limited.	1349
Nettoyeur Port Maurice ltée.	1298	Kinbar Enterprises Ltd.	1349
New Gilford Restaurant Inc.	1298	M. G. Pattern Works Co. Inc.	1349
Ninth Avenue Motor Sales Ltd.	1298	Magnor inc.	1349
North American Scientific Company Ltd.	1299	Pierre Service Stores Inc.	1349
Ouellet (Paul) inc.	1299	Rapid Sweep Ltd.	1351
P. C. Entreprises Inc.	1299	Techton Development Corporation.	1350
Paesano Restaurant Inc.	1300	Trinity Chibougamau Mines Limited.	1350
Pensionnat de l'Enfant-Jésus.	1311		
Pharmacies Montrose inc. (Les)	1300		
Placements Aldor inc. (Les)	1300		
Placements Boulanger inc. (Les)	1301		
Placements Dusatrin inc. (Les)	1301		
Plouffe et Rioux inc.	1301		
Polyphone International inc.	1301		
Publications T. C. limitée.	1302		
Quebec Equipment Ltd.	1290		
Quebec Food Distributors Ltd.	1302		
Quebec Uranium Mining Corporation.	1302		
R. & J. Associates Inc.	1303		
Radio Maria-Chapdelaine, inc.	1303		
Renfrew Realities Corporation.	1303		
Résidence Ste-Marie.	1304		
Roberge (Paul) inc.	1304		
Rocheleau matériaux de construction inc.	1304		
Rosemont Carpet Service Ltd.	1305		
St-François Shopping Center Inc.	1283		
St. Michel Floor Inc.	1305		
Salubrité de Hull ltée.	1305		
Schwartzbaum Fur Co. Ltd.	1306		
Service de Carpette Rosemont ltée.	1305		
Service Limited.	1306		
Stock (Thomas G.) inc.	1306		
Super Marché Lauzon inc.	1307		
Terrim inc.	1307		
Topgrade Products Ltd.	1307		
Travel Sporting Club Inc.	1307		
Tribune (1966) ltée (La)	1308		
Troilus Mines Limited.	1308		
Van's Travel Consulting Service Inc.	1309		
Viandes Greber ltée.	1309		
Vieille Maison Chez-Nous inc.	1309		
Yates (Jerry) Inc.	1309		
Young (Gilbert) & Associates Inc.	1310		
3-As limitée (Les)	1310		
4-Seasons Drive-In Ltd.	1310		

DEMANDES APPLICATIONS
à la Législature to Legislature

Congregation Shaar Shalom.	1335
Estate Emma Gascon.	1336
Estate Louis Sabbath.	1333
Gaz Naturel Radisson Ltée.	1334
Joutel, comm. scol. - school munic.	1334
Kirkland, ville - town.	1335
Lachine, cité - city.	1333
LaSalle, cité - city.	1334
Magog, cité - city.	1334
Radisson Naturel Gas Ltd.	1334
Rodriguez, Vittorio Marco Haim.	1336
Saint-Michel, cité - city.	1333
Sept-Iles, cité - city.	1334
Soeurs Missionnaires de l'Immaculée Conception (Les)	1333
St-Charles de Lachenaie, par.	1336
Succession Emma Gascon.	1336
Succession John Louis Sabbath.	1333

EXAMEN BAR
du Barreau Examination

Arthabaska, Étude-Study.	1353
--------------------------	------

LIQUIDATION WINDING
avis de up Notices

Association coopérative funéraire du Sa- guenay.	1353
Caisse populaire de St-Fidèle.	1354
General Finance Corporation Limited.	1354
Robert Art Shoppes Inc.	1354
Sanitaire (La)	1354

MINISTÈRES DEPARTMENTS
Affaires municipales Municipal Affairs

Notre-Dame-de-la-Salette, (Publ.)	1354
Ste-Anne-de-Bellevue, ville-town (Règl.- By-law).	1355

Lettres patentes supplémentaires Supplementary Letters Patent

Cie de Gestion Intra ltée (La)	1311
Intra Holding Co. Ltd.	1311

Éducation	Education	SOUMISSIONS	TENDERS
<i>Municipalité scolaire de: School municipality of:</i>		Bromptonville, ville-town	1372
Lacadie, (Dem.-Appl.)	1356	Brownburg, village	1368
Montréal « Cath. », (Dem.-Appl.)	1356	Chambly, c.-s.-reg.-reg.-s.-b.	1365
		Châteauguay-Heights, ville-town	1366
		Jonquière, cité-city	1371
		Lauzon, c.-s.-s.-c.	1367
		St-Constant, par.	1369
		Repentigny, ville-town	1363
		St-Léonard-de-Port-Maurice, c.s.-s.c.	1373
Finances	Finance	SYNDICATS	SYNDICATES
<i>Assurances:</i>	<i>Insurance:</i>	Professionnels	<i>Professional</i>
American Home Assurance Company	1358	Association des internes et résidents de	
CIM Insurance Corporation	1357	Montréal (Const.)	1362
Citizens Life Assurance Company (Petition)	1356	Association des principaux de l'Ouest de	
Citoyens, Compagnie d'Assurance-vie (Requête)	1356	Montréal (Const.-Inc.)	1362
Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de St-Malo, comté de Compton (La)	1358	Association Professionnelle des Dessinateurs en Architecture de la province de Québec (L') (Const.-Inc.)	1363
Compagnie d'Assurance Mutuelle de la municipalité de St-Malo, county of Compton (La)	1358	Association of Interns and Residents of Montreal (Inc.)	1362
St. Lawrence Sugar Refineries Limited Employees' Benefit Society	1357	Fédération des producteurs de sucre et de sirop d'érable du Québec (Formation)	1362
Women's Catholic Order of Foresters	1357	Syndicat des producteurs de lait nature du Saguenay - Lac St-Jean (U.C.C.) (Const.-Inc.)	1363
Terres et Forêts	Lands and Forests	VENTES	SALES
<i>Cadastré:</i>	<i>Cadastré:</i>	Effets non-réclamés	<i>Unclaimed Baggage</i>
Ascot, canton-township	1359	Canadian Pacific Railways	1311
Cap-de-la-Madeleine, par.	1359	SHÉRIFS	SHERIFFS
Sault-au-Récollet, par.	1359	Beauce	<i>Beauce</i>
Ste-Adèle, par.	1359	Crédit St-Laurent vs Lachance	1386
St-Mathieu de Beloeil, par.	1359	Chicoutimi	<i>Chicoutimi</i>
		Bouchard vs Héritiers-Heirs Ludger Bouchard	1386
Travail	Labour	Hauterive	<i>Hauterive</i>
<i>Industrie ou métiers de: Industry or Trades of:</i>		Sept-Iles, cité-city vs Jobin	1387
Camionnage, Québec (Mod.)	1326	Hull	<i>Hull</i>
Cartage, Québec (Amend.)	1326	Buckingham, ville-town vs Paquin	1387
Chemise, Hommes et garçons, province (Mod.)	1328	Kamouraska	<i>Kamouraska</i>
Construction, Électriciens, Montréal (Amend.)	1327	April vs Dumont	1388
Construction, Électriciens (Montréal) (Mod.)	1327	Montréal	<i>Montreal</i>
Construction de lignes de transport d'énergie électrique, province (avis)	1320	Leonard vs Weilbrenner	1388
Construction de transmissionlines, Province (Notice)	1320	Nelson et al vs Wray	1389
Shirt, Men's and Boys', Province (Amend.)	1328	Québec	<i>Quebec</i>
		Provincial Hardwoods Inc. et al vs Blouin	1389
NOMINATION	APPOINTMENT	Roberval	<i>Roberval</i>
Divers	1360	Prêt Hypothécaire (Le) vs Bouchard	1389
Miscellaneous	1360	Taxes	<i>Taxes</i>
RÉGIE	QUEBEC	Abitibi, comté - county	1316
des marchés agricoles	Agricultural	Lac St-Jean-Est, comté	1312
du Québec	Marketing Board	Lake St. John East, county	1312
Joint plan of the milk producers-suppliers of J. J. Joubert Ltée of Nicolet (Notice)	1362	Lennoxville, ville-town	1390
Milk producers of Laiterie Leclerc de Sherbrooke (End)	1361	Montcalm, comté - county (Erratum)	1312
Milk producers, suppliers to Laiterie de Sherbrooke (End)	1361	Papineau, comté-county (Erratum)	1391
Plan conjoint des producteurs-fournisseurs de lait de J. J. Joubert Ltée de Nicolet (Avis)	1362	Ste-Dorothée, c.s.-s.c. (Erratum)	1312
Producteurs de lait fournisseurs à la Laiterie de Sherbrooke (Fin)	1361		
Producteurs de lait de la Laiterie Leclerc de Sherbrooke (Fin)	1362		
Producteurs de lait nature du comté de Richmond (Fin)	1362		
Raw milk producers of the county of Richmond (End)	1362		